

AURÉLIE CAMPANA

L'IMPASSE TERRORISTE VIOLENCE ET EXTRÉMISME AU XXI^e SIÈCLE

ÉDITIONS
MULTIMONDES

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

**L'IMPASSE
TERRORISTE
VIOLENCE ET
EXTRÉMISME
AU XXI^e SIÈCLE**

AURÉLIE CAMPANA

L'IMPASSE
TERRORISTE
VIOLENCE ET
EXTRÉMISME
AU XXI^e SIÈCLE

ÉDITIONS
MULTIMONDES

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada**

Campana, Aurélie, auteure

L'impasse terroriste : violence et extrémisme au XXI^e siècle / Aurélie Campana.

Publié en formats imprimé(s) et électronique(s).

ISBN 978-2-89773-066-6

ISBN 978-2-89773-067-3 (PDF)

ISBN 978-2-89773-068-0 (EPUB)

1. Terrorisme. 2. Violence. 3. Radicalisme. I. Titre.

HV6431.C35 2018

303.6'25

C2017-942405-X

C2017-942406-8

Les Éditions MultiMondes bénéficient du soutien financier du gouvernement du Québec par l'entremise du programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC). L'éditeur remercie également le Conseil des arts du Canada de l'aide accordée à son programme de publication.

Financé par le gouvernement du Canada



Conception graphique de la couverture : Anne Tremblay
Illustration de couverture : Everett Historical (Shutterstock)
Mise en pages : Emmanuel Gagnon

Copyright © 2018, Éditions MultiMondes

ISBN version imprimée : 978-2-89773-066-6

ISBN version numérique (PDF) : 978-2-89773-067-3

ISBN version numérique (ePub) : 978-2-89773-068-0

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2018
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Diffusion/distribution au Canada :

Distribution HMH
1815, avenue De Lorimier
Montréal (Québec) H2K 3W6
www.distributionhnh.com

Diffusion/distribution en Europe :

GEODIF
1, rue Thénard
75005, Paris
FRANCE
geodif@eyrolles.com

www.multim.com

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	9
1. Une lutte impossible?	15
Une menace devenue omniprésente.....	16
Sommes-nous vraiment en guerre contre le terrorisme? .	18
Les multiples facettes de la lutte antiterroriste	22
Des acteurs toujours plus nombreux	23
Des interventions homogènes caractérisées par une posture réactive	26
Pourquoi le risque zéro n'existe pas	29
La surenchère sécuritaire	31
Entre sécuritisation et suspicion	36
2. Les avatars des terrorismes et extrémismes contemporains	41
Al-Qaida, incarnation du terrorisme contemporain	42
Les ambitions du djihadisme	48
Du global au local	48
Du local au global	54
Les loups solitaires	58
La montée des extrêmes	62

3. Le Web, interface entre le réel et le virtuel.....	69
La révolution Internet.....	70
Entre visibilité et invisibilité	71
Un nouvel espace stratégique	72
Les tentacules numériques de Daech.....	77
Mainmise sur les réseaux sociaux.....	77
L'influence Al-Qaida	79
Médias et terrorismes: une nécessaire distanciation	81
Les groupes terroristes, entrepreneurs en communication	81
Les médias, alliés des terroristes?	86
Le retour de considérations éthiques?	87
4. L'engagement dans et par la violence	91
La radicalisation, un concept contesté	92
Un engagement aux motivations multiples.....	95
La radicalisation comme processus contingent	95
Croyances et ressentiment	96
Outrage moral, humiliation perçue et radicalisation ..	99
La force des réseaux interpersonnels	101
Les terroristes sont-ils des fous?.....	103
Les femmes aussi se radicalisent.....	108
5. Les terrorismes, des phénomènes aux contours flous	115
De l'impasse définitionnelle	115
... à la cacophonie conceptuelle.....	118
Des débats sans fin.....	121
Peut-on parler d'un terrorisme religieux?.....	122
L'arme des pauvres et des faibles?	124
La violence d'État: du terrorisme?	127
Le terrorisme, une forme de déviance politique	131
Conclusion	137
Pour aller plus loin	141

INTRODUCTION

Pourquoi un groupe ou un individu choisit-il de recourir au terrorisme ? Pourrait-on l'en dissuader ? Cette démarche indispensable exige, malgré une actualité quelquefois brûlante et tragique, de prendre un moment de réflexion. Car, si le terrorisme n'a cessé d'évoluer, s'il adopte des visages multiples, s'il s'inscrit dans des idéologies diverses, s'il prend des formes que l'on pense inédites, il est loin d'être un phénomène récent.

Le terme « terrorisme » est apparu durant la Révolution française pour désigner une technique de gouvernement basée sur la violence et la terreur. Il a par la suite été majoritairement attribué aux actions de nombreux groupes non étatiques, nationalistes, religieux, d'extrême droite, d'extrême gauche ou formés en vue de lutter pour l'environnement, pour la défense des animaux, contre l'avortement... Ces groupes ont peu de choses en commun, mis à part le recours à la violence, aux côtés d'autres moyens d'action. Ainsi, le terrorisme est pluriel, même s'il est aujourd'hui surtout associé aux groupes djihadistes. Les attentats perpétrés en 2011, en Norvège, par un extrémiste de droite, ou l'attaque commise contre le centre culturel islamique de Québec, en janvier 2017, nous l'ont tragiquement rappelé.

La fameuse maxime voulant que celui qui représente un combattant de la liberté pour les uns soit vu par les autres comme un terroriste reste plus que jamais d'actualité. Le terrorisme a été utilisé depuis la fin du XIX^e siècle par des groupes extrêmement divers ou par des individus qui s'en revendiquent. En cela, le terrorisme n'est pas une idéologie, pas plus qu'il n'a une identité. Il relève plutôt d'une pratique violente, dont les contours varient en fonction des époques, des lieux et de l'idée que l'on s'en fait.

De tout temps, le terme terrorisme a été l'objet d'une politisation, qui n'a fait que s'accroître ces dernières années. Il est considéré comme une pratique moralement condamnable. Il vise à désigner l'ennemi, le repoussoir, cet « Autre » menaçant. Soyons clair : l'option terroriste est indéfendable, mais déplacer les débats sur le plan moral ne fait que renforcer l'impasse dans laquelle nous semblons aujourd'hui engagés. Le terrorisme est peut-être exceptionnel sous bien des aspects, mais c'est avant tout le traitement politique et médiatique dont il est l'objet qui lui confère une signification particulière. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui, alors que les moyens de communication et de surveillance permettent de l'ancrer dans un présent immédiat ressassé à mesure que l'événement est vécu et décortiqué en direct grâce aux médias et à Internet.

Certes, le terrorisme déstabilise, creuse des fossés entre les communautés, sème le doute et nous amène à accepter des mesures sécuritaires souvent liberticides. Si chaque attentat est suivi d'une condamnation unanime et d'un apparent consensus social, ceux-ci laissent rapidement place à des divergences, qui se répercutent de manière durable dans les débats politiques et plus largement dans les sociétés affectées. Mais il faut aussi dire que les réactions des États, qu'ils soient le siège d'un régime démocratique

ou non, ont largement contribué à renforcer les effets de cette violence. Ainsi, plusieurs États ont érigé depuis 2001 les groupes djihadistes en menace suprême pour leur sécurité. Les réponses qu'ils leur ont opposées, principalement sous forme d'interventions militaires, ont concouru à faire de ces groupes des ennemis d'envergure internationale. Ce faisant, elles leur confèrent un statut auxquels ils ne pouvaient prétendre avant que ne s'enclenche, aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001, cette chaîne d'actions et de réactions qui semble sans issue.

Notons que, à l'inverse, la violence émanant de groupes autres que djihadistes fait l'objet d'un traitement différencié. On en parle beaucoup moins. Par exemple, peu de médias ont relayé les vingt-sept attentats imputés à des groupes anarchistes et d'extrême gauche sur le territoire de l'Union européenne en 2016¹. On s'interroge aussi sur la nature de ces actes, alors que, lorsque l'auteur est musulman, le terrorisme ne semble faire aucun doute. Cette hésitation démontre, si besoin en était, que ce qualificatif sert d'abord et avant tout à stigmatiser un ennemi que l'on dit être extérieur aux sociétés touchées, quand bien même l'auteur de l'acte terroriste en est le plus souvent originaire. Dans ce contexte, les conséquences des actions perpétrées par des groupes ou individus extrémistes autres que djihadistes sont minimisées, quand la nature terroriste de leurs actes n'est tout simplement pas niée.

La réaction des gouvernements et des sociétés touchées est donc devenue une composante à part entière de notre conception du terrorisme. Cela est d'autant plus

1. EUROPOL, *TE SAT: European Union Terrorism Situation and Trend Report*, La Haye, 2017, p. 42, <https://www.europol.europa.eu/activities-services/main-reports/eu-terrorism-situation-and-trend-report-te-sat-2017>.

vrai quand la violence est commise par un individu isolé. Qu'est-ce qui distingue les auteurs de l'attaque contre un cinéma à Aurora, au Colorado, en juillet 2012, ceux de l'attaque contre l'école Sandy Hook, au Connecticut, en décembre 2012, avec celui accusé d'être à l'origine de la fusillade à la mosquée de Québec, survenue en janvier 2017 ? Avant même de se pencher sur les motivations qui ont pu guider ces individus, reconnaître le caractère terroriste d'un acte devient un choix politique.

Ainsi, le climat actuel brouille notre compréhension des phénomènes terroristes. Surtout, il fait la part belle aux stéréotypes, pendant qu'Internet permet la circulation de discours, de thèses et d'images le plus souvent décontextualisés et dont la signification initiale est travestie. Répondre à la question « Qu'est-ce que le terrorisme ? » n'a donc jamais été à la fois aussi simple et aussi difficile.

Simple, car les mythes qui entourent ces phénomènes n'ont jamais autant circulé, enracinant dans l'imaginaire collectif de nombreux Occidentaux une multitude de préjugés aux conséquences sociales et politiques parfois désastreuses. L'un des plus tenaces assimile ainsi islam et terrorisme, et nourrit une islamophobie en croissance. Difficile, car qui s'intéresse au terrorisme et à son histoire ne peut que constater la complexité qui les entoure. Parler « des » terrorismes permet de ne pas tomber dans le piège d'une simplification qui alimente les amalgames et se révèle préjudiciable à la compréhension des événements récents comme passés. Il y a en effet lieu de disséquer les différents types de terrorisme, de distinguer leurs dimensions individuelle et collective, tout comme de prendre en considération leurs implications multiples. Cela revient en quelque sorte à ouvrir la boîte noire des terrorismes. La science politique offre ici un éclairage tout à fait central.

Elle concerne principalement les processus politiques et sociaux qui entourent la violence et les acteurs qui y ont recours. Elle contribue donc à démystifier ces actes tout en fournissant des explications sur la manière dont ils sont pensés, préparés et exécutés. Elle réfléchit également aux dynamiques géopolitiques ainsi qu'aux évolutions sociales et politiques propres aux sociétés visées. D'ailleurs, ce n'est qu'en tenant compte de l'imbrication de ces dimensions qu'une stratégie de prévention et d'élimination de la menace pourra être mise en place.

Cela revient à analyser les différentes mouvances extrémistes dans lesquelles s'insèrent les mouvements qui mobilisent différents types de violence. Si tous les terrorismes relèvent d'une forme d'extrémisme, tous les extrémismes ne produisent pas du terrorisme. Extrémisme et terrorisme ne sont donc pas des termes interchangeables, pas plus qu'ils ne renvoient à une même réalité politique et sociale. Toutefois, nous considérons que l'on ne peut comprendre les phénomènes terroristes sans examiner le terreau idéologique dans lequel s'inscrivent les groupes qui y ont recours, ni les raisons qui poussent, à un moment de son histoire, un groupe extrémiste à opter pour le terrorisme.

Le terme « extrémisme » s'appuie ici sur un discours ou une pensée qui cherche à imposer une orientation politique et qui rejette, quelquefois par la violence, toute solution alternative. Quant au terrorisme, considérons-le pour l'instant de manière très large comme une forme de violence politique, qui vise à instiller la peur et à déstabiliser les gouvernements et les sociétés des États qu'elle touche.

Nous l'avons dit précédemment, si le terrorisme est devenu un marqueur de notre époque, il a laissé son empreinte sur la trajectoire de nombreuses sociétés. Aussi nous appuierons nos réflexions sur des exemples

empruntés tant à l'histoire qu'au temps présent. Cela nous permettra de montrer les évolutions d'un courant idéologique à l'autre, mais aussi les points de convergence et les continuités qui entourent ces pratiques politiques violentes. Cet ouvrage ne se concentre donc pas sur un type de terrorisme. De plus, l'analyse ne laisse qu'une place limitée « au moment terroriste », incarné par l'attentat. Elle se concentre plutôt sur les processus qui prennent place en amont, les logiques qui guident les acteurs et les personnes qui commettent ces attaques. Car les terrorismes ne peuvent se comprendre qu'à l'intersection de processus individuel et collectif, qui doivent être replacés dans leurs contextes social, psychologique, politique et géopolitique. Il ne s'agit nullement de justifier le terrorisme, mais bien d'expliquer les conditions de son apparition, les ressorts qui le caractérisent et ses multiples expressions.

1. UNE LUTTE IMPOSSIBLE ?

Un regard sur les récents événements qui ont occupé l'actualité internationale nous permet de douter de l'efficacité de la lutte antiterroriste. La liste des villes et des pays touchés par des attentats ces dernières années est longue et nourrit cette impression qu'aucune région du monde n'est épargnée : Saint-Petersbourg (Russie), Parachinar (Pakistan), Québec (Canada), Berlin (Allemagne), Londres et Manchester (Royaume-Uni), Paris et Nice (France), Bagdad (Irak), Ouagadougou (Burkina Faso), Gao (Mali), Djakarta (Indonésie), Kabul (Afghanistan), Mogadiscio (Somalie), Damas (Syrie)... Faire ce constat demande de s'arrêter sur la nature même de la menace. Contre quoi luttent les États qui se disent mobilisés contre le terrorisme et comment se déploient les stratégies et les techniques de lutte antiterroriste ? Quels principes les guident ? Quelles contradictions et dérives les traversent ? De telles interrogations concernent tant la manière de contrer le terrorisme que notre perception de cette forme de violence incarnant désormais l'horreur ultime et le mal absolu.

Une menace devenue omniprésente

Le terrorisme semble être partout. Et encore, les médias occidentaux ne rapportent pas de manière aussi détaillée les attentats ayant frappé des pays lointains que ceux qui affectent l'Occident. Le quasi-silence sur la guerre civile qui déchire le Yémen depuis 2014 et les attentats terroristes qui la ponctuent illustre un traitement médiatique à géométrie variable. De même, les réactions politiques sont dosées en fonction du pays touché. Si les leaders de ce monde s'empressent de condamner les attaques et d'exprimer l'effroi qui les saisit, d'autres gestes plus symboliques ne sont accomplis que lorsque l'attaque cible une ville européenne ou nord-américaine. La tour Eiffel, d'ordinaire illuminée la nuit, a été plusieurs fois éteinte en hommage aux victimes des attentats de Berlin, de Stockholm, de Saint-Petersbourg, de Manchester... Il en va autrement quand l'attaque cible un quartier de Bagdad, une ville pakistanaise ou un bus transportant des personnes évacuées de la région d'Alep, comme s'il existait une hiérarchie entre les victimes, comme si la proximité géographique ou culturelle rendait cet acte d'autant plus intolérable.

Et pourtant, si le terrorisme est effectivement très présent, les pays occidentaux restent beaucoup moins affectés que d'autres régions du monde. Cette réalité n'enlève rien à l'impact psychologique provoqué par l'impression de répétition et de proximité. Les réactions des médias et celle des États y sont également pour beaucoup. L'emballement médiatique renforce le sentiment de peur, pendant que le déploiement massif et rapide de policiers et, dans certains cas, de militaires, l'enracine durablement. Qu'y a-t-il de commun entre l'attaque au camion-bélier du marché de Noël de Berlin en décembre 2016 et l'attentat qui a

frappé un camp militaire à Gao dans le nord du Mali en janvier 2017 ? Le premier est l'œuvre d'un loup solitaire, et a été revendiqué par le groupe « État islamique », sans qu'aucun lien entre son auteur et l'organisation ait pu formellement être établi. L'attaque de Gao a été menée par des kamikazes ; la cible n'était pas civile, mais militaire. Elle a de plus eu lieu dans un contexte postconflit, marqué par une résurgence de la violence, alors que l'attentat de Berlin a été commis dans un État qui ne connaît pas de conflit armé sur son territoire. Au-delà de l'horreur légitime exprimée, avons-nous affaire au même type de menace ? La réponse n'est pas si évidente. Alors que la diversité des formes de terrorisme appelle à plus de précautions sémantiques, la récupération possible à des fins politiques conduit à écarter toutes les nuances.

En fait, plusieurs types de terrorisme se côtoient et se superposent. Les attaques menées par des individus en apparence isolés, possédant peu ou pas de liens avec des groupes terroristes, se sont multipliées au cours des dernières années. Les loups solitaires ont ainsi frappé entre autres en Israël, au Pakistan, au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France, en Suède, en Norvège. Ce phénomène a pris de l'ampleur, mais il n'a pas supplanté un terrorisme plus organisé, à l'image des attentats perpétrés en novembre 2015 à Paris par un commando de l'organisation « État islamique », ou encore de ceux commis, de manière quasi quotidienne, par des groupes naxalites dans plusieurs États de la République de l'Inde. Si ces attentats ont la particularité d'avoir ciblé des régions où aucune guerre ne se déroule, il ne faut pas oublier que le terrorisme frappe avant tout des pays affectés par un conflit civil. Les exemples les plus récents sont l'Irak, l'Afghanistan, la Russie (Tchéchnie et Caucase du Nord), la Somalie, la Syrie, le Mali...

L'histoire nous montre toutefois que cette tendance est loin d'être nouvelle. Les nombreuses guerres civiles qui ont marqué l'Amérique latine, au Pérou, en Colombie, au Guatemala, etc., dans les années 1960-1980, ont presque toutes vu l'apparition de groupes pratiquant le terrorisme.

Aujourd'hui comme hier, le terrorisme permet l'exportation de la guerre. Il sert à décroquer le conflit, à acquérir une visibilité et à porter des revendications sur la scène internationale. Il s'agit aussi, dans certains cas, de générer une contagion à un niveau régional pour recueillir de nouveaux soutiens et élargir la zone des combats². Il s'agit enfin de provoquer, sur leur propre territoire, les États engagés depuis 2001, à l'extérieur de leurs frontières, dans une entreprise estampillée « guerre contre le terrorisme ». Là encore, cette stratégie a été appliquée à d'autres époques, mais la nouveauté tient actuellement aux opportunités permises par la circulation accélérée des personnes et des armes. Les contacts virtuels, au moyen d'Internet, facilitent plus encore le rapprochement de différents types d'individus.

Sommes-nous vraiment en guerre contre le terrorisme ?

Expression phare des discours prononcés par le président George W. Bush à la suite des attentats du 11 septembre 2001, la « guerre globale contre le terrorisme » a été placée au cœur de la doctrine de politique étrangère américaine. De nombreuses opérations à l'étranger, dont en Afghanistan et en Irak, ont été menées au nom de cette

2. Idean Salehyan, *Rebels without Borders. Transnational Insurgencies in World Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

guerre. Barack Obama y a mis fin officiellement en 2010, et ce, avant même la mort d'Oussama Ben Laden, le chef d'Al-Qaida, organisation à l'origine des attentats de 2001. Cependant, l'abandon ponctuel de ce discours ne fut que cosmétique et ne s'est pas accompagné d'un important changement stratégique. Au contraire, si les méthodes ont quelque peu évolué, les Américains n'ont pas renoncé à lutter contre les groupes terroristes constituant, selon eux, une atteinte potentielle à leurs intérêts et une menace régionale ou internationale. Les attaques de drones et les assassinats ciblés ont ainsi augmenté considérablement sous les deux mandats de Barack Obama, jusqu'à devenir l'une des tactiques privilégiées pour éradiquer ou déstabiliser des groupes terroristes à l'étranger.

L'arrivée sur la scène de l'organisation « État islamique » a favorisé la résurgence d'une rhétorique guerrière, maintenant valorisée par Donald Trump. Toutefois, les Américains sont loin d'avoir l'exclusivité de l'instrumentalisation de cette expression, devenue pour ainsi dire coutumière. On remarque ainsi qu'elle continue à imprégner très largement les discours des dirigeants d'État qui cherchent à justifier la mise en place de politiques restrictives ou d'interventions extérieures. Ainsi, cette expression a été abondamment reprise par François Hollande, président de la France entre 2012 et 2017, pour légitimer à la fois l'intervention française au Mali, l'implication française dans la coalition internationale qui a bombardé les positions du groupe « État islamique » en Syrie, et l'instauration de l'état d'urgence après les attentats de novembre 2015 à Paris.

Dans le même temps, la réaction des États dans les villes touchées ou menacées d'une attaque imminente ne fait que conforter cette idée que « nous » sommes engagés

dans une guerre. Le déploiement de l'armée, la présence de véhicules blindés et d'hélicoptères, l'interdiction de rassemblements publics, à l'image des mesures prises à Bruxelles après les attentats de Paris en novembre 2015, matérialisent cette guerre. Ces actions renforcent l'impression qu'un conflit lointain se rapproche, nous forçant à adapter nos habitudes de vie. L'intrusion serait donc totale ; elle justifierait l'ampleur de la réponse des États à un moment où l'incertitude créée par la menace d'attentats augmente le besoin de sécurité des individus.

Cette guerre est d'un genre nouveau, cependant, puisqu'elle paraît sans fin ni sans véritable champ de bataille ; une guerre menée contre un ennemi au visage changeant, bien qu'il se drape le plus souvent des habits du djihadisme ; un ennemi au demeurant universel, qui aurait tissé sa toile sur tous les continents, qui corromprait la jeunesse et viendrait changer les rapports de force au niveau local. Cette vision dominante du terrorisme se constate dans de nombreuses sociétés. Elle se révèle politiquement pratique, tant pour désigner l'ennemi que pour appeler la société et toutes les forces vives qui la composent à la mobilisation afin de combattre ce qui est présenté comme un fléau. Cette perception du terrorisme ne date pas des attentats du World Trade Center à New York, en 2001, mais les attaques commises en sol américain ont contribué à la cristalliser, à un moment où les groupes djihadistes émergeaient comme les principaux acteurs de la « galaxie terroriste ».

Or, on ne déclare pas la guerre à une tactique militaire et politique ou un mode de violence, mais à un adversaire. Tout l'enjeu consiste à le définir. L'instrumentalisation massive de la rhétorique de la guerre globale contre le terrorisme efface toute distinction entre les ennemis d'ici ou d'ailleurs. La plupart sont présentés comme étrangers aux

sociétés frappées par le terrorisme, même ceux qui n'ont jamais franchi les frontières de l'État où ils résident. Une telle approche contribue à dépolitiser en partie cet ennemi que l'on présente avant tout sous un couvert religieux, nourrissant des stéréotypes et créant des amalgames entre islamisme, djihadisme, islam et violence. Les dimensions politique et géopolitique, pourtant centrales à toute entreprise guerrière, s'effacent derrière la finalité assignée à ce combat : défaire, vaincre ou anéantir le terrorisme, même si cela demande du temps et des moyens considérables.

Cet objectif déclaré ne laisse pas beaucoup de place à la compréhension des processus qui ont mené à l'émergence du djihadisme comme moyen de contestation politique et sociale, et de remise en cause des ordres géopolitiques. La stigmatisation de l'ennemi qui accompagne ce discours tend à enfermer ceux qui sont qualifiés de terroristes dans des catégories aux frontières rendues imperméables par la politisation du terme. Les terroristes deviennent ainsi des gens infréquentables, contre lesquels il faut lutter coûte que coûte. Il ne s'agit pas, une fois encore, de défendre le terrorisme, mais bien de comprendre comment la rhétorique de la guerre globale contre le terrorisme et les dynamiques qui l'accompagnent polarisent et divisent, plus qu'elles ne rassemblent.

Les États ont *de facto* établi une hiérarchie entre les terroristes qui se revendiquent d'un groupe djihadiste – fût-il Al-Qaïda, l'« État islamique » ou une organisation plus locale – et les autres, issus de l'extrême droite, de l'extrême gauche ou encore de mouvements nationalistes qui continuent pourtant à représenter un risque variable suivant les pays. Les attentats commis par un extrémiste de droite en juillet 2011, en Norvège, ont douloureusement rappelé que la menace est loin d'être aussi

unidimensionnelle qu'on nous la présente. Ces autres types de terrorisme font peser un risque perçu comme moins important que celui incarné par les groupes djihadistes ou les individus inspirés par leur discours. Il n'en reste pas moins qu'ils possèdent une capacité de nuisance et de déstabilisation non négligeable. Pourtant, ils ne retiennent l'attention des forces de sécurité et de renseignement que depuis récemment, ces dernières restant tendues vers l'objectif principal de déjouer, de prévenir ou de punir les menaces djihadistes.

Les interventions militaires menées entre autres en Afghanistan, en Syrie et au Mali témoignent certes de l'existence d'une dynamique guerrière. Pourtant, ces opérations se font d'abord et avant tout contre des groupes identifiés – Al-Qaida ; Al-Qaida au Maghreb islamique et groupes affiliés ; organisation « État islamique ». La plupart sont des acteurs centraux de guerres civiles qui menacent la stabilité d'États et de régions entières, avant d'être des exportateurs ou des inspireurs de violence. La guerre existe, mais elle devrait être ramenée à ce qu'elle est : un engagement contre des groupes pratiquant le terrorisme, mais qui nécessite une adaptation à des contextes locaux marqués par des spécificités (géo)politiques et sociales qui dépassent la seule présence de groupes terroristes.

Les multiples facettes de la lutte antiterroriste

Les politiques de lutte antiterroriste sont marquées par leur caractère relativement unique et par le secret. Bien que la réponse militaire semble centrale dans la bataille engagée par les États, elle n'est pas la seule mobilisée. Tout dépend du type de terrorisme combattu et du contexte. La perception dominante véhiculée à propos du terrorisme

conduit les États à vouloir intervenir sur tous les fronts, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières, dans le monde physique et sur Internet.

À vrai dire, la lutte antiterroriste – marquée par l'obsession djihadiste – comporte trois caractéristiques principales : elle fait appel à des stratégies, des outils divers et implique des acteurs multiples ; elle est marquée par une certaine convergence depuis le 11 septembre 2001, puisque les États s'inspirent les uns les autres pour faire évoluer leur arsenal antiterroriste ; elle reste principalement réactive, même si l'on ne peut nier les actions de prévention mises en place par les acteurs impliqués.

Des acteurs toujours plus nombreux

Le programme ambitieux, conféré à la lutte antiterroriste, est censé répondre, contrer, prévenir des formes de violence extrêmement diverses, dans des contextes très différents. Il articule en effet répression, détection, protection des individus et des infrastructures jugées sensibles et, depuis peu, dissuasion, anticipation, prévention et réhabilitation des individus condamnés pour terrorisme à travers les programmes dits de « déradicalisation ». Bien entendu, ces stratégies sont modulées en fonction de facteurs internes propres à chaque État. Le premier de ces facteurs tient à la nature du régime politique. Une démocratie ne réagit pas de la même façon qu'un État non démocratique, dans lequel la séparation entre pouvoirs exécutif et judiciaire est nulle ou très faible. L'instrumentalisation de la justice et l'absence totale de transparence peuvent ainsi ériger la lutte antiterroriste en paravent et permettre à un dirigeant autoritaire de se débarrasser d'opposants politiques jugés trop encombrants, ou encore propulser un projet social et politique qui

rencontre la résistance de groupes minoritaires ethniques ou religieux. Le contexte juridique, la culture en matière de lutte antiterroriste et le poids des expériences passées peuvent également participer à modeler les réponses formulées par les États. Enfin, le contexte géopolitique et les partenariats géostratégiques ont une incidence non négligeable. Les relations étroites qui existent entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite feutrent les critiques de Washington à l'endroit de Riyad, alors même que plusieurs citoyens et organisations saoudiennes sont soupçonnés d'apporter un soutien à des groupes djihadistes.

Les réponses à cette menace changeante impliquent de nombreux acteurs, institutions et groupes constitués, représentant ou non l'État. De manière générale, les acteurs politiques légifèrent, décrètent, et contrôlent; les acteurs judiciaires instruisent et jugent les affaires de terrorisme. Les membres des communautés du renseignement intérieur et extérieur, civil et militaire, sont des pièces maîtresses des dispositifs antiterroristes. Ils sont responsables de la collecte et de l'analyse de données cruciales au bon déroulement des enquêtes et au démantèlement de complots présumés. De leur côté, les corps policier et militaire sont investis de fonctions multiples: ils interviennent, répriment, détectent, protègent, préviennent, dissuadent. Tout en servant de remparts, ils peuvent devenir des cibles, à l'image de ces policiers et militaires visés par des attentats imputés à l'« État islamique » en France, en 2016 et 2017, ou de ceux abattus en 1975 par Carlos, figure du terroriste révolutionnaire d'extrême gauche des années 1970-1980.

L'implication des militaires dans la lutte antiterroriste varie selon les pays. S'ils en sont des acteurs centraux dans le cadre d'interventions extérieures ou de conflits ouverts,

leur rôle est nul ou réduit à de la dissuasion ou encore à de la protection, en fonction des prérogatives qui sont les leurs sur les territoires nationaux. Les acteurs associatifs sont principalement investis dans la prévention, la sensibilisation et la réhabilitation. Par exemple, les associations de victimes du terrorisme agissent dorénavant comme des groupes de pression pour améliorer la reconnaissance et le dédommagement des victimes. Enfin, la lutte contre le terrorisme et la radicalisation imprègnent de plus en plus de nombreux domaines d'intervention publique. Tout un chacun, plus encore s'il est un intervenant de première ligne, est appelé à la vigilance et doit contribuer à l'identification des individus jugés « à risque ».

Au-delà de l'absence d'équilibre entre approche sécuritaire et préventive se pose la question de la concurrence entre agences et acteurs investis à des degrés divers dans la lutte antiterroriste. L'histoire récente recèle de nombreux exemples illustrant les dysfonctionnements, la mauvaise communication entre services, les lenteurs dans la transmission de l'information, la quasi-absence de coordination efficace et effective entre des acteurs toujours plus diversifiés. Les ratés ayant empêché les services secrets américains d'anticiper les attentats du 11 septembre 2001 en constituent certainement l'exemple le plus patent. Le rapport de la commission chargée de se pencher sur ces attaques et sur les réponses américaines expose sans ambiguïté les carences et angles morts de la lutte antiterroriste, pointant du doigt son extrême fragmentation. Ce constat a amené une révision des pratiques antiterroristes aux États-Unis et ailleurs. Si la coordination des agences d'application de la loi a gagné en efficacité, elle demeure néanmoins déficiente et continue à entraver le travail des différents acteurs sur lesquels repose la lutte contre le terrorisme. Bien qu'ils

œuvrent à un objectif commun, ces derniers restent mus par des intérêts quelquefois dissonants, particulièrement dans les pays faibles. Au Mali, la compétition pour l'accès aux ressources qui accompagne l'intervention internationale crée des tensions entre les différents services, ce qui amoindrit leur efficacité sur le terrain.

***Des interventions homogènes caractérisées
par une posture réactive***

Sans écarter les spécificités nationales, qui s'expriment en particulier dans le domaine juridique, on observe actuellement une convergence des politiques et des pratiques de lutte contre le terrorisme. Les conventions internationales chapeautées par l'Organisation des Nations Unies ou toute autre organisation régionale ont une influence assez faible sur la manière d'appréhender la lutte antiterroriste. En revanche, le partage d'une représentation commune du terrorisme est déterminant. Le sentiment d'urgence qui a saisi les États après les attaques contre les tours du World Trade Center et le Pentagone a conduit certains gouvernements à adopter de nouvelles mesures et d'autres à amender leur arsenal législatif pour faire face à ce qui était alors présenté comme une nouvelle forme de terrorisme. Depuis, chaque attentat, ou presque, conduit les États à réévaluer leurs stratégies, selon des modalités très semblables. On assiste donc à une certaine homogénéisation – à tout le moins dans l'esprit – des pratiques de lutte antiterroriste.

Cette tendance n'empêche pas les arsenaux antiterroristes d'évoluer. Au contraire, les États légifèrent, quelquefois dans la précipitation, pour contrer ce que leurs dirigeants perçoivent comme une évolution importante

de la menace. Ainsi, nombre de gouvernements occidentaux ont criminalisé les voyages dans des pays en guerre où agissent des groupes terroristes. La convergence et l'émulation entre États jouent ici un rôle important, tout comme les pressions que certains peuvent faire peser sur leurs partenaires. Les États-Unis, qui peinent à évacuer le traumatisme généré par les attentats du 11 septembre 2001, agissent souvent comme les instigateurs de nouvelles mesures. Ils n'hésitent pas à jouer de leur influence pour exiger de leurs alliés un alignement sur leurs méthodes. Par exemple, ils ont demandé aux Européens de leur fournir les données personnelles des passagers embarqués sur les vols transatlantiques. La mise en place du « fichier de données passagers » (PNR ou *Passenger Name Record*) a donné lieu à de nombreuses tensions entre l'Union européenne et son partenaire américain et entre États membres. Les discussions entre membres des formations politiques siégeant au sein des commissions parlementaires chargées d'examiner le projet ont été particulièrement vives, laissant transparaître de profondes divisions. Ce n'est qu'à l'issue de quatorze années de batailles diplomatiques, politiques et judiciaires que ce projet a finalement été adopté. En 2015, l'activisme de la France dans ce dossier a contribué à faire pencher la balance du côté de la solution préconisée par les Américains. La montée en puissance du groupe « État islamique » et les menaces qu'il a proférées contre les États européens ont favorisé la légitimité d'une mesure qui offre pourtant peu de garanties en matière de protection des données personnelles.

Les États sont donc placés en première ligne de la lutte antiterroriste, mais des acteurs privés, à l'image de ceux qui gèrent les infrastructures de transport, ont aussi un rôle crucial. Ils sont en effet chargés de mettre en œuvre

certaines des mesures de sécurité, en collaboration avec les agences de sécurité étatiques et privées. Le domaine aérien est celui qui a connu les évolutions les plus palpables. Les dispositifs de sécurité et de surveillance que les voyageurs doivent franchir avant d'embarquer dans un avion ne cessent d'être resserrés : interdiction d'emporter des bouteilles pouvant contenir plus de 100 millilitres de liquide (à la suite du démantèlement d'un complot visant à faire exploser en vol des avions de ligne à l'aide d'un explosif liquide) ; fouille manuelle ou par scanneur corporel ; interdiction ponctuelle de conserver en cabine des appareils électroniques sur les vols en provenance de certains pays, et à destination des États-Unis et du Royaume-Uni, etc. Certaines de ces mesures, d'abord temporaires, sont devenues permanentes. La limitation de la quantité de liquide autorisée en cabine continue notamment à être une des pratiques les plus répandues, et même si la Commission européenne a décidé d'assouplir cette règle. Depuis janvier 2014, les passagers voyageant sur le territoire de l'Union européenne peuvent théoriquement prendre en cabine des bouteilles de liquide achetées dans les boutiques hors-taxes, et ce, quelle que soit leur provenance. La seule condition est qu'elles soient emballées dans un sac de sûreté scellé. D'autres États se montrent plus frileux à suivre cet exemple. Les réflexes actuels aboutissent donc souvent à la reproduction d'un certain nombre de pratiques, qui finissent par être intériorisées comme autant de normes par les usagers du transport aérien bien au fait de leur application.

Outre ces mesures, les initiatives de lutte antiterroriste restent marquées par une posture réactive. L'impression générale qui domine de prime abord confirme l'absence de vision globale, comme si le sentiment d'urgence appelait une réaction dans des cadres sans cesse renouvelés. Les

groupes terroristes ou les individus qui disent s'en inspirer font effectivement preuve d'une imagination d'autant plus fertile que les principales mesures adoptées par les États pour les surveiller et les empêcher d'agir sont connues. Les techniques qu'ils développent, le plus souvent aussi simples que d'insérer des explosifs dans des chaussures ou dans des sous-vêtements, obligent les gouvernements à enrichir leur arsenal de nouveaux dispositifs afin d'empêcher que ne se reproduise un attentat sur un mode déjà éprouvé ou que ne soit expérimenté une nouvelle forme d'action. C'est ainsi que sont apparus les scanners corporels dans les aéroports. Le renseignement peut ici s'avérer un précieux instrument dans l'optique d'anticiper les principales innovations des groupes terroristes. Il reste que, dans la plupart des cas, les États, qui sont par définition moins flexibles que les organisations terroristes, sont condamnés à la réaction. En effet, leurs réponses sont entravées par la force d'inertie des bureaucraties, par un long temps d'adaptation et par le fossé qui sépare parfois priorités politiques et impératifs policiers. L'incapacité des gouvernements à prévenir tant la montée d'une nouvelle menace que les nouveaux moyens d'action des groupes terroristes et des individus qui s'en réclament consacre l'inefficacité relative des politiques de lutte antiterroriste. Surtout, il suffit d'un attentat pour en effacer les succès, réactiver les mécanismes de peur et justifier les politiques du tout-sécuritaire, via la multiplication des lois d'exception.

Pourquoi le risque zéro n'existe pas

Les pays occidentaux sont ancrés dans une ère marquée par les principes de précaution et de minimisation des risques. Les États deviennent régulateurs et producteurs

de normes permettant d'appliquer dans de nombreux domaines – environnement, développement industriel ou santé publique – une politique proche du risque zéro. L'État se doit donc d'être proactif et d'anticiper les dangers qui pourraient contrevenir à la sécurité de ses citoyens. Et quand le risque devient bien réel, le gouvernement se doit d'agir comme un rempart en prévenant son occurrence ou en punissant les coupables. Cela est d'autant plus vrai quand on parle d'actions qui affectent directement le quotidien des citoyens, qui, par ricochet, remettent en cause la confiance en l'État, défini comme le seul détenteur du monopole de la violence légitime³. Aussi, à la suite de chaque attentat s'exprime une demande accrue de sécurité de la part de citoyens souvent horrifiés et déboussolés. Quand les attaques se succèdent à un rythme rapproché, cette demande devient exigence, légitimant indirectement des mesures toujours plus restrictives.

Pourtant, la politique du risque zéro en matière de terrorisme n'existe pas⁴. La principale raison qui explique cette impossibilité tient à la nature même du terrorisme : imprévisible, frappant là où on ne l'attend pas et provenant de sources diverses. Et même si le niveau de menace est jugé haut ou préoccupant dans un pays donné, même si les services investis dans la lutte antiterroriste sont mobilisés à leur pleine puissance, la probabilité qu'un individu

3. Cette expression renvoie à la définition de l'État donnée par le sociologue Max Weber, qui considère que « l'État est cette communauté humaine qui, à l'intérieur d'un territoire déterminé [...] revendique pour elle-même et parvient à imposer le monopole de la violence physique légitime ». Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003, p. 118.

4. Remi Baudoui et Frédéric Esposito, « La fin du risque zéro : du *homegrown jihadism* au terrorisme du loup solitaire », *Revue internationale en sciences humaines et sociales*, vol. 13, n° 2, 2015.

ou un groupe d'individus passe entre les mailles du filet existe. Les dirigeants qui nous gouvernent semblent bien au courant de cet état de fait. Ils adoptent pourtant un ton qui oscille entre l'assurance et la détermination. Parce que le terrorisme est érigé en menace existentielle, il ne peut souffrir l'inaction des politiques. La réaction émotionnelle, qui fait suite à tout attentat, conditionne largement les réponses données au terrorisme. Mais elle consacre également l'impasse dans laquelle se trouvent de nombreux États depuis des décennies.

La surenchère sécuritaire

La priorité a été donnée à des réponses qui font primer le renforcement de la sécurité des États et de leurs citoyens au prix d'un certain nombre de renoncements. Cette approche axée sur le tout-sécuritaire a été jumelée à une démarche préventive (prévenir et anticiper par le renseignement et la sensibilisation) et curative (déradicaliser), mais elle reste largement prédominante. Les États sont actuellement engagés dans une surenchère qui a très largement modifié l'équilibre entre recherche de sécurité et respect des droits et libertés civils et civiques, et des droits de la personne. Cela dit, une telle approche n'est pas tout à fait nouvelle, puisque dans les années 1970, 1980 et 1990, les Israéliens, les Britanniques ou encore les Espagnols ont fourni de telles réponses aux coups portés respectivement par les organisations palestiniennes, par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et par le mouvement séparatiste basque (ETA). Dès lors, le 11 septembre 2001 n'a pas tant entraîné un changement notable dans la nature des réponses formulées par les États, puisque ces dernières s'inspirent de pratiques existantes. Elles ont en revanche conduit à un approfondissement de tendances

déjà perceptibles, et ont eu des répercussions bien plus palpables sur le quotidien des citoyens de nombreux États.

Les gouvernements répondent en effet à la menace terroriste par la mise en place de dispositions et de dispositifs toujours plus restrictifs, qui remettent directement en cause un certain nombre d'acquis. Dans plusieurs contextes, ces dispositifs prennent la forme de régimes ou de lois d'exception, qui tendent à perdurer, voire à devenir permanents. Même si ces régimes sont encadrés dans les États démocratiques par des mécanismes de contrôle, l'équilibre ne s'en trouve pas moins durablement modifié au profit d'une « sécuritisation⁵ » à outrance de la lutte antiterroriste et des politiques qui lui sont rattachées. Le paradigme sans cesse mobilisé de la guerre globale contre le terrorisme a contribué à normaliser ces régimes d'exception et à les faire accepter par les citoyens des pays qui les décrètent. Le terrorisme montre ici sa toute-puissance symbolique : même s'il génère en réalité peu de morts comparativement à d'autres formes de violence physique ou psychologique, ou encore aux accidents de la route, les émotions et les réactions qu'il suscite excusent en quelque sorte l'adoption de mesures restreignant les libertés civiles et civiques, ainsi que les droits de la personne.

Le cas français, bien que spécifique, illustre cette tendance générale. La France a une longue expérience du terrorisme ; elle a été amenée à réviser à plusieurs reprises son arsenal juridique pour le contrer. En 1986, alors que se multiplient les attentats commis par des organisations d'extrême gauche, elle fait le choix de confier à des magistrats spécialisés, juges et procureurs, les dossiers relevant du ter-

5. Le terme de « sécuritisation » désigne le discours qui vise à désigner un objet ou un risque comme une menace à la sécurité d'un État ou de personnes.

rorisme, le transformant en crime à part. C'est ainsi qu'est né le pôle antiterroriste du tribunal de grande instance de Paris, chargé depuis de toutes les affaires de terrorisme. D'autres dispositions adoptées ultérieurement renforcent les pouvoirs des corps policiers et des services de renseignement. La logique privilégiée consacre donc dès les années 1980 l'exceptionnalité dont on entoure le terrorisme.

Cette tendance s'accélère après les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis, celles de 2004 à Madrid ou encore celles de 2005 à Londres. Chacun de ces événements est suivi d'un durcissement. L'adoption de l'état d'urgence après les attentats ayant frappé Paris et Saint-Denis, le 13 novembre 2015, en constitue le point d'orgue. Instauré sur la totalité du territoire français, ce régime d'exception transfère à un juge administratif des pouvoirs relevant normalement du judiciaire, confère à l'autorité administrative des pouvoirs de police étendus, et autorise des pratiques comme les perquisitions de nuit, les assignations à résidence ou encore l'interdiction de manifestations publiques... Ces dispositions relèvent en grande partie d'un État quasi policier, puisqu'elles remettent en cause des principes directement placés au cœur du fonctionnement démocratique de l'État français, comme la séparation des pouvoirs. Les garde-fous existent et minimisent les dérives, sans toutefois empêcher les dérapages. La prolongation à six reprises de cet état d'exception traduit la difficulté à en sortir. Non pas que ces dispositions extraordinaires augmentent considérablement l'efficacité de la lutte antiterroriste. Le risque politique est tout simplement bien trop élevé.

D'ailleurs, le président français François Hollande a tenté d'y mettre fin en annonçant la levée de l'état d'urgence le 14 juillet 2016 au matin, avant de revenir sur cette décision à la suite de l'attentat au camion-bélier

qui a endeuillé la promenade des Anglais à Nice le soir même de sa déclaration. Son successeur à la présidence, Emmanuel Macron, a aboli l'état d'urgence le 1^{er} novembre 2017, après avoir fait amender une nouvelle fois la législation antiterroriste qui rend permanentes certaines des dispositions propres à ce régime d'exception. L'exemple français montre bien la fuite en avant sécuritaire dans laquelle certains États occidentaux sont engagés.

Dans un tel contexte, la fin justifie bien souvent les moyens. La lutte antiterroriste s'accompagne en effet de violations massives des libertés civiles et des droits de la personne : profilage, collecte des renseignements personnels ; pratique de certaines formes de torture ; arrestations arbitraires et/ou cachées ; vols secrets d'avions opérés par la Central Intelligence Agency (CIA) afin de transporter des individus soupçonnés de terrorisme et remis sans garde-fou judiciaire aux Américains⁶ ; détention dans les prisons secrètes de la CIA ; renvoi vers des pays pratiquant la torture (Syrie, Égypte, Jordanie, etc.)⁷ ; emprisonnement de suspects à Guantanamo sur l'île de Cuba...

Loin d'être exhaustive, cette liste montre que les frontières entre vie privée et vie publique s'effacent, mais surtout que la violence d'État est redéfinie. Les normes de l'admissible sont déplacées. La torture prohibée par le droit international et les droits nationaux est de nouveau légitimée. D'anciens activistes nord-irlandais (Royaume-Uni), basques (Espagne de Franco), palestiniens (Israël),

6. Dick Marty (rapporteur), *Alleged secret detentions and unlawful inter-state transfers involving Council of Europe member states*, Parliamentary Assembly of the Council of Europe, AS/Jur (2006) 16 Part II, 7 juin 2016.

7. Open Society Justice Initiative, *Globalizing Torture. CIA Secret Detention and Extraordinary Rendition*, New York, 2013.

tchétchènes (Russie), etc., ont témoigné des violences subies en prison. De telles pratiques semblent quasi généralisées depuis plusieurs décennies, mais elles étaient tues. Elles le restent dans bien des cas. Toutefois, depuis le 11 septembre 2001, plusieurs personnalités américaines de premier plan ont déclaré que les circonstances exceptionnelles créées par la guerre globale contre le terrorisme autorisent le recours à des pratiques jugées auparavant condamnables.

L'administration du président George W. Bush Jr., appuyée par un éminent juriste et plusieurs psychologues⁸, s'est employée à justifier le recours à la torture et en particulier à la simulation de noyade, les jugeant appropriées. Ce faisant, elle normalise des pratiques qui continuent à être interdites, et se dédouane de la violence utilisée à l'endroit de membres présumés ou confirmés d'Al-Qaïda. Pourtant, de nombreuses recherches ont conclu à l'inutilité de la torture pour obtenir des informations de qualité⁹. Plus encore, son utilisation massive, popularisée et banalisée par des séries télévisées comme *24 heures*, entache la lutte antiterroriste. Elle contribue à alimenter la propagande de certains groupes terroristes, qui n'hésitent pas à utiliser des images choquantes de prisonniers torturés pour recruter et décrédibiliser l'action des États, occidentaux en particulier, en insistant sur le fait que ces derniers s'érigent en garants de droits qu'ils bafouent pourtant au vu et au su de tous.

8. Bill Harlow et James E. Mitchell, *Enhanced Interrogation : Inside the Minds and Motives of the Islamic Terrorists Trying to Destroy America*, New York, Penguin Random House, 2016.

9. Voir, entre autres, Shane O'Mara, *Why Torture Doesn't Work : The Neuroscience of Interrogation*, Cambridge, Harvard University Press, 2015.

Entre sécuritisation et suspicion

L'approche sécuritaire qui influence les stratégies de lutte antiterroriste dans de très nombreux pays a créé des amalgames d'autant plus tenaces qu'une confusion entre terrorisme et immigration s'est maintenant solidement installée. Les politiques d'immigration ont en effet été durement marquées par l'approche sécuritaire et la représentation d'un terrorisme djihadiste venu de l'étranger. Cette inflexion est antérieure à 2001, mais elle s'exprime de plus en plus à travers des pratiques de contrôle, de filtrage, et dans certains États, de profilage. Une telle démarche a érigé en principe la suspicion à l'endroit du non-citoyen et de l'étranger. Les procédures d'immigration ont ainsi été durcies au Canada, aux États-Unis et partout en Europe au nom de la protection des frontières et de la sécurité nationale. Parallèlement, des mesures ont été renforcées afin de permettre de contenir le risque perçu. Les certificats de sécurité, dispositif mis en place au Canada par une loi datant de 1978, ont ainsi eu pour fonction de blinder la société contre le danger que représenterait un résident permanent ou un étranger. Bien que les dérives qu'ils ont alimentées aient donné lieu à de nombreux débats, une décision de la Cour suprême du Canada de juin 2014 confirme la légalité de ce régime, institutionnalisant la distinction entre citoyens et non-citoyens.

La logique qui opère une séparation entre citoyens, non-citoyens et étrangers entretient une méfiance et une distance d'autant plus grandes entre chacune de ces catégories que plusieurs partis politiques ont fait du contrôle de l'immigration leur cheval de bataille. Il n'y a pas là de réelle nouveauté, les partis de droite et d'extrême droite s'étant saisi de cette question dès les années 1980, à tout le moins en Europe. Mais là encore, le contexte de la guerre

globale contre le terrorisme et la surenchère sécuritaire dans laquelle les États sont engagés ont concouru à enraciner ces perceptions. Les figures de l'ennemi de l'extérieur et de l'intérieur se rejoignent de plus en plus autour de l'image de l'immigré et plus encore de l'immigré musulman. D'ailleurs, l'individu de confession musulmane, qu'il soit citoyen ou non, incarne désormais cet adversaire dont il faut se méfier. Ces stéréotypes et la stigmatisation qui les accompagne affectent irrémédiablement le vivre-ensemble et engendrent des tensions politiques, sociales et communautaires dont tirent profit les partis et groupes d'extrême droite. Ces dissensions s'ajoutent à un climat qui, dans certains pays comme la France et la Belgique, a commencé à se dégrader bien avant le lancement par l'administration Bush de la guerre globale contre le terrorisme.

Certains politiciens ont poussé à son extrême l'application des principes de précaution et du risque zéro aux politiques d'immigration. Donald Trump, peu après son arrivée à la présidence des États-Unis au début de 2017, s'est empressé d'adopter l'une des mesures phares de son programme électoral : fermer les frontières américaines aux individus et réfugiés en provenance de sept pays jugés particulièrement menaçants par son administration (Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie, Yémen). Si les décrets successifs promulgués par le président Trump ont été bloqués en première instance, avant d'être en partie validés, le symbole politique n'en reste pas moins fort. Il consacre le repli sur soi identitaire qui accompagne ce type de positionnement. Quant à son efficacité, elle reste plus que douteuse. Les pays ciblés sont ceux qui connaissent, à l'exception de l'Iran, ennemi des États-Unis depuis 1979, des situations de guerre civile. Certes, ces États sont frappés par le terrorisme ; certes, certaines tentatives d'attentats

ont été fomentées depuis le Yémen, mais l'identité des auteurs des plus récentes attaques commises en sol américain ne pointe pas vers les pays incriminés.

L'effet d'annonce et la portée symbolique d'une mesure discriminatoire et discriminante ont des conséquences concrètes sur les citoyens originaires de ces pays qui entendent entrer aux États-Unis, mais aussi sur ceux qui sont déjà installés dans le pays ou dans des pays limitrophes. Ces personnes se trouvent en quelque sorte montrées publiquement du doigt, donnant un visage à cet ennemi de l'intérieur et le soumettant à la vindicte populaire. Au demeurant, les auteurs des attentats du 11 septembre 2001 étaient en majorité d'origine saoudienne. Ce qui explique pourquoi l'Arabie Saoudite, fidèle alliée des États-Unis au Moyen-Orient, ne figure pas sur la fameuse liste, consacrant un autre principe qui guide les États dans la mise en place des stratégies antiterroristes : les doubles standards. Les impératifs de politique étrangère et la *realpolitik* l'emportent sur la cohérence, entachant aux yeux de certains la crédibilité et la confiance en l'État.

Le paradoxe est connu : l'adoption de dispositions toujours plus nombreuses a un effet moindre sur la capacité des gouvernements à prévenir la menace terroriste, et ce, même si ces mesures accordent toujours plus de pouvoirs aux agences d'application de la loi et aux services de renseignement. Non pas que la lutte antiterroriste ne connaisse aucun succès ; elle a au contraire permis le démantèlement de plusieurs complots et empêché nombre d'attaques. Elle a donc su se montrer efficace en plusieurs occasions. Toutefois, devant une menace qui reste, malgré tous les moyens mobilisés, évolutive et, sous bien des aspects, imprévisible, les réponses formulées depuis 2001 montrent d'énormes limites. À ce titre, la multiplication

des attentats terroristes depuis 2015 illustre les difficultés qu'ont les États à prévenir et à contrer ces attaques ainsi que la montée d'acteurs contestataires susceptibles de mobiliser cette forme de violence. Le manque de ressources est souvent invoqué pour justifier ces ratés. Cependant, c'est bien plus dans la nature de la réponse fortement empreinte d'émotions, dans les angles morts de la lutte antiterroriste, et dans la déconnexion patente entre les impératifs de sécurité intérieure et la politique étrangère des gouvernements qu'il faut chercher un début d'explication.

La dérive sécuritaire ne fait que renforcer l'impasse dans laquelle les États, occidentaux en particulier, semblent engagés. Une telle vision ne correspond en rien à du cynisme. Elle est imprimée dans les représentations dominantes circonscrivant une menace, qui sans être nouvelle, a changé en partie de nature et gagné en intensité. Les gouvernements s'aventurent ainsi dans une spirale sans fin, légitimant à travers leurs réponses au djihadisme l'adoption de mesures qui ne cessent de rogner les libertés civiles et civiques, sapant les fondements mêmes de nos démocraties, et justifiant dans les pays non démocratiques la mise en œuvre de mécanismes de contrôle toujours plus resserrés. Cela relève indubitablement d'un dangereux pari.

2. LES AVATARS DES TERRORISMES ET EXTRÉMISMES CONTEMPORAINS

Plusieurs « vagues » successives de terrorisme international ont ponctué l'histoire mondiale depuis l'apparition du terrorisme moderne infra-étatique au XIX^e siècle¹⁰. C'est l'idée avancée par David Rapoport, professeur émérite de science politique à l'Université de Georgetown aux États-Unis. La vague anarchiste aurait été suivie d'une vague anticolonialiste, puis d'un terrorisme d'extrême gauche, avant que ne s'ouvre l'ère d'un terrorisme religieux incarné principalement par le djihadisme. Toutefois, le développement d'une forme de terrorisme en particulier n'implique pas la disparition des autres types, bien au contraire. Ainsi, le terrorisme nationaliste reste une constante dans l'histoire, même s'il a évolué au gré des vagues adoptant, grâce aux contacts avec des groupes de nature différente, des savoir-faire et des pratiques expérimentées dans d'autres contextes. La thèse de Rapoport a le mérite de fournir des points de repère et de montrer que, dès les premières

10. David C. Rapoport, « The Four Waves of Modern Terrorism », A. K. Cronin & J. M. Ludes (dir.), *Attacking terrorism: Elements of a grand strategy*, Washington, Georgetown University Press, 2004, p. 46–73.

manifestations du terrorisme infra-étatique, celui-ci possède d'importantes dimensions transnationales. De même, elle met en évidence l'existence de points de contact entre groupes appartenant à des mouvances idéologiques et des réseaux parfois différents.

Le terrorisme djihadiste domine depuis le milieu des années 1990. Il continue à affecter nombre de pays situés sous des latitudes différentes, qu'ils soient à majorité musulmane ou non. Son omniprésence et les réactions qu'il suscite ont contribué à en faire un marqueur de notre époque. À côté de cela, plusieurs formes d'extrémisme s'expriment dans les espaces publics. Si elles ne donnent pas toutes lieu à des violences, l'activisme de ces groupes consacre une montée tangible et une banalisation des extrêmes.

D'ailleurs, les manifestations contemporaines des extrémismes tout comme des terrorismes sont à replacer dans les évolutions qui caractérisent à des degrés divers certaines sociétés : un retour du religieux, qui ne concerne pas seulement l'islam ; des discussions sur la place de l'islam, particulièrement dans les pays occidentaux ; une amplification des fractures sociales ; une droitisation des débats politiques ; une désaffection relative à l'endroit de l'État et la multiplication de guerres civiles qui sont des terrains fertiles pour l'apparition de groupes dont la plupart se fondent dans la matrice djihadiste.

Al-Qaida, incarnation du terrorisme contemporain

Selon David Rapoport, nous serions entrés dans une ère où domine le terrorisme religieux – certains diront identitaire. Le terrorisme djihadiste en serait l'incarnation par excellence. Mais la montée d'un islam radical, dont le djihadisme est une émanation, se doit d'être repensée au croisement des

dimensions historique, théologique, intellectuelle, politique et géopolitique complexes, d'abord propres aux mondes arabe et musulman. En fait, le djihadisme peut être considéré comme une déclinaison de la doctrine salafiste, une tendance ultraconservatrice et ultraminoritaire de l'islam. Il est traversé par trois courants principaux : les « quiétistes » ; les « politiques » et les « djihadistes »¹¹. Tous trois s'entendent sur les aspects théologiques et ont une interprétation plus ou moins semblable de la loi islamique. En revanche, les tenants de ces trois courants n'ont pas le même rapport au politique. Les premiers disent travailler à la propagation d'une version très conservatrice de l'islam et montrent peu d'intérêt pour la chose publique. Les seconds souhaitent participer activement aux débats politiques. Pour ce faire, ils créent des partis politiques, porteurs d'une vision ultraconservatrice de la société. Enfin, les djihadistes défendent l'idée selon laquelle seule la lutte armée permettra la mise en œuvre des réformes politiques et sociétales souhaitées. Dans une telle perspective, la violence devient l'instrument légitime d'une révolution qui est définie comme islamiste. La religion ne sert pas ici uniquement de paravent ; elle est placée au cœur d'un projet politique articulé autour d'une lecture littéraliste de la charia. Elle reste, toutefois, très largement instrumentalisée dans un contexte où la religion et la politique ne sont pas séparées.

L'association entre une violence de type révolutionnaire et le djihad s'inscrit dans une histoire longue et sinueuse. Elle trouve ses origines au début du xx^e siècle, alors que l'Empire ottoman disparaît et que des intellectuels musulmans remettent en cause les nationalismes laïques

11. La distinction de ces trois courants est discutée dans Samir Amghar, *Le salafisme d'aujourd'hui. Mouvements sectaires en Occident*, Paris, Michalon, 2011.

dominant dans plusieurs pays arabes. C'est toutefois dans le cadre de la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques, de 1979 à 1989, que le djihadisme prend corps comme vecteur de remise en cause des ordres politiques et sociaux, dans les pays musulmans d'abord, et comme instrument de bouleversement des ordres géopolitiques.

Dans ce contexte, trois évolutions majeures se produisent et marquent la trajectoire de ce courant. La première a trait à la conversion progressive du djihad, d'abord pensé comme défensif, en un djihad offensif, qui pourrait à la fois être déployé contre des ennemis proches (les gouvernements de pays musulmans) et lointains (« l'Occident » et Israël, catégorie qui est allée en s'élargissant). Cette transformation a des implications qui dépassent la simple interprétation d'un précepte et d'une obligation religieuse. En effet, elle légitime l'utilisation et l'exportation de stratégies violentes et les érige en moyens premiers de l'action politique.

La seconde évolution tient à l'arrivée massive de volontaires, arabes dans leur majorité, venus combattre l'envahisseur soviétique au nom d'une responsabilité individuelle de mener le djihad, alors défini exclusivement comme défensif. Ce n'est pas la première fois qu'une guerre voit des combattants étrangers grossir les rangs de l'une des parties au conflit au nom d'un certain idéalisme. La guerre d'Espagne (1936-1939) avait déjà été marquée par un afflux de combattants étrangers. Cependant, le phénomène prend des proportions plus importantes dans le cas afghan. Plusieurs réseaux acheminent et forment des combattants étrangers, et donnent naissance à une internationale islamiste visant un même objectif : bouter les Soviétiques hors d'Afghanistan. Certains de ces

combattants étrangers deviennent, une fois de retour dans leur pays d'origine, des relais de l'idéologie djihadiste.

La troisième évolution est liée à la tentative de repositionnement, à l'issue de cette guerre, d'une organisation militaire créée en 1988, Al-Qaida, qui avait pour objectif initial de rallier les combattants arabes, de les former et de les rassembler en un unique bataillon. Al-Qaida n'avait alors ni volonté révolutionnaire ni ambition globale. Toutefois, dès 1989, forte de la victoire revendiquée contre les Soviétiques aux côtés des Afghans, l'organisation s'internationalise sous la volonté de son chef, Oussama Ben Laden, qui cherche à la convertir en un groupe armé prêt à s'exporter. C'est à partir de ce moment que Ben Laden élabore progressivement une rhétorique jetant l'anathème sur les gouvernements arabes, qu'il estime corrompus et à la solde de puissances étrangères. Les premiers relents d'antiaméricanisme se font sentir, mais ce discours ne se cristallise qu'au courant des années 1990.

Al-Qaida s'est transformée au gré de ses pérégrinations et des fonctions que lui attribuent ceux qui la dirigent. L'organisation possède des camps d'entraînement au Pakistan et en Afghanistan. Mais c'est depuis sa base soudanaise, qu'elle occupe de 1992 à 1996, que germe l'idée de construire des alliances avec des groupes partageant une vision religieuse et politique proche de celle qu'elle défend, et d'envoyer les combattants dans les guerres civiles qui ravagent, entre autres régions, la Bosnie, la Somalie et le Caucase, zones à majorité musulmane. Ces combattants étrangers reçoivent cependant un accueil mitigé. Leurs compétences guerrières et leurs ressources sont valorisées, mais l'importation d'un islam ultraconservateur rencontre des résistances telles que les mercenaires djihadistes ne peuvent s'établir dans ces

sociétés traditionnelles, à une exception : le Caucase du Nord russe. Un certain Khattab, Samir Saleh Abdullah al-Suwailem de son vrai nom, un Saoudien qui a combattu en Afghanistan et mène un petit contingent de combattants arabes venus prêter main-forte aux groupes tchéchènes, comprend alors que seule une alliance forte, forgée avec des chefs de guerre locaux, permettra une implantation durable. La convergence d'intérêts et le partage d'une matrice idéologique semblable sont scellés par l'entrée de Khattab dans la famille élargie de l'un des puissants chefs de guerre locaux grâce à un mariage. Loin d'être anecdotique, cette stratégie fait comprendre aux mercenaires djihadistes la nécessité de s'insérer dans les dynamiques locales afin de s'adapter le mieux possible aux nécessités du terrain, y compris social.

Al-Qaida représente à ce titre l'internationale djihadiste la plus remarquée. Elle devient internationale terroriste à compter de 1998. En témoignent les attentats commis le 7 août 1998 contre les ambassades américaines à Nairobi, au Kenya, et à Dar-es-Salam, en Tanzanie, et l'attaque d'un navire de guerre américain dans le port d'Aden au Yémen, le 12 octobre 2000. Les attaques du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, aux États-Unis, marquent en quelque sorte l'apogée de cette organisation, mais aussi le début de son déclin. La riposte américaine et internationale en Afghanistan force Al-Qaida à se replier au Pakistan et ailleurs. Traquée, l'organisation voit son efficacité opérationnelle considérablement amoindrie. Elle se montre encore capable d'actions partout dans le monde, comme l'illustrent tragiquement les attentats de Madrid en 2004, qui auraient été préparés dès 2000. Mais le noyau dur gravitant autour de Ben Laden perd ses capacités à agir. À compter de

2004, la plupart des actions sont dues à des réseaux qui agissent au nom d'Al-Qaida ou encore à des groupes locaux qui se revendiquent d'Al-Qaida. Dès avant la mort de Ben Laden, le 2 mai 2011, le recul de son organisation est patent. Son incapacité à jouer un rôle, même indirect, dans les processus qui marquent les « Printemps arabes¹² » sanctionne cette perte d'influence.

Il faut dire que le lancement de la guerre globale contre le terrorisme concentre l'attention et les ressources sur cette organisation. Le nombre d'attentats imputés à Al-Qaida aux quatre coins du monde contribue à enraciner la vision d'une organisation tentaculaire, capable d'agir sur tous les continents et d'exporter son modèle de violence. Elle l'a été, sous certains aspects, mais la guerre globale contre le terrorisme a aidé sans aucun doute à grossir le trait. Devenue l'ennemie publique numéro un, elle se met à représenter l'avatar du terrorisme contemporain, pensé comme étant quasi exclusivement international et ancré dans l'idéologie djihadiste. Avec son caractère transnational, sa composition cosmopolite, sa capacité à s'allier à des groupes locaux et à commettre des attentats particulièrement spectaculaires et meurtriers, Al-Qaida pousse à son extrême des logiques observées dans d'autres contextes et à d'autres époques. Même extrêmement affaiblie, cette organisation reste, encore aujourd'hui, solidement ancrée dans les imaginaires collectifs comme l'entité ayant fait chavirer l'ordre international dans une nouvelle

12. Cette expression fait référence aux mobilisations pacifiques ou violentes qui secouent plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à compter de 2011. Certaines de ces mobilisations populaires mènent à un changement de régime, comme en Tunisie ; d'autres aboutissent à une guerre civile de grande ampleur, comme l'illustre le cas de la Syrie.

ère, celle de l'hyperterrorisme mondialisé et d'un djihadisme offensif et décomplexé. Une telle représentation n'est pas totalement dénuée de fondements, même si ce qualificatif d'hyperterrorisme se doit certainement d'être nuancé. De plus, elle favorise la construction d'une vision unidimensionnelle du djihadisme, qui est fausse.

Les ambitions du djihadisme

Du global au local

L'organisation Al-Qaida est souvent considérée comme une entreprise pyramidale. Cela est certainement le cas avant 2001, même si sa structure lui procure la flexibilité requise pour ses desseins politiques et terroristes. Après l'intervention américaine en Afghanistan, la décentralisation devient une nécessité, alors que les principaux leaders de l'organisation sont pourchassés. L'affaiblissement d'Al-Qaida s'accompagne de plusieurs sursauts et d'une adaptation de la stratégie à sa nouvelle réalité.

L'une des accommodations consiste à conclure des alliances avec des groupes locaux évoluant dans des contextes différents, important au sein de la galaxie terroriste le principe des franchises. C'est ainsi qu'apparaissent Al-Qaida en Irak (AQI) ; Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), sans compter les groupes locaux qui prêtent (ou prêteraient) allégeance à Al-Qaida central, comme les Shebab en Somalie ou le Front al-Nosra¹³ en Syrie, ainsi que tous ceux qui, comme Abu Sayyaf aux Philippines, déclarent ou sont déclarés proches d'Al-Qaida, sans que cette proximité ne soit apparemment scellée.

13. Rebaptisé Jabhat Fatah al-Sham en 2016.

Chaque rapprochement, franchise ou alliance découle d'une dynamique spécifique qui dénote avant tout la volonté partagée de porter le combat à une autre échelle. Al-Qaida central souhaite contourner les impasses tactiques et stratégiques dans lesquelles il se trouve en s'en remettant à la capacité d'actions des organisations locales auxquelles il s'allie. Ces dernières sont à la recherche d'un moyen de décroiser le conflit dans lequel elles sont engagées, d'en faire une nouvelle « terre de djihad », de gagner en visibilité sur la scène internationale, d'obtenir des ressources supplémentaires et d'intégrer des réseaux élargis. Al-Qaida devient ainsi une marque qui génère un intérêt auprès des acteurs collectifs et des individus sensibles à son discours. L'établissement de franchises se révèle toutefois à double tranchant. Revendiquer son appartenance ou sa proximité avec Al-Qaida change les dynamiques de conflits qui, de locaux, deviennent autant de fronts dans la guerre globale contre le terrorisme. Cette réaction sert indirectement les desseins d'Al-Qaida central, qui maintient ainsi une posture de provocation et d'intimidation à l'échelle internationale.

Une telle stratégie se doit pourtant d'être replacée dans les contextes dans lesquels elle prend place. La création d'Al-Qaida en Irak ne relève ainsi ni des mêmes dynamiques ni des mêmes processus que celle d'Al-Qaida au Maghreb islamique. Les organisations djihadistes locales qui s'allient à Al-Qaida jusqu'à en emprunter le nom restent très largement autonomes et décident de leur agenda politique et militaire, et ce, même si elles calquent une partie de leur discours sur celui d'Al-Qaida. Évoluant toutes dans des contextes de guerres civiles caractérisées par une très grande fluidité, elles adaptent leurs stratégies et tactiques aux impératifs du moment, mais également à

leur histoire propre, aux ressources dont elles disposent et aux ennemis proches qu'elles disent combattre. Ainsi, avant le déclenchement de la guerre dans le nord du Mali, Al-Qaida au Maghreb islamique construit en partie sa réputation sur sa capacité à négocier des rançons astronomiques en échange de la libération d'otages occidentaux. Son investissement dans le conflit malien, à compter de 2012, le conduit à centrer ses objectifs et stratégies sur la guerre au Sahel. Les impératifs locaux, définis par des chefs ayant peu ou pas de relations formelles avec Al-Qaida central, l'emportent donc sur le projet global porté par Oussama Ben Laden et son successeur, Zayman al-Zawahiri.

Une telle dynamique donne lieu à nombre de tensions entre l'organisation centrale et ses affidées. Le cas le plus emblématique reste les dissensions suscitées par le choix du chef d'Al-Qaida en Irak, Abu Moussab al-Zarqaoui, de cibler les communautés chiites dans le cadre de la guerre en Irak, qui accompagne l'intervention désastreuse des Américains dans ce pays. Le leadership d'Al-Qaida central estime cette politique contre-productive, rappelant que les chiites sont des musulmans, alors que le chef d'AQI en fait l'une de ses stratégies principales. Ces dissonances illustrent l'absence de coordination et de tactiques cohérentes au sein d'un partenariat lâche et extrêmement fragile.

Le regard porté sur les groupes proches d'Al-Qaida ne doit pas faire oublier que la galaxie djihadiste ne se limite pas à ces organisations. Elle est également composée d'une constellation de groupes locaux. Certains appartenaient à l'origine à des mouvements nationalistes. Séduits par le discours djihadiste, ils ont partiellement opéré un virage idéologique, intégrant à leur rhétorique des références djihadistes. S'ils ne représentent qu'une frange minoritaire de ces mouvements nationalistes, ils n'en sont pas les moins

actifs. De telles évolutions se sont vues un peu partout, en Russie (Tchéchénie et Caucase du Nord), en Chine (Oïghours du Xinjiang¹⁴), en Thaïlande (groupes malais¹⁵), en Inde (Cachemire), etc. Là encore, il s'avère excessivement difficile d'expliquer ce qui conduit à ces adaptations, tant les contextes locaux modèlent les stratégies des acteurs.

Trois tendances permettent, toutefois, de mieux saisir cette montée du djihadisme dans des contextes finalement très différents. La première a trait à la pénétration du salafisme et du wahhabisme dans la majorité des espaces musulmans. Cette progression des doctrines ultraconservatrices de l'islam résulte des actions de prosélytisme et des financements provenant de plusieurs acteurs religieux, directement ou indirectement soutenus par des États comme l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis. Des considérations politiques et géopolitiques viennent ici s'imbriquer à un dessein strictement religieux. La montée de l'islam salafiste et wahhabite a également bénéficié du retour dans leur pays d'origine d'individus formés dans les institutions d'enseignement ultraconservatrices du Moyen-Orient ou du Golfe. Exploitant les tensions religieuses, communautaires, statutaires ou politiques, les tenants de ces courants parviennent à s'implanter durablement dans des contextes

-
14. La Xinjiang, immense région située à l'ouest de la Chine, abrite une turcophonie musulmane, les Oïghours. Elle est secouée par de nombreux épisodes violents depuis les années 1950. Pendant les années 1990, la pénétration des thèses djihadistes participe à la radicalisation d'une frange du mouvement nationaliste ouïghour.
 15. Nous faisons ici référence au conflit qui secoue le sud de la Thaïlande depuis 1948 et qui oppose des groupes séparatistes musulmans malais au gouvernement thaïlandais. Considéré comme un conflit de basse intensité, il est marqué par plusieurs recrudescences depuis 2004, entre autres sous l'influence de combattants étrangers et de la pénétration des thèses djihadistes.

sociaux dans lesquels prédominait jusque-là un islam traditionnel.

La seconde tendance concerne l'enracinement de plusieurs guerres civiles dans la durée. Ces conflits sont en général marqués par une extrême fragmentation des groupes insurgés, certains voyant dans l'émergence d'un islam djihadiste une opportunité d'intégrer des réseaux plus larges, d'avoir accès à des ressources additionnelles et de concurrencer les groupes les plus modérés évoluant au sein d'une même insurrection. Les enjeux sont éminemment politiques, puisqu'il s'agit de reconfigurer, par la violence, le rapport de force qui dictera les conditions du partage du pouvoir, une fois la guerre achevée. L'utilisation du terrorisme peut ainsi servir à modifier l'équilibre politique, jusqu'à provoquer une marginalisation des acteurs modérés, les seuls à être d'ordinaire admis aux tables des négociations.

Cette stratégie jusqu'au-boutiste provoque fréquemment un durcissement de la position des États intervenant dans ces conflits. La propension des groupes radicaux à utiliser le terrorisme comme un moyen de surenchère pour modifier les dynamiques du conflit est loin d'être l'apanage des seuls acteurs djihadistes. Elle trouve, toutefois, plusieurs illustrations dans les histoires récentes des conflits en Afghanistan, au Caucase du Nord (Russie), au nord du Mali... Sans être la seule raison de la prolongation de ces guerres, elle y contribue largement. Après tout, les groupes djihadistes puisent en partie leur raison d'être dans ces conflits.

La troisième tendance renvoie à la répression des groupes salafistes, qui se réfugient alors dans la clandestinité et deviennent, au gré d'un changement de stratégies et de contacts avec les réseaux transnationaux, des

acteurs contestataires pouvant basculer vers la violence. Une telle évolution s'observe d'abord et avant tout dans les États non démocratiques. La Russie et la Chine sont deux exemples éloquents de pays qui voient poindre en leur sein la radicalisation de plusieurs mouvements ultraconservateurs de l'islam. Même si les dynamiques sous-tendant l'expression de cet islam importé divergent au Xinjiang chinois et dans les régions russes à majorité musulmane, la Chine et la Russie partagent une même vision « sécurisante¹⁶ » de l'islam radical, qui justifie la répression des groupes salafistes et va de pair avec la montée des nationalismes han et russe. Une telle approche se révèle contre-productive, dans le sens où l'augmentation de la pression sur ces mouvements les conduit à choisir d'entrer dans la clandestinité, alors que l'offre radicale et violente ne cesse d'augmenter devant un islam traditionnel décrédibilisé par la proximité de ses leaders avec des autorités politiques parfois corrompues.

Le piège du terrorisme opère donc aux niveaux local et international. Dès l'apparition d'un groupe défini comme terroriste et djihadiste s'ouvre un nouveau front de la guerre globale contre le terrorisme. C'est là le moyen privilégié par les Occidentaux afin d'enrayer la menace, ou du moins de la contenir dans les régions où elle émerge. Cette approche purement sécuritaire ne donne pourtant que peu de résultats probants, comme le montre l'exemple récent du nord du Mali. De plus, elle permet aux djihadistes de fourbir leurs armes idéologiques et donc d'augmenter leur potentiel de recrutement. Les organisations djihadistes n'évoluent en effet pas en dehors des sociétés

16. Cet adjectif signifie que les États transforment la montée de l'islam radical en un unique problème de sécurité.

qu'elles prennent pour cibles. Elles en sont des émanations et elles profitent des tensions locales pour s'enraciner, proposant d'abolir les distinctions ethniques, communautaires, statutaires sous un couvert religieux. Ces discours propagandistes sont bercés d'utopies politiques et sociales. Mais force est de constater que, dans les États incapables d'établir leur autorité sur l'ensemble de leur territoire parce qu'ils subissent une guerre civile, ou de fortes tensions sociales et politiques, les djihadistes ont appris à profiter de ce vide politique et de l'insatisfaction exprimée par certaines franges de la population pour s'imposer.

Du local au global

Plusieurs groupes locaux définis comme djihadistes tentent d'acquérir une stature régionale ou mondiale. Une telle ambition découle le plus souvent du changement de stratégies que peuvent dicter une impasse militaire, des alliances, un excès de confiance ou un nouveau leadership. Là encore, les cas de figure varient et dépendent de la dynamique changeante des conflits avant tout locaux. Ce jeu d'échelle mène à des reconfigurations répétées de la scène djihadiste. C'est ainsi que les organisations locales peuvent proclamer la naissance d'un émirat sur les territoires qu'elles contrôlent. Par exemple, les groupes tchéchènes parmi les plus radicaux, alliés à des groupes djihadistes nés et implantés dans les Républiques russes voisines de la Tchétchénie, proclament l'Émirat du Caucase, en 2007, superposant un projet politique à une entreprise de contestation par la violence de l'État russe. D'autres organisations djihadistes axent plutôt leurs stratégies sur le contrôle des régions dans lesquelles

elles sont nées, n'hésitant pas, par l'usage de la violence, à contraindre la population locale à les soutenir. À ses débuts, entre 2009 à 2013, Boko Haram semble plutôt privilégier une stratégie d'enracinement local, avant d'intensifier ses actions à l'endroit des « ennemis » (Occidentaux, chrétiens, représentants du gouvernement et d'organisations internationales) et d'exporter sa violence en dehors des frontières du Nigéria, au Cameroun en particulier.

L'organisation « État islamique » incarne bien cette hybridité et ces changements d'échelle. Fondé en octobre 2006 sous le nom de l'« État islamique en Irak », il peut être considéré comme une émanation d'Al-Qaida en Irak, qui représente à ses débuts une entité accueillant principalement des combattants étrangers, avant de recentrer ses stratégies de recrutement sur le terrain irakien. Ce processus de transformation et d'enracinement local¹⁷ s'accompagne de recompositions entre les différents groupes insurgés sunnites irakiens. L'« État islamique en Irak » se pose alors en défenseur des sunnites et prend pour cible les chiites, les représentants d'un État irakien considéré comme discriminant et corrompu, tout comme leurs alliés américains. Des alliances conclues avec d'anciens généraux de Saddam Hussein et des tribus locales lui permettent de donner vie au projet politique dont il se dit porteur : créer un califat en Irak. Pour ce faire, un gouvernement parallèle est désigné afin de contrôler les territoires sur lesquels l'« État islamique en Irak » s'impose militairement. Ces territoires souffrent le plus souvent d'une absence d'État, vide que le nouveau groupe tente alors de combler.

17. Pierre-Jean Luizard, *Le piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, édition augmentée, Paris, La Découverte, 2017.

Si la nouvelle offensive américaine en 2007 entraîne un recul de l'« État islamique en Irak », elle ne conduit pas pour autant à sa disparition. Ses membres se replient dans les régions septentrionales de l'Irak et se réorganisent à petite échelle. Très vite, le début de la contestation en Syrie, qui se transforme en guerre civile, lui procure de nouvelles opportunités d'expansion régionale. En août 2013, l'organisation tente d'absorber en son sein le Front al-Nosra¹⁸, un groupe syrien apparu en 2011 ou 2012, avec lequel il possède déjà d'étroites relations. Cette manœuvre a pour but de créer un front uni à travers la proclamation d'une nouvelle entité, l'« État islamique en Irak et au Levant », plus connue sous le nom d'« État islamique » ou encore sous l'acronyme arabe Daech. Mais les leaders du Front al-Nosra refusent cette fusion et se tournent plutôt vers Al-Qaida central, auquel ils prêtent allégeance. Pour Al-Qaida central et ses alliés, la création de Daech relève d'une erreur stratégique¹⁹. Elle traduit surtout la perte d'influence d'Al-Qaida, concurrencée sur son propre terrain par une organisation qui s'inscrit dans une matrice idéologique semblable. D'autant que le groupe « État islamique » semble avoir réussi là où Al-Qaida a échoué : établir un contrôle sur les territoires conquis militairement et y déclarer un califat, le 29 juin

18. Certaines hypothèses font du Front al-Nosra une création de l'État islamique. Le Front al-Nosra aurait ainsi été le pendant syrien de cette organisation originellement irakienne, avant de gagner en autonomie et de s'émanciper de l'autorité d'al-Baghdadi. Cette hypothèse a été soutenue par al-Baghdadi lui-même.

19. Cette création est dénoncée par le chef d'Al-Qaida central dans une lettre relayée par la chaîne d'informations continues Al-Jazeera. Basma Atassi, « Qaeda chief annuls Syrian-Iraqi jihad merger », 9 juin 2013, <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2013/06/2013699425657882.html>.

2014. Même s'il ne bénéficie de l'appui formel d'aucune autorité religieuse, son leader, al-Baghdadi, s'autoproclame chef de tous les musulmans sunnites. Il s'impose par ce geste hautement politique comme un acteur-clé sur une scène djihadiste désormais coupée en deux.

Les succès militaires, la proclamation d'un califat, la mise en place d'un pseudo-État relativement fonctionnel, et les moyens financiers dont il dispose augmentent le pouvoir d'attraction de Daech auprès d'organisations locales à la recherche de nouvelles alliances ou d'un élargissement de leur champ d'action. Plusieurs groupes locaux établis en Asie centrale, en Russie, au Yémen, en Égypte, en Indonésie ou en Afrique prêtent ainsi allégeance au calife de l'« État islamique », renforçant la stature internationale de l'organisation et validant sa stratégie expansionniste. Le recrutement international de combattants étrangers en provenance de plus d'une centaine de pays consolide sa dimension transnationale. Enfin, l'intervention internationale décidée en août 2014 par les États-Unis, soutenus par plusieurs pays occidentaux et arabes, contribue paradoxalement à asseoir sa réputation d'acteur central du djihadisme.

L'organisation irakienne se transforme ainsi en un groupe aux ramifications planétaires. Toutefois, comme pour Al-Qaida, les alliances conclues se révèlent fragiles et le plus souvent superficielles. Loin de provoquer l'unité revendiquée, la création de l'« État islamique » participe à l'éclatement encore plus poussé de la mouvance djihadiste, phénomène qui alimente plusieurs conflits locaux entre groupes islamistes radicaux, que ce soit en Asie centrale, en Afrique ou au Moyen-Orient. Cette fragmentation ne semble pas s'amenuiser avec l'affaiblissement de l'« État islamique », qui subit de nombreux revers militaires et des pertes importantes de territoires en 2017.

Les loups solitaires

Le terrorisme est le fait de groupes, mais des individus en apparence isolés peuvent également y avoir recours. Le qualificatif de loups solitaires désigne ces personnes, inspirées ou guidées par la propagande d'un ou de plusieurs groupes, qui passent à l'action sans pour autant avoir de relations formelles avec ces organisations. Ils incarneraient un des archétypes du terrorisme contemporain. On lui apparente le phénomène dit des « cellules autonomes », qui, constituées d'une poignée d'individus, fonctionnent sur un mode semblable. Porteurs d'une menace plus invisible encore que celle déployée par les organisations terroristes, ces individus restent autonomes dans le choix du moment, de la cible et des moyens utilisés, sans qu'aucune collaboration ou alliance avec le ou les groupes dont ils se réclament puisse être prouvée. Ce déploiement de violence est le plus souvent de faible intensité, quoique l'attentat au camion-bélier de Nice, en juillet 2016, montre que leurs actions peuvent produire un lourd bilan et entraîner d'importantes conséquences. Il favorise ainsi l'entretien d'un climat d'insécurité et d'incertitude, et engendre une peur d'autant plus diffuse que ces menaces difficilement repérables viennent en général de l'intérieur des sociétés ciblées. Les loups solitaires et autres cellules autonomes sont d'ailleurs désignés comme l'une des priorités de la lutte antiterroriste dans nombre de pays occidentaux, depuis la fin des années 2000.

Les attentats commis à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Ottawa en 2014, à Berlin en 2016 et à Stockholm en 2017, pour ne mentionner que quelques exemples récents, relient invariablement la violence des loups solitaires à un djihadisme local et amateur. Si les attaques des loups

solitaires visent d'abord et avant tout l'Occident, elles frappent aussi ailleurs dans le monde (en Israël ou au Pakistan, par exemple). La propagande d'organisations djihadistes – Al-Qaida et le groupe « État islamique » en tête – agirait comme un catalyseur. Les prêches d'intellectuels ou d'imams soutenant ou relayant l'idéologie djihadiste constitueraient des ressources supplémentaires, venant instiller la notion de responsabilité individuelle de mener le djihad sur le territoire du pays où il réside, qui incomberait à tout musulman. Cette stratégie de « contamination », d'abord adoptée par Al-Qaida et reprise par le groupe « État islamique », vise à démultiplier les effets des campagnes de terreur mises sur pied par ces deux organisations, et, dans des moments de fragilisation, de repli ou de difficultés militaires, à continuer la lutte. Dans une telle perspective, les actions des loups solitaires sont vues comme un prolongement de l'action globale menée par ces groupes. Elles témoignent également d'une diversification des stratégies.

L'obsession djihadiste et les réactions engendrées par toute forme de violence pensée comme nouvelle produisent des effets de distorsion importants et créent des prismes déformants qui nous incitent à nous concentrer sur l'actualité sans toujours tenir compte des enseignements de l'histoire ou de l'antériorité de certaines pratiques. Or, à y regarder de plus près, le phénomène est loin d'être nouveau. Il peut d'ailleurs difficilement être cantonné à la seule mouvance djihadiste. Des individus se revendiquant de l'anarchisme ou plus largement de l'extrême gauche, d'autres inspirés par les idéologues d'extrême droite ont ainsi agi de manière autonome à diverses époques. Anders Breivik, extrémiste norvégien de droite ayant perpétré les attentats d'Oslo et d'Utoya le 22 juillet

2011, en représente une des illustrations parmi les plus récentes. Breivik a fomenté et préparé, seul, ces attaques, justifiant ses gestes dans un *Manifeste* de près de mille pages mis en ligne le jour même, dans lequel se dessinent ses accointances avec plusieurs courants idéologiques traditionnellement associés à l'extrême droite. Les influences sont multiples – de l'ultranationalisme au suprémacisme blanc, de l'islamophobie à l'antisémitisme, etc. –, montrant ainsi comment un individu que l'on dit isolé peut effectuer une synthèse très personnelle de références diverses.

Ce cas permet de souligner deux des caractéristiques principales des loups solitaires. La première consiste en un ancrage idéologique et à une intériorisation de croyances plus ou moins solides. Si certains, comme Anders Breivik ou Timothy McVeigh (Oklahoma City, 1995), semblent maîtriser les références qui les ont influencés, il est quelquefois difficile d'affirmer avec certitude que toutes les personnes qui agissent de manière autonome ont une connaissance approfondie de la cause qu'elles disent défendre. Ainsi, Michael Zehaf-Bibeau, l'auteur de l'attaque contre le Parlement d'Ottawa en octobre 2014, affirme, dans une vidéo rendue publique en mai 2015 par la Gendarmerie royale du Canada, que son acte sert de représailles et d'avertissement. Il vise par là à dénoncer l'action du Canada en Afghanistan et la soi-disant décision du gouvernement fédéral d'alors d'envoyer des troupes en Irak. Or, le Canada a refusé de participer à la coalition qui est intervenue en Irak, en 2003, sous l'égide des États-Unis.

La seconde caractéristique des loups solitaires tient au fait que ces acteurs que l'on présente comme isolés ont en général fréquenté de près ou de loin des réseaux ou des individus extrémistes dans les mondes réels ou virtuels, qui ont pu les conforter dans leurs croyances. L'image du

jeune homme planifiant seul dans son sous-sol un acte terroriste se doit d'être nuancée. Non pas que de tels cas n'existent pas, mais les occurrences anciennes comme récentes du phénomène montrent plutôt que ces individus sont souvent intégrés dans des communautés de croyances, même si elles sont parfois très peu structurées. Ces personnes ont des contacts avec d'autres individus ou avec des organisations qualifiées de terroristes, qui peuvent jouer le rôle de facilitateurs, en donnant accès à un des discours ou des savoir-faire, ou en soutenant concrètement les desseins de l'individu.

Le loup solitaire, quelle que soit la mouvance idéologique dans laquelle il s'inscrit, se révèle ainsi être le produit d'une trajectoire individuelle, souvent constituée de ruptures et d'un idéal romancé, d'influences diverses exercées par des acteurs ayant des liens plus ou moins distendus, et d'un contexte. Car l'on ne peut évacuer de l'équation les stratégies mises en place par des groupes terroristes, qui cherchent à susciter des vocations et donc à renforcer indirectement leurs impacts. L'appel à la décentralisation de la violence n'est pas propre au djihadisme. Certains théoriciens anarchistes, dont Michael Bakounine, ont incité les sympathisants à la cause et les militants à une action individuelle dès le XIX^e siècle. Si les systèmes de justification et les références qui les sous-tendent sont très différents, l'idée sous-jacente n'est pas très éloignée de celle mise de l'avant par plusieurs idéologues djihadistes. Différents courants idéologiques convergent ainsi autour de l'idée d'une action directe et de l'utilisation de moyens divers pour atteindre les objectifs fixés. L'appel à l'action individuelle, sans soutien formel d'une organisation terroriste, vise enfin à renforcer les effets psychologiques du terrorisme, tant elle rend la menace omniprésente et insaisissable.

La montée des extrêmes

Le djihadisme, quelle que soit sa déclinaison, frappe les esprits parce qu'il est considéré comme une forme de violence importée ou étrangère aux sociétés qu'il touche. Il imprime également sa marque par les modes d'action utilisés, allant de l'attaque au couteau aux attentats-suicides, et ce, même si l'emploi de kamikazes a eu lieu dans des contextes divers, comme lors de la guerre, achevée en 2009, entre les nationalistes du mouvement des Tigres de libération de l'Îlam Tamoul (Sri Lanka) et l'armée cinghalaise. L'insistance avec laquelle la violence djihadiste est dénoncée, et ses auteurs traqués, tend à occulter la montée des autres formes d'extrémisme qui, si elles produisent un niveau de violence en apparence moindre, peuvent représenter une force de déstabilisation, et posséder un potentiel de nuisance sociale et politique. Il serait aussi faux de croire que le djihadisme possède l'exclusivité des actes terroristes les plus meurtriers.

Les attentats commis par les extrémistes de droite Timothy McVeigh à Oklahoma City, aux États-Unis, en 1995, et Anders Breivik en Norvège, en 2011, nous rappellent que l'intensité de la violence n'a que peu de liens avec l'idéologie défendue. Le démantèlement presque accidentel d'une cellule néonazie, l'Atomwaffen, en Floride en mai 2017, laisse d'ailleurs supposer la préparation d'un attentat d'envergure, si l'on en croit les enquêtes menées par la police fédérale américaine²⁰. Les extrémismes autres que djihadistes, bien qu'entourés d'une suspicion plus grande aujourd'hui qu'il y a quelques années, bénéficient

20. Jonah Engel Bromwich, « Man in Florida Told the Police He Killed Neo-Nazi Roommates for Disrespecting His Muslim Faith », *New York Times*, 24 mai 2017.

d'une attention moindre de la part des corps policiers qui mobilisent le gros de leurs ressources pour prévenir les attentats et lutter contre les djihadistes. Pourtant, la plupart des attentats répertoriés depuis 2000 aux États-Unis sont commis par des individus proches des milieux d'extrême droite et non par des djihadistes²¹.

La montée de l'extrême droite, qui ne semble épargner aucun pays occidental, serait-elle une réponse au terrorisme islamiste ? De même, la résurgence d'une extrême gauche revendicative découlerait-elle de l'affirmation d'une extrême droite de plus en plus décomplexée ? Autrement dit, les extrémismes se nourrissent-ils entre eux ? L'idée, aussi séduisante soit-elle, produit une vision bien trop mécanique et simpliste. En effet, elle évacue la question cruciale du contexte politique, tout comme elle passe sous silence les capacités de gestion et de communication dont une organisation doit se doter pour acquérir une visibilité et mener une action.

S'il paraît bien hasardeux de chercher une explication qui permettrait de saisir dans un même cadre la montée des extrêmes, nous ne pouvons que constater l'hybridité de plus en plus poussée des mouvements extrémistes, qui s'expriment au niveau local, mais peuvent avoir des ramifications globales, entre autres grâce à leur insertion dans des réseaux transnationaux virtuels ou réels. Cela ne présente rien de bien nouveau. L'histoire nous montre que les mouvements terroristes ou extrémistes ont très rarement évolué en vase clos. Depuis le XIX^e siècle, la tendance est plutôt à la collaboration, à la circulation et à l'échange d'idées et de savoir-faire, à l'imitation et à l'émulation.

21. D'après les données de la Global Terrorism Database, <https://www.start.umd.edu/gtd/>.

Une internationale anarchiste a ainsi vu le jour au XIX^e siècle. Plusieurs mouvements nationalistes ont coopéré en Europe dans les années 1970 et 1980 (les Basques de Euskadi ta Askatasuna et les Nord-Irlandais de l'Armée républicaine irlandaise, par exemple), tout comme plusieurs organisations d'extrême gauche violentes. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs entretenu des liens étroits avec des organisations palestiniennes, comme l'illustre le détournement de l'avion 181 de la Lufthansa reliant Palma de Majorque à Francfort, le 13 octobre 1977. Lors de cette prise d'otages, orchestrée par le Front de libération de la Palestine, les membres du commando demandent la libération des leaders du groupe allemand d'extrême gauche Fraction armée rouge emprisonnés en Allemagne. À cette époque, l'internationale terroriste rassemble principalement des groupes nationalistes et d'extrême gauche.

Ces rapprochements ne sont pas guidés par le seul partage d'une idéologie commune. Au contraire priment les impératifs stratégiques ou l'émergence d'opportunités que les mouvements saisissent afin de gagner en audience ou en légitimité. Certains États, comme la Libye et Cuba, y contribuent particulièrement pendant la période de la guerre froide. Depuis les années 2000, ce sont les nouvelles technologies de l'information – Internet et les médias sociaux en premier lieu – qui facilitent la collaboration entre organisations ou l'exportation de mouvements en dehors du pays dans lequel ils sont nés.

Ainsi, on assiste depuis la fin des années 1990 à une accélération fulgurante de la transnationalisation des mouvements extrémistes, processus qui participe à la redéfinition des contours de la mobilisation et de la contestation. Des questions très locales peuvent ainsi rapidement acquérir une dimension globale. Telle

mobilisation contre la construction d'un aéroport devient un combat contre l'ultralibéralisme et la mondialisation, auquel peuvent s'adjoindre des groupes ou des individus provenant de plusieurs pays.

De la même façon, nombre de pays assistent à l'apparition de mouvements ouvertement islamophobes, qui se nourrissent les uns les autres, faisant circuler des références et des discours souvent décontextualisés. C'est le cas de Pegida, un mouvement se définissant comme anti-immigrés et antimusulman, né à Dresde en Allemagne, en janvier 2015, et qui a depuis essaimé dans plusieurs pays, dont la France et le Canada. Cette expansion est due aux contacts que des Français ou des Canadiens ont pu avoir avec des membres du mouvement, ou alors à la volonté de ces mêmes Canadiens ou Français de s'approprier un concept et l'idéologie qui lui est rattachée. De cette manière, un mouvement local acquiert, sous les effets croisés de stratégies d'expansion, d'imitation et d'une médiatisation de ses actions, une ampleur à laquelle il ne pouvait très certainement pas aspirer lors de sa création.

Un même constat pourrait être appliqué aux Soldats d'Odin, une autre organisation d'extrême droite, qui mêle vigilantisme²², discours islamophobes et posture anti-immigration. Apparu en Finlande en 2015, le groupe a trouvé des échos en Norvège, en Suède, en Estonie, aux États-Unis et au Canada, où des franchises ont été mises sur pied. Que ces mouvements possèdent une base sociale faible ne semble pas compter autant que la visibilité qu'ils sont capables d'acquérir sur Internet, puis dans les espaces

22. Le vigilantisme rassemble plusieurs mouvements, en général liés à l'extrême droite, qui souhaitent défendre l'ordre social et cherchent à faire justice à la place de l'État. Les milices, armées ou non, sont associées à ce courant.

publics nationaux. Cela leur permet de revendiquer un ancrage, même si celui-ci se révèle superficiel et chancelant, et ainsi d'influencer localement les débats publics.

Tous les mouvements extrémistes tentent, à divers degrés, d'exploiter idéologiquement la désaffection à l'endroit des élites, de la politique et, en fin de compte, de l'État. En effet, le cynisme a laissé place à une défiance vis-à-vis des gouvernements dans plusieurs franges des populations occidentales, que la popularité des théories du complot, défendues par les différentes mouvances extrémistes, n'a fait que renforcer. Cette méfiance s'exprime de différentes façons ; elle dépend pour beaucoup des postulats idéologiques qui formatent les discours et guident en partie l'action. Cette remise en cause de l'État prend ainsi des formes diverses : elle va de la critique de la démocratie telle qu'elle est pratiquée, à la dénonciation du libéralisme, de la mondialisation et/ou du capitalisme, en passant par le discrédit des élites, jusqu'au rejet pur et simple du concept même de souveraineté étatique au profit d'une souveraineté qui serait strictement individuelle. Dans cette dernière déclinaison, le contrat social qui lie l'État à ses citoyens est rejeté et l'autorité de l'État, dénigrée.

Les mouvements antisystèmes et libertariens de gauche et de droite, qui proposent des ordres politiques et sociaux alternatifs à ceux incarnés traditionnellement par l'État, se multiplient. Les milices patriotiques pullulent aux États-Unis, alors que les *Freemen-on-the-Land* gagnent en audience et en adhérents dans les pays de tradition britannique, et que les *Reichsbürger* s'enracinent en Allemagne. Ces deux derniers mouvements, bien que très différents, forment des nébuleuses de groupes et d'individus qui popularisent la notion de souveraineté individuelle. Ils s'opposent à tous les actes de la vie quotidienne qui impliquent une

intervention de l'État. Les documents d'identité que le gouvernement émet, les impôts qu'il prélève, les lois qu'il promulgue sont considérés comme illégitimes. Seule la souveraineté des individus est reconnue, et ceux-ci sont en droit, d'après cette théorie, de s'opposer aux décisions de l'État ou à celles de grandes corporations comme les banques.

Les Freeman-on-the-Land ont à plusieurs reprises été comparés à des « terroristes de papier », expression imagée, qui renvoie à l'une des tactiques qu'ils utilisent devant les administrations publiques et en particulier les tribunaux : l'articulation de démarches pseudo-légales, avec une posture d'intimidation et de provocation qui passe par la production d'une documentation fournie pouvant totaliser plusieurs milliers de pages, afin d'enrayer les procédures administratives. Dans un jugement prononcé par le juge en chef adjoint albertain J. Rooke, les techniques d'obstruction utilisées par les Freeman-on-the-Land sont décortiquées et analysées : la manière dont ces individus s'identifient ; l'adresse qu'ils fournissent (certains créent leur propre royaume ou république) ; les instruments comme la Magna Carta²³ sur lesquels ils appuient leur argumentation²⁴. Le terme de terrorisme pour qualifier leurs actions est certainement bien trop fort. En revanche, certains individus appartenant à ce mouvement n'hésitent pas à avoir recours à la violence. Norman Raddatz, qui a tué, en juin 2015, un policier à Edmonton, tient des propos proches de ceux des Freeman²⁵ ; Justin Bourque, condamné en 2014 pour avoir abattu à Moncton trois agents de la Gendarmerie royale du

23. La Magna Carta est une charte que le roi Jean d'Angleterre signa avec des barons qui s'opposaient à son pouvoir, en 1215.

24. Meads vs. Meads 2012 ABQB 571 - CanLII.

25. « Gunman's Facebook Page highlights Anti-Authority Bent », *The Calgary Sun*, 12 juin 2015.

Canada et en avoir blessé deux autres, semble avoir adhéré à certaines thèses antigouvernementales²⁶. Ils constituent en cela un risque potentiel.

Ce déni de légitimité des institutions qui incarnent l'État varie d'un mouvement à l'autre, et d'un individu à l'autre. Si des organisations très structurées continuent à exister, on constate une fragmentation poussée de toutes les mouvances extrémistes en une myriade de groupes qui se livrent une concurrence quelquefois féroce. Dans ces circonstances, le local prime sur le global, malgré les convergences idéologiques. Cela est vrai pour le djihadisme, comme pour les autres courants. Dans le même temps, une tendance se généralise : la plupart de ces groupes entretiennent un rapport à la violence de plus en plus décomplexé, voire totalement assumé. La circulation de méthodes et de techniques de contestation via Internet, entre autres, alimente un processus que l'on observe depuis près de deux décennies : la banalisation de plus en plus intense du recours à la violence, tant individuelle que collective, comme forme de contestation. Cette évolution souligne une contradiction qui croît principalement dans les sociétés occidentales : la violence, bien que devenue plus intolérable que jamais, tend à réintégrer l'ordre des possibles pour plusieurs mouvements extrémistes. Elle n'a d'ailleurs jamais été aussi présente dans les imaginaires collectifs, que ce soit dans les médias, Internet, au cinéma ou dans les jeux vidéo. Les extrémismes et les terrorismes sont solidement en phase avec l'époque. À l'ère du tout-numérique, la propagande entourant l'acte et la course à la légitimation qui l'accompagne prennent une dimension plus vaste que jamais.

26. « Canadian Mounties shooting suspect: a "quiet man from well-liked family" », *The Guardian*, 7 juin 2014.

3. LE WEB, INTERFACE ENTRE LE RÉEL ET LE VIRTUEL

Internet agit de plus en plus comme un facilitateur ou un catalyseur de l'activité extrémiste et terroriste. Que ce soit dans les forums, blogs, sites Internet, médias sociaux, les groupes extrémistes, toutes orientations idéologiques confondues, investissent la sphère numérique, utilisant toutes les plateformes à leur disposition. Résolument de leur temps, ils emploient massivement les applications téléchargeables sur les téléphones intelligents, comme WhatsApp ou Telegram, permettant de communiquer instantanément. Alors que les médias présentent souvent les terroristes, et en particulier les djihadistes, comme des barbares, ces derniers font preuve d'une étonnante modernité. En témoigne l'image du taliban afghan à cheval, une kalachnikov dans une main, un ordinateur ou un téléphone satellite dans l'autre. La guerre dans laquelle nombre de groupes terroristes se disent engagés se déroule ainsi plus que jamais sur le terrain de la communication.

Internet a engendré une révolution qui touche toutes les sphères de l'activité humaine, licite comme illicite, entraînant son flot d'avancées et de dérives. L'utilisation

systématique des nouvelles technologies et l'investissement des espaces virtuels par les groupes extrémistes et terroristes ne doivent pas surprendre, pas plus qu'ils ne doivent être perçus comme exceptionnels ou révolutionnaires. En effet, comme nous l'avons dit, les groupes terroristes et plus largement les mouvements extrémistes ne sont jamais restés en marge des évolutions qui ont marqué leur époque. De plus, le terrorisme ne se limite pas à une forme de violence politique qui suscite réactions et indignation. Il sert également et peut-être surtout à provoquer et à porter un message politique. Dès lors, l'acte de violence, symbolique comme physique, contribue à transformer ces groupes et individus souvent considérés comme invisibles et dénués de toute légitimité en acteurs centraux des espaces politiques.

La révolution Internet

Internet modifie considérablement nos manières d'interagir individuellement et collectivement. Il nous ouvre sur le monde, abolissant les frontières physiques, tant et si bien que nos vies se déroulent désormais à l'intersection des mondes réel et virtuel. Les groupes extrémistes et terroristes comprennent très vite ce que les réseaux numériques peuvent leur apporter. Ils les utilisent énormément et y déplacent une partie de leurs opérations. À ce titre, deux fonctions distinctes, enchevêtrées l'une dans l'autre, sont dévolues à Internet. Il constitue un outil, mais représente également un espace qui permet la mise en visibilité du groupe et de ses discours, et la création de communautés en ligne.

Entre visibilité et invisibilité

Internet représente d'abord un outil permettant la communication, le partage d'informations, le réseautage, la recherche de financement, le recrutement, la planification et la coordination. Le libre accès à une multitude d'informations ouvre également la voie à la collecte de données et de renseignements. Pour un activiste, le choix d'une cible peut passer par l'utilisation d'applications proposant des cartes satellites ou une capture interactive de l'environnement qui entoure un lieu ou un bâtiment particulier. De tels instruments, bien que disponibles gratuitement ou à faible coût pour quiconque dispose d'une connexion Internet, peuvent fournir de précieux renseignements en facilitant et optimisant les conditions de repérage. Le recours à ce type d'applications limite les déplacements et minimise les risques liés à la surveillance dont peut faire l'objet un individu ou un groupe.

Si, jusqu'à récemment, la plupart de ces opérations s'effectuaient sur le Web de surface, l'accentuation de la cyber-surveillance par les services de renseignement renforce l'attractivité des réseaux alternatifs permettant de préserver l'anonymat des utilisateurs et une meilleure confidentialité des données échangées. Ainsi, les organisations terroristes, les groupes extrémistes et les individus qui s'y reconnaissent reportent une partie de leurs activités sur le *Darknet*²⁷. Ils tendent également à utiliser, pour leurs activités internes, de réseautage et de financement, les réseaux d'anonymisation. Ils sont bien entendu loin d'être les seuls à avoir recours à ce type de pratiques, habituellement

27. Le *Darknet* est un réseau différent de celui que la plupart des internautes utilisent. Il est constitué de pages non référencées par les moteurs traditionnels de recherche et privilégie l'anonymisation, rendant la détection plus ardue.

associées à des groupes criminels ou à des groupes oppositionnels évoluant en marge des champs politiques nationaux. Ils en tirent toutefois largement parti et profit pour entretenir la clandestinité dans laquelle certains évoluent.

On pourrait d'ailleurs croire que l'écrasante majorité de leurs activités se passe désormais sur ces réseaux alternatifs. S'il est difficile de mesurer la part exacte que représente le *Darknet* dans les stratégies déployées en ligne, les organisations n'ont pas déserté le Web de surface. Au contraire, leur présence semble même s'accroître grâce à la disponibilité toujours plus grande d'Internet. C'est que leur propagande ne peut avoir d'efficacité que si elle est accessible au plus grand nombre. Les groupes terroristes, et dans une autre mesure les organisations extrémistes qui ne font pas usage de la violence physique, ont besoin de visibilité pour exister dans les espaces publics qu'ils investissent. La recherche de légitimité sur les plateformes virtuelles devient, dans une telle perspective, la pierre angulaire de leurs stratégies de communication.

Un nouvel espace stratégique

Internet est également un espace dans lequel les groupes extrémistes et terroristes cherchent à mobiliser les individus derrière la cause qu'ils défendent, à les recruter, et à socialiser dans et à l'extérieur du groupe. C'est de cette façon qu'Internet permet la création et l'activation de communautés de croyances virtuelles qui se constituent autour du partage d'une même vision du monde et de perceptions semblables de réalités sociales et politiques, pourtant quelquefois bien différentes. Ces communautés dépassent les frontières nationales et englobent des groupes qui se reconnaissent dans une même appartenance idéologique.

Les groupes extrémistes de droite sont parmi les premiers à comprendre, dans les années 1990, les bénéfices qu'ils peuvent tirer d'Internet. La création de sites, comme celui mis en place en 1995 par Tom Metzger, un suprémaciste blanc, membre du Ku Klux Klan et fondateur du White Aryan Resistance, a pour objectif de diffuser au plus grand nombre l'idéologie suprémaciste et donc d'augmenter son potentiel de recrutement et de mobilisation²⁸. Les forums, comme Stormfront, visent quant à eux à échanger, à mobiliser et à entretenir, au-delà des frontières nationales et quelquefois culturelles, l'idée d'une communauté rassemblée autour d'idéaux et de symboles communs.

Toutes ces communautés virtuelles extrémistes s'articulent sur un discours et une mythologie qui concourent à la cristallisation d'une identité en réalité bien artificielle. Les groupes djihadistes valorisent les « martyrs » tombés devant l'ennemi ou ayant fait don de leur vie dans une opération kamikaze, alors que les extrémistes de droite préfèrent la réactivation de symboles néonazis, et/ou le détournement et l'appropriation de symboles runiques, celtiques ou encore vikings.

Internet est donc un espace qui permet à ces acteurs marginaux et marginalisés de véhiculer sans filtres leurs messages propagandistes et d'atteindre directement des publics auxquels ils n'avaient pas toujours accès auparavant. La plupart des groupes djihadistes, cherchant à mobiliser des gens par-delà les frontières, savent exploiter les possibilités offertes par Internet, traduisant dans plusieurs langues les sites Web qu'ils ont mis sur pied. Al-Qaida et le groupe

28. Anti-Defamation League, *The Consequences of Right-Wing Extremism on the Internet*, New York (2002), 2013, p. 23, <https://www.adl.org/sites/default/files/documents/assets/pdf/combating-hate/The-Consequences-of-Right-Wing-Extremism-on-the-Internet.pdf>.

« État islamique » en ont même fait l'une de leurs marques de commerce, mais cette pratique est également adoptée par des groupes locaux aspirant à acquérir une résonance plus large. *Kavkavcenter*, site djihadiste tchéchène actif depuis 1999, est ainsi disponible en russe, anglais, arabe et turc. Pour les autres courants extrémistes, l'anglais est devenu la *lingua franca* permettant de discuter, de se coordonner et de se rapprocher. La mondialisation, dénoncée par certains d'entre eux, surtout à l'extrême gauche et à l'extrême droite des spectres politiques, offre les conditions d'une mobilisation de plus en plus pensée et vécue comme internationale.

De manière générale, la démocratisation d'Internet et des réseaux numériques a contribué à modifier les perceptions au sujet de conflits locaux ou de questions de société qui traversent plusieurs contextes. Les parallèles établis entre des situations très différentes, mais qui possèdent des points communs, nourrissent ainsi l'impression d'une mondialisation de la menace, quels que soient les contours qu'on lui donne. Cette menace globalisée est définie comme terroriste par la plupart des États, tandis que les groupes djihadistes y voient une tentative, de la part de musulmans modérés, des gouvernements et de l'Occident, d'anéantir ce qu'ils désignent comme étant le « véritable islam ». Pour les extrémistes de droite, le multiculturalisme, l'immigration et l'arrivée massive de réfugiés portent atteinte à la civilisation occidentale et à la « majorité blanche silencieuse », alors que pour les extrémistes de gauche, le péril viendrait principalement des effets de la mondialisation jugés délétères pour les citoyens ordinaires. Internet accentue ainsi les convergences, nourries de discours et d'images décontextualisés²⁹, et utili-

29. Joseph M. Reagle, *Reading the Comments: Likers, Haters, and Manipulators at the Bottom of the Web*, Cambridge, MIT Press, 2015.

sées par des acteurs dont l'intervention reste surtout locale, même si elle s'appuie sur des arguments développés ailleurs.

Internet a bouleversé les pratiques de communication et d'échanges, et a créé de nouveaux espaces d'interactions, qui se superposent à ceux qui continuent à exister dans le monde réel. Les médias sociaux permettent aux groupes extrémistes et terroristes de s'adresser directement aux individus intéressés par leur offre radicale et de recruter de nouveaux adeptes en jouant sur des sensibilités et des tensions politiques, en détournant des questions de société ou en proposant une vision identitaire alternative. Ils décuplent d'autant plus le potentiel de mobilisation et de recrutement que les mécanismes propres aux réseaux numériques tendent à enfermer l'individu qui consulte des sites propageant une idéologie radicale dans une sorte de « silo ». Par exemple, une personne qui s'intéresse à la question des réfugiés et qui, dans sa quête d'informations, visite plusieurs sites diffusant un discours d'extrême droite antiréfugiés et souvent antimusulman, se verra proposer d'autres sites ou pages Facebook défendant une vision analogue. L'effet de répétition pourra contribuer à la radicalisation de ses croyances si l'individu ne possède pas la distance critique nécessaire pour remettre en cause les interprétations véhiculées. De telles pratiques de référencement rendent beaucoup plus aisée la tâche des entrepreneurs en communication que sont devenus les groupes extrémistes et terroristes.

Ce faisant, les mouvements extrémistes, tout comme les groupes terroristes, parviennent à renverser l'asymétrie qui les caractérise. En effet, ils sont minoritaires au sein de toutes les mouvances qui les voient émerger, mais acquièrent une position centrale grâce à la visibilité qu'Internet leur procure. Ils s'imposent alors comme

des acteurs centraux des débats publics, sans y participer directement. L'utilisation des médias sociaux peut *de facto* donner une envergure globale à la stratégie de communication d'un groupe extrémiste ou terroriste, pour peu qu'il sache s'emparer des questions de l'heure et qu'il mobilise des codes et des références qui renvoient à l'actualité.

De ce fait, les stratégies de communication évoluent constamment afin d'exploiter au mieux les conditions offertes par les nouvelles technologies. Cela peut cependant avoir des conséquences insoupçonnées pour les groupes terroristes et extrémistes : cette accessibilité alimente la concurrence entre ceux qui appartiennent à une même mouvance. Chacun propose son site, sa page Facebook, Instagram, YouTube et/ou Twitter sur lesquels il diffuse son programme politique, fait état de sa lecture de la situation, de ses revendications et de ses prescriptions, tout en fustigeant son concurrent, et en s'arrogeant le statut de seul producteur et détenteur d'une certaine vérité. Internet devient donc un réceptacle et un espace additionnel dans des conflits opposant deux groupes qui, à l'image d'Al-Qaida et de l'« État islamique », se revendiquent d'une même matrice idéologique, tout en se livrant un âpre combat sur les terrains virtuels et physiques. Cette guerre de communication a abouti à plusieurs reprises à une surenchère de menaces contre les Occidentaux, l'un et l'autre essayant de se positionner comme l'organisation disposant du plus de ressources et du plus grand réservoir de sympathisants prêts à passer à l'action.

Facteur de rapprochement et vecteur d'une certaine unité, Internet n'en reste pas moins un espace hautement fragmenté dans lequel pullulent des offres radicales concurrentes et s'expriment des groupes à la recherche de la légitimité qui leur fait défaut dans les espaces politiques physiques.

Les tentacules numériques de Daech

Mainmise sur les réseaux sociaux

Si plusieurs groupes terroristes et extrémistes ont su habilement exploiter les nouvelles technologies de l'information et de la communication, le groupe « État islamique » est souvent désigné comme celui qui est parvenu à mettre sur pied l'une des stratégies de communication parmi les plus efficaces. On lui attribue d'ailleurs nombre de succès : la visibilité qu'il a rapidement acquise ; le recrutement de combattants étrangers ; la radicalisation de plusieurs loups solitaires qui sont passés à l'action après lui avoir prêté serment d'allégeance ; le ralliement de plusieurs groupes djihadistes locaux ; la pression qu'il ne cesse d'exercer à travers ses publications médiatiques sur les États et les populations qu'il cible.

On ne peut que remarquer la présence importante de ce groupe sur Internet, à travers son agence de presse Aamaq et ses organes de propagande comme Al-Hayat Media Center. Son utilisation abondante des différentes plateformes et applications ne fait que renforcer sa visibilité. Twitter a pendant un temps été l'une de ses plateformes privilégiées, avant que Daech ne déporte une grande partie de ses activités sur Telegram, à la suite de la fermeture de plusieurs comptes par l'entreprise Twitter elle-même. Les ajustements sont donc constants afin d'alimenter la stratégie d'occupation des réseaux numériques et, ce faisant, d'une frange de l'espace virtuel. Daech démontre également une grande maîtrise des outils technologiques et une réactivité assez importante. Au-delà d'un effet de masse entretenu par l'omniprésence de cette organisation sur différentes plateformes se dessine un contrôle des individus qui communiquent au nom

de l'organisation, une tendance observable dans d'autres groupes extrémistes et terroristes. Un resserrement a d'ailleurs été opéré en 2015, à un moment où affluaient les combattants étrangers, prompts à *poster* sur Facebook ou Twitter des informations qui ont pu être exploitées à des fins de renseignement. « Les soldats du califat » d'abord priés d'être plus circonspects sur les détails quelquefois tactiques qu'ils font circuler, ont été, à la mi-mai 2017, interdits de médias sociaux par les dirigeants de Daech.

L'« État islamique » sait jouer d'originalité non seulement en publiant ses productions dans plusieurs langues, mais en formatant systématiquement son message en fonction du public ciblé. Par exemple, chacun des magazines est construit en s'appuyant sur des références culturelles qui sont susceptibles de rencontrer le public visé. Si la victimisation des musulmans est centrale dans l'articulation de la propagande diffusée par le magazine francophone *Dar-al-Islam*, elle est moins présente dans le magazine *Istok* destiné aux russophones. Dans *Dar-al-Islam*, il s'agit de renvoyer aux débats entourant la discrimination vécue ou perçue par les jeunes musulmans des banlieues françaises et belges, à la place de l'islam dans ces pays ou encore au port du voile dans les espaces publics. De telles discussions ne pénètrent que peu les espaces russes et ne constituent pas les leviers de la mobilisation dans ce pays. Ayant un potentiel de résonance faible, elles sont écartées des articles intégrés aux publications destinées aux russophones.

L'instrumentalisation de références et de codes propres aux sociétés désignées comme ennemies sert des desseins de mobilisation et de recrutement ; elle doit aussi générer un sentiment de terreur chez ceux qui sont les cibles de la propagande. La mise en scène de la violence côtoie des articles accessibles aux non-initiés, expliquant les orientations

politiques, sociales et religieuses poursuivies par l'organisation. Des textes entiers sont également réservés à la glorification de la vie quotidienne sous le califat, renvoyant ainsi une image de normalité, d'abondance et de solidarité.

L'influence Al-Qaida

Aussi sophistiquées soient-elles, ces stratégies de communication se situent dans la continuité de tendances et de pratiques élaborées par d'autres groupes djihadistes. Si Al-Qaida n'est pas la seule organisation à avoir participé à ce mouvement, ses usages propagandistes ont inspiré l'« État islamique ». Ainsi, dès 2001, Al-Qaida crée une agence de presse, As Sahab, qui supervise la fabrication et la diffusion du matériel de propagande de l'organisation, principalement sous la forme de communiqués et de vidéos. Leurs factures évoluent d'ailleurs avec le temps jusqu'à utiliser un style et des registres largement repris par le groupe « État islamique ». Dans le même temps, les propagandistes d'Al-Qaida continuent à affirmer leur présence dans plusieurs forums islamistes et djihadistes, afin de relayer les discours de l'organisation dans le plus grand nombre d'espaces possible.

L'insistance avec laquelle Al-Qaida a soigné sa communication relève de la nécessité : considérablement affaibli militairement, son leadership a décidé de transposer une partie des activités du groupe sur Internet. Pour maintenir un dialogue avec ses sympathisants, plusieurs forums djihadistes ont, par exemple, annoncé en décembre 2007 la participation du numéro 2 d'Al-Qaida à une « interview ouverte ». Leurs membres pouvaient lui poser des questions, auxquelles Zawahiri a répondu par écrit... quatre mois plus tard. Ses interventions ont couvert des

sujets très divers, il a pris position sur plusieurs questions d'actualité, comme celles entourant la question palestinienne. Si le décalage entre le moment où les questions ont été soumises et celui où Zawahiri a répondu efface toute spontanéité, cet exercice permet à une organisation Al-Qaida moribonde d'exister et de profiter du *momentum* pour remobiliser ses partisans et sympathisants. La circulation de son discours à travers les méandres d'Internet a participé au succès de cette stratégie de survie.

Al-Qaida central a fait de ce modèle médiatique une condition à la conclusion d'alliances avec les groupes locaux. Sont ainsi apparues des agences de presse calquées sur le modèle d'As Sahab : Al-Andalous Media pour Al-Qaida au Maghreb islamique ; Al Malahim pour Al-Qaida dans la péninsule arabique ou encore Al Kataib pour les Shebab somaliens. Une telle stratégie, transformant les organisations terroristes en acteurs médiatiques, permet de contourner les médias traditionnels et d'atteindre directement les publics ciblés aux moments jugés opportuns. Ce faisant, elles gardent le contrôle sur le contenu et le sens du message, n'hésitant pas à narguer ouvertement les États qui les traquent. Les thématiques mobilisées se rejoignent d'un groupe à l'autre, de même que les styles, les codes et les références mentionnés dans le matériel produit.

Le groupe « État islamique » a peu innové sur le plan du contenu, même si la mise en discours et en scène des propos a été considérablement modernisée. Il a repris à son compte en les sophistiquant les outils et les pratiques mis en place par ses prédécesseurs et concurrents. Il a aussi su bénéficier de l'effervescence des scènes djihadistes dans les mondes physiques et virtuels. Le recrutement de combattants étrangers provenant d'horizons

culturels différents et appartenant à une génération qui a grandi avec Internet et les médias sociaux, devenus des outils de tous les jours, a constitué un atout indéniable que son leadership a su exploiter pour apparaître plus moderne que sa concurrente Al-Qaida. La professionnalisation de la production du message et de sa diffusion a fait le reste. Par ces vecteurs, Daech a assis sa stature d'organisation solidement ancrée dans son époque.

Si les groupes d'autres obédiences idéologiques sont loin d'être parvenus à émuler le professionnalisme de l'« État islamique », la production et la diffusion de leurs messages a progressé grâce entre autres à la maîtrise des médias sociaux. L'instantanéité de la démarche peut comporter le risque de se positionner trop vite et trop tôt sur un enjeu, mais elle leur permet d'afficher dans les espaces virtuels des interprétations et perceptions autres que celles véhiculées par les médias traditionnels.

Médias et terrorismes : une nécessaire distanciation

Les groupes terroristes, entrepreneurs en communication

Le terrorisme est une forme de violence particulière, qui vise entre autres à déplacer la bataille sur le plan des émotions, et à provoquer une forte réaction des gouvernements ou des opposants que le groupe y ayant recours dit combattre. Pour ce faire, les terroristes ont besoin de visibilité, objectif que la violence qu'ils déploient remplit en partie. Mais cette violence n'aurait certainement pas le même retentissement sans le relais dont elle a bénéficié de tout temps dans les médias. Car bien avant que les groupes terroristes ne se saisissent des opportunités

offertes par Internet et les médias sociaux, ils ont pu compter sur la large couverture médiatique dont chaque attentat a fait l'objet.

En effet, le développement des médias et les avancées technologiques qui l'ont ponctué décuplent la résonance des actes terroristes. Les anarchistes du XIX^e siècle ont entrepris à plusieurs reprises de placarder dans les rues des affiches pour expliquer leur geste. Pourtant, ces interventions se sont révélées moins efficaces que la couverture médiatique dont leurs actes ont bénéficié. Les attaques perpétrées en 1892 par François Koënigstein, dit Ravachol, et ses complices poussent les médias à s'intéresser au personnage. Ravachol transforme en tribune le tribunal qui le juge après son arrestation. Ses propos relayés par la presse de l'époque procurent une visibilité accrue au courant anarchiste et contribuent à ériger Ravachol en l'une de ses figures centrales en France.

Les terroristes sont donc en partie tributaires des progrès accompagnant la croissance des médias. Mais ils savent aussi exploiter les opportunités offertes par les nouveaux moyens de diffusion. Les cibles et le moment de l'attentat sont de plus en plus sélectionnés pour leur portée symbolique. Parallèlement, tout est fait pour correspondre au format médiatique dominant, lequel varie d'une époque à l'autre.

Le choix de l'organisation palestinienne Septembre noir (Munazzamat Aylūl al-aswad) de kidnapper des athlètes israéliens dans le contexte des Jeux olympiques de 1972 à Munich, en Allemagne, permet entre autres d'exposer la capacité de l'organisation à exporter la question palestinienne hors du Moyen-Orient. Cette attaque, par sa nature, sa durée, le lieu et le moment choisis, ne peut qu'avoir un retentissement mondial. La sanglante prise

d'otages et l'intervention désastreuse de la police ouest-allemande qui suit sont quasiment vécues en direct. En effet, les photographes, cameramen et journalistes présents pour couvrir les Jeux déportent leurs objectifs et caméras sur les lieux du drame. Ce dernier crée une onde de choc d'autant plus forte que cette grande messe sportive est conçue comme une parenthèse, au cours de laquelle les armes sont censées se taire. Bien que la mise en œuvre d'une trêve olympique reste aléatoire, jamais auparavant une attaque de cette ampleur n'avait endeuillé cette rencontre sportive. Non seulement brise-t-elle l'idéal olympique, mais elle montre une évolution des stratégies des groupes terroristes, prêts à frapper quand l'attention médiatique est au maximum. Le format de la prise d'otages leur permet également de faire durer l'événement et d'occuper le centre de la scène médiatique pendant plusieurs jours.

En cela, l'image joue un rôle essentiel, car elle matérialise l'attentat, lui donne vie. Elle rapproche les publics de l'événement, même s'il est visualisé en différé, et participe donc à la propagation d'une peur diffuse.

Les premières esquisses des attentats produites au XIX^e siècle faisaient déjà la part belle au sensationnalisme, montrant le moment de l'explosion, représentant la peur et l'incompréhension sur les visages des personnes touchées dans leur corps. Le dessin a rapidement fait place à la photo et à l'image animée, puis interactive.

L'assassinat en 1934 du roi de Yougoslavie, Alexandre 1^{er}, à Marseille, en France, et du ministre français des Affaires étrangères venu l'accueillir, Louis Barthou, est l'un des premiers actes terroristes à être filmé par les journalistes initialement présents pour relater la visite officielle du souverain yougoslave. Au-delà de la présence d'une foule nombreuse devenue témoin, la captation en direct de l'acte lui donne

un retentissement énorme. Dans ce cas, la violence n'est pas mise en scène. Montrée à l'état brut, elle n'en conserve pas moins une forte portée émotionnelle et politique.

De ce point de vue, les progrès technologiques aboutissent à des évolutions considérables. La violence est désormais théâtralisée, esthétisée dans une société où l'image a acquis un statut central. Si, avant l'avènement d'Internet, les revendications de groupes terroristes circulent principalement via des communiqués écrits ou audio, certains choisissent des mises en scène particulièrement éloquentes pour renforcer leur message. Dans les années 1980-2010, des militants de groupes corses et basques montent ainsi de toutes pièces des conférences de presse clandestines qu'ils filment. Cagoulés, portant des armes et entourés de symboles les identifiant à la cause dont ils se font les représentants, ils y exposent leurs requêtes. Ce faisant, ils détournent un format traditionnel, tout en imposant leur volonté et en adoptant une posture d'intimidation. Ces conférences de presse, médiatiquement attractives, leur garantissent une visibilité supérieure à celle d'un simple communiqué.

Les groupes terroristes deviennent donc producteurs d'images et de symboles. Le groupe « État islamique » a poussé cette logique à l'extrême. Toujours animé du souci de correspondre au mieux aux sociétés ciblées pour les atteindre en profondeur, les propagandistes de cette organisation mobilisent, dans leurs vidéos, des registres très hollywoodiens, y mêlant les codes utilisés dans la filmographie américaine et dans les jeux vidéo. La violence y est mise en scène de manière parfois insoutenable. L'immolation d'un pilote jordanien (décembre 2014) ou encore l'égorgement de chrétiens égyptiens sur une plage

libyenne (février 2015), tous vêtus d'une combinaison orange semblable à celle que portent les prisonniers de Guantanamo, en sont de sinistres exemples.

Cette violence esthétisée est vengeance, punition, brutalisation. Puisqu'elle est assumée, elle vise aussi à susciter la peur et la fascination. Car le terrorisme a cela de particulier : il engendre l'horreur et le dégoût, mais il fascine, parce qu'il est inconcevable pour la majorité d'entre nous. Les propagandistes de l'« État islamique » ont très bien compris que ces formes de violences agissent à la fois comme un miroir et un repoussoir : un miroir de la violence qui se donne à voir dans les films, les jeux vidéo, voire dans les rues ; un repoussoir, car nombre de sociétés ont banni la violence comme mode de régulation des relations sociales et politiques. Les emprunts répétés à la culture occidentale, dont les codes sont diffusés dans le monde entier, permettent ainsi à l'organisation de s'adresser prioritairement à une frange de la jeunesse en quête de repères identitaires, de schémas prêt-à-penser ou d'aventures, et qui pourrait se reconnaître dans ces mises en scène véhiculées grâce à Internet et à ses multiples outils.

Quel que soit l'ancrage idéologique des groupes ou des individus qui y ont recours, on comprend que le terrorisme reste une forme de propagande par l'action. Une idée qui n'est somme toute pas nouvelle, puisqu'elle a été mise en avant par plusieurs intellectuels anarchistes au XIX^e siècle afin de mobiliser les « masses », de les réveiller et de les convertir à la cause défendue. Elle a depuis imprégné les stratégies de nombre de groupes terroristes qui se servent de la visibilité médiatique que leurs actions engendrent ou de celle qu'ils se créent eux-mêmes pour gagner en audience et augmenter leur légitimité.

Les médias, alliés des terroristes ?

Le terrorisme n'aurait pas les conséquences qu'il a aujourd'hui sans les relais médiatiques dont il dispose. Si les terroristes ont réussi à devenir des acteurs médiatiques, ils ne conservent pas moins une certaine dépendance aux médias traditionnels. Ces derniers, qui se nourrissent en partie d'événements tragiques, sont toujours prompts à faire du terrorisme un de leurs sujets de prédilection. De manière quasi systématique, un attentat qui touche un pays occidental reçoit une couverture soutenue, en direct, assortie d'émissions spéciales, lors desquelles des experts – universitaires, consultants et anciens des forces de police ou des services de renseignement – commentent un événement sur lequel, souvent, ils n'ont que peu de recul. Le sentiment d'urgence qui émane de ce type de rendez-vous, alors même que des informations parcellaires et souvent contradictoires continuent de circuler, renforce la portée de l'acte violent. De même, l'avènement des chaînes d'information continue, qui repassent en boucle les images d'un attentat, contribue à prolonger l'événement jusqu'à le faire entrer dans l'intimité de notre quotidien. Alors qu'ils agissent avant tout pour informer le téléspectateur, l'auditeur et le lecteur, les médias offrent en réalité des tribunes supplémentaires aux groupes ou aux individus violents.

Est-ce à dire, comme certains hommes politiques l'ont sous-entendu, qu'il existe une complicité entre les médias et les groupes terroristes ? Terroristes et médias entretiennent, il est vrai, depuis le ^{xix}^e siècle, une relation ambivalente. Les médias sont déterminants dans la construction de l'image du terrorisme, souvent assimilé à une forme de barbarie. Les qualificatifs que la presse emploie pour désigner les terroristes concourent d'ailleurs

à forger les représentations qui circulent à leur sujet. En cherchant à attirer l'attention par des formules chocs, les journalistes ont participé à faire des terroristes des êtres à part, dérangés, bestiaux, animés d'une soif de pouvoir et de sang. En 1894, *Le Petit Journal* comparait ainsi l'anarchiste Émile Henry, responsable de deux attentats en 1892 et 1893, dont un dans un café, à une « bête fauve ». Aujourd'hui, l'association fréquemment effectuée entre terrorisme et islam tient encore et pour beaucoup à l'image qu'en véhiculent les médias, surtout que, paradoxalement, ceux-ci hésitent à employer le terme de terrorisme pour désigner un attentat commis par un groupe ou un individu se revendiquant d'une autre affiliation idéologique.

Certains médias entretiennent une position ambiguë, qu'ils soient proches d'un parti politique, à l'image de feu Herri Batasuna, la vitrine politique du groupe séparatiste basque Euskadi ta Askatasuna, ou qu'ils soient un instrument dans les mains d'un État. La chaîne Al-Jazeera, considérée par beaucoup comme un vecteur de la politique étrangère du Qatar, s'est ainsi souvent vue accusée d'offrir une tribune complaisante à Al-Qaida (qui lui réserve d'ailleurs la primeur de ses communiqués et de ses vidéos) et à d'autres groupes djihadistes. En dehors de ces cas, les médias deviennent parfois des alliés bien involontaires des terroristes. Parce qu'ils recherchent le sensationnalisme, ils contribuent à entretenir un climat de peur et de terreur.

Le retour de considérations éthiques ?

Doit-on montrer ou non la violence ? Doit-on parler des otages, enlevés par des groupes terroristes ou vendus à ces derniers qui en font alors des objets de négociation avec les États d'où sont originaires ces personnes ? Ces questions restent entières, mais une prise de conscience

semble s'opérer sur le rôle des médias dans la diffusion de la propagande terroriste. Elles ne provoquaient pas tant le débat il y a quelques années. Entre autres exemples, le journal télévisé de la chaîne française Antenne 2 débutait son programme en rappelant le nom des otages français détenus au Liban, journalistes pour la plupart. Cette pratique, initiée le 29 mars 1986, s'est poursuivie jusqu'à la libération des derniers otages en mai 1988. Elle visait à ce que l'opinion publique n'oublie pas le sort de ces captifs, tout en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il continue à négocier leur libération.

En 2005, de nombreuses initiatives ont été mises en place, toujours en France, pour mettre fin à la captivité de la journaliste Florence Aubenas et de son interprète iraquien, Hussein Hanoun, tous deux enlevés en Irak. Cela dit, plusieurs États estiment maintenant que parler des otages détenus par des groupes terroristes sert à donner de la visibilité aux preneurs d'otages, tout en faisant possiblement monter les enchères. Les États-Unis et le Royaume-Uni, pour ne mentionner que ces pays, se refusent à négocier avec des terroristes, en arguant que cela leur confère une certaine légitimité. Et les médias évitent souvent de parler d'un otage américain ou britannique, afin de ne pas prêter le flanc aux exigences des terroristes³⁰. En 2013, Al-Qaida dit même regretter cette attitude, quand l'organisation interpelle directement la famille de Warren Weinstein, humanitaire américain enlevé en 2011 au Pakistan, l'incitant sans succès à redoubler d'efforts auprès du gouvernement américain pour que ce dernier accède aux demandes des ravisseurs.

30. Peter Preston, « Are the media helping the hostage takers? », *BBC News*, 30 septembre 2004.

De la même manière, certains médias s'interrogent sur la façon de parler du ou des terroristes impliqués dans un attentat. Faut-il mentionner l'intégralité de leur nom et raconter leur histoire au risque de participer à leur héroïsation auprès de celles et ceux qui valorisent leur action ? À ce titre, la photo de Djokhar Tsarnaev, qui a fomenté avec son frère Tamerlan l'attentat lors du marathon de Boston en 2013, publiée à la une de *Rolling Stone*, a suscité le malaise de certaines personnes, qui y ont vu une tentative de la part de la rédaction du magazine américain d'humaniser « un monstre ». Cette photo montre le visage de Djokhar Tsarnaev souriant, le regard perçant. La controverse a été particulièrement vive. D'ailleurs, les photos des terroristes diffusées depuis sont principalement celles qui sont communiquées par la police. Plusieurs médias préfèrent des clichés, souvent flous, captés par des caméras de surveillance, les montrant dans l'action, quelques minutes ou secondes avant l'acte, ou encore en état d'arrestation. Tout est fait pour éviter de glorifier l'acte et celui qui l'a commis.

Les journalistes font depuis peu une place plus importante aux victimes, qui ont été pendant longtemps oubliées des médias, alors que les terroristes tenaient le haut du pavé. Certains médias consacrent systématiquement des rubriques entières aux victimes. Tout un chacun peut alors s'identifier à ces personnes, considérées et vues comme innocentes, et à leurs familles endeuillées. La réaction est d'autant plus forte si les victimes sont des enfants ou des adolescents. Les images de soldats russes évacuant dans la désorganisation et l'improvisation la plus totale les enfants pris en otage dans l'école numéro 1 de Beslan, en Russie, en septembre 2004, après un assaut manqué, ont durablement frappé les esprits. De même,

les photos d'adolescents, le regard hagard, les vêtements déchirés et ensanglantés après l'attentat-suicide déclenché à la sortie d'un concert à Manchester, au Royaume-Uni, en mai 2017, décuplent les sentiments de rejet et de dégoût devant une forme de violence considérée par beaucoup comme lâche et sournoise.

Il reste que le traitement du terrorisme dans une ère du tout-communicant n'est pas chose aisée. Les tiraillements sont constants entre la logique mercantile, les contraintes professionnelles, la recherche de la nouvelle exclusive et la nécessaire distanciation avec des événements qui suscitent moult réactions. Ainsi, certains médias commencent à s'interroger sur la manière de contrer les fausses nouvelles (*fake news*), devenues légion sur Internet et dont plusieurs sont fabriquées et diffusées par des groupes extrémistes. Ils s'attellent à démonter les théories du complot, dans lesquelles terroristes comme extrémistes ancrent leurs discours. À une époque où tout un chacun peut devenir producteur de nouvelles, les groupes extrémistes se saisissent de plus en plus de cette opportunité pour décrédibiliser les médias traditionnels, souvent accusés de collusion avec les gouvernements considérés comme corrompus. Surfant dans les États occidentaux sur le principe de liberté d'expression étiré jusqu'à la caricature, plusieurs groupes extrémistes, et plus particulièrement les mouvements extrémistes de droite, s'immiscent dans les processus médiatiques jusqu'à s'imposer comme des acteurs à part entière, à l'image de ce que font depuis plusieurs années les groupes djihadistes. S'ils se placent dans une perspective différente de celle adoptée par les groupes terroristes, ils n'en ambitionnent pas moins d'imposer leurs visions du monde et du futur.

4. L'ENGAGEMENT DANS ET PAR LA VIOLENCE

La violence choque et il paraît bien difficile de comprendre pourquoi les hommes et les femmes y ont recours au nom d'une cause politique. Cette question resurgit après chaque attentat, particulièrement quand il est commis en sol occidental. La multiplication des attaques perpétrées par des loups solitaires et le départ massif, entre 2014 et 2016, d'aspirants combattants étrangers vers la Syrie lui donnent encore plus d'acuité.

Les débats tant politiques que scientifiques sur l'engagement individuel se structurent depuis les années 2000 autour de la notion de radicalisation. Cet intérêt participe à la réorientation de tout un pan de la recherche sur le terrorisme, qui questionne désormais les trajectoires individuelles de radicalisation et de déradicalisation. Pourtant, ce concept, qui suscite de multiples controverses, pose des difficultés liées, notamment, à l'association que certains font entre radicalisation des idées et passage à la violence. En effet, seule une minorité d'individus ayant développé des idées extrémistes versent dans la violence. De plus, la radicalisation idéologique n'intervient pas systématiquement avant le passage à l'acte.

La radicalisation, un concept contesté

Le concept de radicalisation fait son apparition, au début des années 2000, pour saisir un phénomène supposément nouveau : le terrorisme dit intérieur, porté par des loups solitaires ou des cellules autonomes. Les États y voient tout à coup une menace d'autant plus insidieuse qu'elle naîtrait au cœur des sociétés touchées, sans être aussi visible que celle incarnée par les groupes terroristes surveillés et traqués. Les attentats à Londres, en 2005, marquent en cela un tournant. En un peu moins d'une heure, quatre attentats-suicides perpétrés dans trois rames de métro et un bus créent une onde de choc d'autant plus forte qu'ils sont l'œuvre de kamikazes nés en Angleterre. Si Al-Qaida a eu vent du projet et a peut-être contribué à sa planification³¹, ses auteurs œuvrent seuls à sa réalisation. Ils n'ont jamais fréquenté ni les camps d'entraînement de l'organisation, ni aucune zone de guerre. Qu'est-ce qui a donc pu les pousser à passer à l'acte, en ayant recours à l'attentat-suicide, mode d'action qui exige un engagement absolu ?

Les responsables politiques craignent alors de voir les cellules terroristes autonomes se multiplier, sur le modèle londonien, dans les communautés musulmanes occidentales. Les demandes politiques s'orientent vers une volonté de comprendre les motivations de ces individus

31. Selon des documents saisis à Abbottabad en 2011 au moment du raid américain contre le repère d'Oussama Ben Laden, « July 7 bombings were last successful Al-Qaida attack Osama bin Laden played a role in, US claims », *The Telegraph*, 13 juillet 2011. Une vidéo découverte par les autorités allemandes dans l'ordinateur d'un citoyen britannique, qui a agi comme planificateur pour Al-Qaida, confirme son implication dans la planification de l'attaque : Nic Robertson, Paul Cruickshank and Tim Lister, « Documents give new details on al Qaeda's London bombings », *CNN*, 30 avril 2012.

que rien ne prédestinait à devenir des terroristes, à l'heure où Internet semble jouer un rôle de plus en plus central dans l'engagement et le recrutement.

Bien que ces questions soient loin d'être nouvelles pour les chercheurs en sciences sociales³², le sentiment d'urgence qui saisit décideurs politiques et scientifiques après les événements de Londres crée un engouement sans précédent pour ce sujet. Le concept de radicalisation apporte alors un nouvel élan aux recherches sur le terrorisme. Il concentre l'attention sur les processus qui mènent un individu à s'engager dans une idéologie porteuse d'un potentiel de violence ou dans un groupe violent. Cependant, il rencontre trois écueils, qui rendent son emploi équivoque. Premièrement, la définition de la radicalisation est loin de faire consensus. Ce concept est facilement utilisé en lieu et place du terme de terrorisme ou de celui de djihadisme. Cette confusion accentue la politisation du terme. En effet, la radicalisation est souvent définie en fonction de la menace considérée comme dominante. Le contexte de la guerre contre le terrorisme génère une attention démesurée à l'endroit du djihadisme. L'association pernicieuse entre radicalisation et djihadisme est illustrée entre autres par le nombre de publications dédiées aux loups solitaires et aux cellules autonomes djihadistes, alors que l'engagement dans la violence de militants d'extrême droite, d'extrême gauche ou nationalistes n'est pas forcément toujours perçu sous cet angle.

32. L'une des études les plus citées et discutées : Ted Robert Gurr, *Why Men Rebel*, Londres, Routledge, a été publiée pour la première fois en 1970. Depuis sont parus de très nombreux travaux sur l'engagement dans les mouvements sociaux violents, dans les guerres civiles ou encore dans les crimes de masse.

La seconde difficulté tient à la subjectivité qui en caractérise l'usage. En effet, le concept de radicalisation sert à opérer une distinction avec des prises de position ou des individus modérés. Or, la définition des actes modérés et radicaux sur un spectre politique varie fortement selon le contexte. Ainsi, ce qui est décrit comme radical dans un environnement peut relever de la norme dans une autre configuration. Cette relativité concerne d'abord la perception que de nombreuses sociétés ont développée de la place de la religion, et plus particulièrement de celle de l'islam, dans l'espace public. Le port de signes religieux considérés comme ostentatoires, à l'image du niqab, de la burqa ou encore du tchador, constitue pour beaucoup l'expression d'une radicalité religieuse à laquelle d'aucuns associent des desseins politiques, alors qu'il s'agit de la coutume ou de la norme culturelle dans des pays comme l'Iran, l'Afghanistan ou encore l'Arabie Saoudite.

Troisièmement, à l'heure actuelle, l'obstacle le plus important est le lien établi entre radicalisation et violence. Car pour beaucoup, la radicalisation apparaît comme précurseur du terrorisme³³, alors même qu'elle peut prendre de multiples formes et que les processus qui la sous-tendent n'aboutissent pas systématiquement à la violence. Seule une infime minorité de personnes dites radicalisées ou radicales évoluent vers la violence et/ou le terrorisme. Il faut donc plutôt se pencher sur les motivations qui poussent certains extrémistes à adopter des comportements violents et effectuer une distinction entre une radicalisation des

33. Peter Neumann relate très bien ces amalgames. Il en conclut d'ailleurs que le terme de radicalisation signifie pour beaucoup de chercheurs et de praticiens « tout ce qui se passe avant que n'explode la bombe ». Peter Neumann, « The Trouble with Radicalization », *International Affairs*, vol. 89, n° 4, 2013, p. 873-893.

idées, autrement appelée radicalisation cognitive, et une radicalisation comportementale, qui implique un passage à la violence³⁴. Cette dernière est souvent qualifiée de « radicalisation menant à la violence ».

Un engagement aux motivations multiples

La radicalisation comme processus contingent

Quelles sont les motivations des terroristes ? En donner une liste exhaustive serait bien tendancieux tant les trajectoires individuelles sont marquées par les différents contextes de socialisation dans lesquels l'individu, homme ou femme, évolue. Avant de pousser plus loin l'analyse, plusieurs remarques liminaires s'imposent. L'idée d'un basculement soudain dans la violence, soutenue par plusieurs analystes entre autres pour expliquer le passage à la violence des loups solitaires, a été infirmée par de nombreuses études. La radicalisation menant à la violence relève plutôt d'un processus aléatoire. Tout l'enjeu consiste donc à saisir les mécanismes et les facteurs qui sous-tendent la radicalisation menant à la violence, en tenant compte de la singularité des trajectoires des individus. Cela représente un défi d'autant plus grand qu'ils n'interviennent jamais de manière isolée ; ils interagissent les uns avec les autres. Les processus de radicalisation sont ainsi modelés par les dispositions individuelles (ressorts psychologiques ; manière de penser et d'agir), l'environnement social immédiat de l'individu, la compréhension qu'il en développe, ainsi que par des

34. Clark McCauley et Sophia Moskalenko, « Measuring Political Mobilization : The Distinction Between Activism and Radicalism », *Terrorism and Political Violence*, vol. 21, n° 2, 2009, p. 239-260.

dimensions structurelles et organisationnelles. Ces mécanismes et facteurs ne doivent pas être pensés comme des étapes successives à franchir pour parvenir à la violence. Ils contribuent plutôt aux processus de radicalisation de manière différente selon les personnes, à des degrés et à des moments différents. Surtout, ils n'ont pas le même poids en fonction des contextes sociaux et politiques.

Les environnements – social, culturel, religieux – dans lesquels se déroule la radicalisation sont importants, car ils délimitent les normes qui régissent les comportements individuels et collectifs. Il faut ainsi se pencher sur le rôle de la violence dans une configuration donnée, et la signification qui lui est attribuée. En effet, certaines sociétés sont plus violentes que d'autres et les barrières morales qui empêchent d'ordinaire d'avoir recours à la violence n'agissent pas de la même manière. Autre exemple : la radicalisation en temps de paix ou de guerre ne dépend pas toujours des mêmes ressorts. Quand une guerre éclate, l'entrée dans un groupe extrémiste qui pratique le terrorisme peut se faire par conviction. Mais pour certains individus, elle peut également représenter une opportunité, que ce soit de remettre en cause les hiérarchies sociales et statutaires, d'obtenir vengeance, ou encore d'acquérir de nouvelles ressources économiques ou un nouveau statut social. Dans des contextes de paix sociale, ce sont les rétributions symboliques et identitaires qui semblent primer.

Croyances et ressentiment

La radicalisation menant à la violence ne peut pas être réduite à l'adoption d'une idéologie politique, qu'elle ait ou non une forte composante religieuse. La séduction que le discours djihadiste opère sur certains individus ne suf-

fit pas à expliquer la radicalisation de celles et ceux qui le revendiquent. Toutefois, on ne peut nier l'importance des mécanismes cognitifs. La radicalisation passe en effet par l'adoption de croyances rigidifiantes, présentées comme absolues, défendant une vision simpliste et polarisante. Ces croyances tendent, au fur et à mesure de leur intériorisation, à enfermer la personne dans une logique de type paranoïde. S'il n'est pas question ici de psychologiser à outrance un processus qui va au-delà de ces seules dimensions psychologiques, nous ne pouvons écarter la tendance à faire des croyances radicales le prisme déformant à travers lequel la réalité sociale est appréhendée, nourrissant la perception d'une situation personnelle ou collective désavantageuse, discriminante ou humiliante.

Le récit que produit alors la personne résonne bien souvent avec les discours élaborés par les groupes extrémistes et/ou terroristes, jusqu'à en emprunter certaines justifications ou s'y fonder totalement. D'une manière quelque peu différente, un individu déjà socialisé, ou à tout le moins sensibilisé aux messages politiques véhiculés par ces mêmes organisations, peut aligner ses croyances sur un discours dans lequel il se reconnaît. Le système de justification et la vision du monde que ces discours fournissent deviennent ainsi des ressources. Certains en développent une connaissance approfondie; d'autres en acquièrent une maîtrise très aléatoire et superficielle. Dans tous les cas, ces messages politiques agissent comme un cadre de référence, utilisé par les organisations terroristes qui cherchent à favoriser le recrutement ou l'action.

Si le contenu et l'articulation des discours varient d'un groupe à l'autre, ils adoptent tous une posture victimaire. Bien souvent, l'expression d'un fort ressentiment accompagne l'adoption et l'intériorisation de croyances

extrémistes. Le ressentiment est associé à l'expression de rancune, d'hostilité, et de frustrations réelles ou perçues qui en viennent à structurer la pensée de l'individu³⁵. Il est d'ailleurs très habilement instrumentalisé par les propagandes extrémistes, qui véhiculent une vision du monde tronquée, insistant sur des événements érigés en traumatismes collectifs et passant sous silence des faits qui pourraient instiller un doute dans l'esprit des publics cibles. Ces propagandes s'appuient sur des dispositifs de sensibilisation, qui visent à choquer et à provoquer une réaction. Ce faisant, elles alimentent un profond sentiment d'injustice et l'impression d'une infériorisation qui serait voulue et orchestrée par ces « Autres » honnis.

Toujours dirigé contre quelqu'un d'extérieur au groupe, le ressentiment induit parallèlement l'expression d'un besoin de reconnaissance pour soi ou pour la communauté à laquelle la personne en voie de radicalisation dit appartenir. Il est avant tout basé sur l'idée que les individus ou la communauté perçue comme discriminée disposent d'une supériorité morale, qui justifie les actions entreprises pour redresser les torts induits par les décisions et les actes qui lui sont imposés. Les discours extrémistes, qui ne s'encombrent d'aucune nuance, se révèlent particulièrement mobilisateurs, car ils fournissent un prêt-à-penser qui cadre avec l'expérience et les perceptions de certains individus, ou offrent une nouvelle vision du monde à des personnes en manque de repères ou à la recherche de nouvelles références et expériences.

Paradoxe : le fait que ces discours soient dénoncés comme extrémistes et délégitimés par un système

35. Max Scheler, *L'homme du ressentiment*, Paris, Gallimard, coll. « Idées nrf », 1970 ; Pierre Ansart (dir.), *Le ressentiment*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit, Territoires, Cultures », 2002.

présenté comme corrompu ou infiltré peut augmenter leur potentielle résonance. La multiplication de groupes porteurs de messages politiques semblables ne fait que renforcer leur légitimité aux yeux de ces jeunes et moins jeunes séduits par une offre radicale. Cela opère une banalisation d'autant plus efficace que ces discours transcendent bien souvent les contextes nationaux. La composante extrémiste peut alors paraître moins illégitime à celles et ceux qui hésiteraient à sortir de la norme politique.

Outrage moral, humiliation perçue et radicalisation

L'engagement dans l'extrémisme et la violence, que celle-ci soit terroriste ou non, peut s'expliquer de manière très différente d'un individu à l'autre. Il peut être en partie imputable aux effets de variables macroéconomiques ou sociales susceptibles d'engendrer une insatisfaction et de pousser la personne à chercher une alternative à un système dans lequel elle ne trouve pas sa place. On peut penser ici à la marginalisation économique, à des discriminations politiques basées sur l'appartenance à une minorité ethnique, religieuse ou une communauté culturelle, ou encore à l'absence de perspectives d'avenir.

Plusieurs jeunes Belges ou Français issus de banlieues défavorisées et secouées par des violences criminelles et structurelles ont ainsi fait état de leur sentiment de marginalisation ou d'exclusion, et ont imputé *a posteriori* à cette ségrégation ressentie les causes de leur radicalisation. Au Mali, où les hiérarchies statutaires constituent au sein de chaque communauté un ensemble de contraintes sociales fortes, l'engagement dans des groupes djihadistes représente l'opportunité de contester les ordres sociaux établis, particulièrement pour les Maliens appartenant à des tribus

ou castes subalternes. Les groupes djihadistes l'ont très bien compris, eux qui font de la religion un facteur d'unité au-delà des conditions sociales ou de l'appartenance tribale. De même, certains de ces groupes rétribuent leurs combattants afin de répondre à un besoin dans une société marquée par de fortes disparités sociales et économiques, un taux de chômage élevé et une corruption endémique. Bien évidemment, tous les individus ne chercheront pas à contrer les effets de ces stratifications sociales ou de la précarité économique par l'entrée dans l'extrémisme et la violence ; certains y verront, toutefois, une forme de valorisation sociale, de reconnaissance ou encore un moyen d'échapper à leur condition qu'ils estiment peu enviable.

Les événements de l'actualité (géo-)politique peuvent aussi indirectement contribuer au processus de radicalisation de certains. La mise sur pied de la coalition internationale pour bombarder les positions de l'organisation « État islamique » en Irak et en Syrie a ainsi pu heurter des gens, qui y ont vu une volonté d'anéantir ce qu'ils pensent être le « vrai islam ». Pour d'autres personnes, ce sont des épisodes, que d'aucuns jugent de prime abord anodins, qui ont pu déclencher ou accélérer la radicalisation, comme la publication de caricatures mettant en scène Mohammed dans un journal danois, ou la controverse entourant l'arrivée massive de réfugiés syriens en Europe et au Canada. Ces événements peuvent heurter quelques individus qui verront dans les discours extrémistes un moyen de contrer l'outrage moral perçu. Le sentiment d'injustice et le ressentiment qu'il alimente peuvent alors devenir les fondements de l'action extrémiste.

Mais ni l'événement seul ni la condition de précarité socioéconomique ne suffisent à motiver l'engagement. Il faut toujours que la situation expérimentée soit interprétée.

Cela nous renvoie au rôle majeur des mécanismes cognitifs et émotionnels qui tendent à enfermer l'individu dans une logique d'opposition systématique au système dans lequel il évoluait jusque-là. Les croyances extrémistes deviennent *totalisantes* dans le sens où elles servent, pour les individus concernés, à interpréter autrement *toute* la réalité sociale, passée comme présente.

La force des réseaux interpersonnels

Le groupe joue un rôle central. En effet, les processus de radicalisation sont aussi et surtout initiés ou renforcés par les réseaux interpersonnels et relationnels. L'entrée en radicalité signifie généralement intégrer un groupe, une communauté ou un « entre soi » envers lequel l'individu développe un puissant sentiment d'appartenance. Ces communautés peuvent d'abord se structurer sur Internet à travers la participation à des groupes Facebook ou à des forums. L'utilisation d'Internet, et plus particulièrement des médias sociaux, peut créer une proximité virtuelle entre leurs participants. La logique d'opposition systématique, associée à la clandestinité et au caractère déviant des desseins politiques et sociaux qui animent ces différents acteurs, dans le réel et le virtuel, peut d'ailleurs générer une forte solidarité entre eux. L'opposition provoque le développement de sentiments de loyauté et de camaraderie, qui sont quelquefois renforcés par des rites de passage ou un serment d'allégeance. Les leaders charismatiques, qui contribuent plus que tout autre membre du groupe à valider et à conforter l'engagement physique et moral de leurs partisans, ont une forte influence, mais il ne faut pas oublier que la pression exercée par les pairs rend tout désengagement complexe et potentiellement coûteux.

Nombreuses sont les personnes radicalisées faisant état de la sécurité personnelle et émotionnelle que l'adhésion à un groupe extrémiste ou terroriste leur a fournie. Leur engagement est considéré comme un moyen de regagner leur dignité et de se constituer un nouveau réseau d'interconnaissances, bien souvent assimilé à une nouvelle famille soudée par le partage de semblables convictions et d'un même idéal. La dynamique de groupe influence l'enracinement des perceptions et croyances qui se trouvent au fondement des discours produits par l'organisation, reproduits et véhiculés par ses membres.

Une autre dimension a trait à l'importance des réseaux personnels de socialisation primaire ou secondaire dans l'engagement individuel au sein de groupes extrémistes. Les personnes qui ont grandi dans des familles leur ayant, par exemple, inculqué une vision raciste auront du mal à se détacher de telles représentations, si elles ne sont pas ou peu confrontées à d'autres interprétations. Cette adhésion à des valeurs qui s'écartent de la norme pourrait se traduire pour certains par un engagement politique. Ainsi, l'engagement peut être inconscient, ou plutôt « invisible³⁶ », à l'image de ces gens formés très jeunes à une idéologie les rendant plus réceptifs à un recrutement par une organisation extrémiste. C'est le cas de plusieurs jeunes Pakistanais éduqués dans des madrasa professant une vision très rigoriste de l'islam. Ces écoles coraniques sont fréquemment considérées comme des incubateurs pour plusieurs groupes talibans, qui forment par la suite les jeunes à l'action armée.

36. Xavier Crettiez, « "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente » (seconde partie), *Pôle Sud*, n° 35, 2011, p. 108.

De manière générale, et peut-être moins dramatique, l'influence de réseaux amicaux, familiaux et même sportifs peut être tout à fait décisive sur l'engagement ou le recrutement. Le lien de confiance préexistant, le partage d'un projet commun, l'instauration d'une dynamique collective autour de l'aventure qui s'annonce, ou encore le suivisme, peuvent faciliter l'entrée dans une forme de radicalité violente. Ces mécanismes relationnels semblent plus déterminants dans certains cas que l'identification à un discours idéologique, qui n'intervient qu'après l'engagement et dénote une très grande superficialité la plupart du temps. On comprend que le passage à la violence peut aussi se faire de manière circonstancielle et contingente.

Les terroristes sont-ils des fous ?

Le processus de radicalisation menant à la violence nécessite, entre autres choses, un abaissement des barrières morales, processus nécessaire à la légitimation et à l'usage de la violence. De multiples facteurs, intervenant avant, pendant ou après l'engagement, expliquent la réceptivité d'un individu à des discours et à des pratiques extrémistes. L'un de ceux qui reviennent le plus souvent dans les réflexions émises sur les jeunes séduits par la violence djihadiste ou partis en Syrie insiste sur leur vulnérabilité psychologique. Est-ce à dire que les terroristes sont des fous ?

Les études menées depuis les années 1970 n'ont cessé de démontrer l'intrigante normalité des terroristes³⁷. La plupart des chercheurs s'entendent pour dire que la plupart des

37. Sur la question de la normalité : Andrew Silke, « Cheshire-Cat Logic: The Recurring Theme of Terrorist Abnormality in Psychological Research », *Psychology, Crime and Law*, vol. 4, n° 1, 1998, p. 51-69.

terroristes ne souffrent pas de désordres cliniques psychopathologiques³⁸. Certains font toutefois preuve de fragilité psychologique, à l'image de Theodore Kaczynski, encore surnommé Unabomber³⁹. Si des facteurs psychologiques expliquent en partie le passage à l'acte, ils ne semblent pas constituer des incitatifs directs. D'ailleurs, les travaux les plus récents démontrent bien que la relation entre troubles psychologiques et engagement dans la violence est excessivement complexe. Les terroristes sont en effet rarement guidés par des pulsions. Ils restent des acteurs rationnels, qui préméditent leurs actes et les inscrivent presque toujours dans un référentiel idéologique plus large.

Ce qui ne veut pas dire que certains ne souffrent pas d'une forme ou d'une autre de fragilité sociale, identitaire ou psychologique. Il semblerait même que nombre d'extrémistes et de terroristes, qui n'ont pas été exposés jeunes à des idées radicales, aient vécu une sorte de rupture identitaire, en s'éloignant de leur famille et du modèle qu'elle incarne, devenu un repoussoir à leurs yeux. Ils s'intègrent alors à un nouveau réseau amical qui les amène à se redéfinir, souvent à un moment charnière

38. Nombreux sont les chercheurs qui s'entendent sur le fait que les terroristes ne sont pas plus susceptibles de souffrir de troubles de personnalité que les personnes non violentes qui proviennent des mêmes milieux. Voir Clark McCauley et Mary M. Segal, « Social Psychology of Terrorist Groups », Clyde Hendrick (dir.), *Review of Personality and Social Psychology*, vol. 9, 1987. Sur la question de la normalité : Andrew Silke, « Cheshire-Cat Logic : The Recurring Theme of Terrorist Abnormality in Psychological Research », *Psychology, Crime and Law*, vol. 4, n° 1, 1998, p. 51-69.

39. Theodore Kaczynski a envoyé, entre 1978 et 1995, soit pendant près de dix-huit ans, des colis piégés à des personnes aux États-Unis qui incarnaient selon lui le progrès technologique. Unabomber présenterait une fragilité psychologique importante : Ramon Spaaij, *Understanding Lone Wolf Terrorism : Global Patterns, Motivations and Prevention*, Londres, New York, Springer, 2012.

de leur vie (l'adolescence, l'entrée dans l'âge adulte, une rupture amoureuse, un échec personnel, une perte d'un emploi...). Nombreux sont alors ceux qui s'identifient à un modèle les mettant en porte-à-faux par rapport à la société dans laquelle ils ne se reconnaissent plus. Cette volonté de rompre avec la génération de leurs parents et de se réinventer à travers un modèle alternatif de société se retrouve dans toutes les mouvances idéologiques. Elle est fréquemment nourrie par des problèmes personnels susceptibles d'engendrer des tiraillements identitaires.

Fait certain, cette volonté frappe avec acuité certains jeunes musulmans de deuxième et de troisième génération dans les pays occidentaux. En plus d'être écartelés entre de multiples identités, d'être confrontés pour beaucoup à une précarité sociale et à des discriminations systémiques, ils sont soumis à diverses influences, que ce soit à travers leurs réseaux d'amis ou par la disponibilité de visions plus rigoristes de l'islam. Pour eux, l'adhésion à ces nouveaux environnements sociaux devient un moyen de se redéfinir. Une telle analyse pourrait être transposée en partie, à quelques nuances près, aux militants qui s'engagent dans des groupes d'extrême droite. La rupture générationnelle engendre des repositionnements identitaires qui peuvent impliquer un passage à la radicalité, suivi pour quelques-uns de l'adoption de comportements violents.

Ces moments de rupture peuvent créer un sentiment de vide ou de malaise identitaire. Ainsi, les études convergent autour de plusieurs caractéristiques communes à nombre de terroristes et d'extrémistes : un sentiment de déclassement et d'aliénation ; une impression fortement ancrée que le système social et politique représente un obstacle à leur épanouissement et à celui de leur communauté, et ne leur donne pas l'opportunité de s'investir dans la société ;

une très forte empathie (ce qui explique en partie pourquoi la plupart des terroristes, voire des extrémistes, s'identifient aux individus ou aux communautés qu'ils disent représenter), qu'ils sont capables de faire taire quand vient le temps de passer à la violence; le sentiment d'avoir trouvé dans leur nouvelle communauté d'appartenance un moyen d'augmenter leur estime de soi⁴⁰.

Les rétributions psychologiques et émotionnelles semblent donc être au cœur des bénéfices que les jeunes radicalisé(e)s retirent de leur affiliation à des groupes extrémistes et terroristes et de leur engagement à long terme. Au-delà de ces considérations, il reste à comprendre comment une fragilité psychologique marque l'engagement. Un débat public est né à ce sujet. Plusieurs personnes estiment que les auteurs de la fusillade dans une discothèque d'Orlando, en Floride, le 16 juin 2016, de l'attentat au camion-bélier à Nice, en France, le 14 juillet 2016, et de l'agression dans un train à la hache et au couteau à Wurtzbourg, en Allemagne, le 18 juillet 2016, sont les produits d'un endoctrinement rapide, superficiel⁴¹, encouragé par le groupe « État islamique » et facilité par l'existence d'une fragilité psychologique. L'auteur de la fusillade d'Orlando, qui a visé une boîte de nuit fréquentée par la communauté gaie et lesbienne, aurait ainsi été en proie à une crise identitaire, tiraillé entre sa volonté de

40. Xavier Crettiez, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, p. 709-727.

41. Pour Jean-Pierre Filiu, cette accélération rend impropre le terme de radicalisation. D'après lui, il faudrait parler de « conversion » : Jean-Pierre Filiu, « Une "radicalisation très rapide", cela s'appelle une conversion », *Un Orient si proche*, blog de Jean-Pierre Filiu, <http://filiu.blog.lemonde.fr/2016/07/17/une-radicalisation-tres-rapide-cela-sappelle-une-conversion/>.

respecter les préceptes de l'« État islamique » et son homosexualité présumée. Il correspondrait donc parfaitement au profil de ces individus vulnérables, influençables et peu idéologisés.

Or, pour la majorité des chercheurs, cette thèse ne tient pas, car la radicalisation reste un processus qui n'est pas instantané⁴². Le passage à l'acte peut certes être plus rapide, notamment grâce à la disponibilité de l'information sur Internet et au peu de moyens nécessaires pour commettre un attentat. La « mode » des attaques perpétrées à l'aide de voitures et de camions-béliers (Nice, Berlin, Londres, Barcelone, etc.) l'illustre tragiquement. Le nœud du débat réside donc une fois encore dans la relation entre radicalisation cognitive et radicalisation comportementale. Cette dernière est loin d'être univoque et pourrait, chez les individus présentant des fragilités sociales, psychologiques ou des troubles mentaux, entraîner un abaissement plus aisé des barrières morales et autres mécanismes d'inhibition, qui en temps normal empêchent ou refrèment l'usage de la force.

Cela nous ramène également à une autre réalité : le djihadisme, qui domine aujourd'hui la scène terroriste, semble être devenu une idéologie contestataire attractive pour des personnes en situation de rupture, à la recherche de nouveaux référents identitaires ou d'aventure, ou tout simplement mal dans leur peau. Le phénomène des convertis nous montre combien le djihadisme peut être perçu comme un projet de vie alternatif, si ce

42. Voir les différentes définitions répertoriées par Alex Schmid, qui insistent toutes sur le fait que la radicalisation est un processus. Alex Schmid, « Radicalisation, De-Radicalisation, Counter-Radicalisation : A Conceptual Discussion and Literature Review », *ICCT Research Paper*, mars 2013.

n'est un refuge. Les propagandes djihadistes, qui ciblent particulièrement ces publics vulnérables, n'y sont pas totalement étrangères.

Ainsi, terroristes et extrémistes ne doivent pas être considérés comme des malades mentaux. Ils n'incarnent pas, non plus, le mal absolu, contrairement à ce que certains acteurs politiques sous-entendent. Sans chercher ni à les excuser ni à les victimiser, ils doivent plutôt être vus comme des acteurs qui font des choix soutenus par les représentations qu'ils ont du monde qui les entoure et les solutions qu'ils entendent apporter aux problèmes auxquels ils s'identifient. Ces individus, pris dans des engrenages qui les dépassent, finissent par adhérer à un projet politique qui place la violence au centre de ses stratégies.

Les femmes aussi se radicalisent

Bien qu'il soit impossible d'établir un profil ou encore une trajectoire type qui mènerait à l'engagement, force est de constater que la plupart des terroristes sont des hommes, âgés d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années. Mais cela ne veut pas dire que les femmes ne versent pas dans l'extrémisme et le terrorisme. Bien au contraire, elles ont souvent une place de choix dans les stratégies militaires et politiques des organisations, et participent d'ailleurs régulièrement à leur élaboration. Dès le XIX^e siècle, les groupes anarchistes comptaient dans leurs rangs des femmes, dont certaines occupaient des fonctions de combattantes. Des femmes étaient aussi actives dans les groupes d'extrême gauche européens qui œuvraient durant les années 1970 et 1980. Certaines, à l'image d'Ulrike Meinhof, souvent considérée comme la principale idéologue de la Fraction armée rouge, active

en Allemagne, ont joué un rôle central dans le fonctionnement de ces organisations terroristes, ainsi que dans la mise en place d'un discours légitimant le passage à la violence et la commission d'attentats terroristes. Les femmes ont été et sont encore fortement représentées dans plusieurs groupes nationalistes, ayant eu recours au terrorisme, que l'on pense à l'IRA, en Irlande du Nord, à l'ETA au Pays basque ou encore aux FARC en Colombie.

Bien que plus discrètes dans les groupes d'extrême droite, souvent reléguées à des fonctions subalternes, les femmes n'en sont pas moins présentes. On pourrait penser que les groupes djihadistes, compte tenu de la vision archaïque qu'ils ont des rapports hommes-femmes, ne laissent que peu de place à celles-ci. Et pourtant, plusieurs groupes djihadistes ont eu recours à des femmes, y compris pour des opérations kamikazes, à l'image de groupes palestiniens, tchéchènes, nigériens (comme Boko Haram), etc.

De plus, le groupe « État islamique » n'a pas ménagé ses efforts pour inciter les femmes à rejoindre ses rangs. Même si, dans ce dernier cas, peu de femmes se sont vu attribuer un rôle militaire, l'énergie déployée pour les attirer montre l'intérêt de ce groupe à diversifier ses recrues. Cela nous ramène à une distinction souvent occultée : le fonctionnement d'un groupe terroriste, et dans une autre mesure d'un groupe extrémiste, ne peut se faire sans des individus, hommes et femmes, qui assurent des fonctions logistiques, apportent un soutien ou encore une caution morale. Ces individus représentent des rouages essentiels au sein d'une organisation et sont souvent aussi radicalisés que ceux qui tiennent un fusil ou déclenchent une bombe.

Cet intérêt démontré par les groupes extrémistes et terroristes variés cacherait-il une volonté d'instrumentaliser les motivations de femmes, qui n'auraient que peu à voir

avec celles des hommes ? La violence politique des femmes relevait jusqu'à récemment de l'impensable. Longtemps, leur rôle fut occulté, car les femmes sont plus volontiers associées aux actions pacifiques que leurs homologues masculins, envisagés comme plus belliqueux⁴³.

La femme est ainsi, la plupart du temps, présentée comme une victime des groupes dans lesquelles elle se serait engagée. On la dit alors motivée par la vengeance après avoir subi des traumatismes, pour celles qui ont vécu la guerre, liés à ses affres et ses souffrances. L'expression « veuves noires » a contribué à populariser le phénomène des femmes kamikazes tchétones, particulièrement après la prise d'otages au théâtre moscovite de la Doubrovka par un commando suicide composé de vingt-et-un hommes et dix-neuf femmes en octobre 2002. Ces dernières portaient de longues robes et des voiles noirs ; leur taille était entourée d'une ceinture d'explosifs. Les récits journalistiques et scientifiques⁴⁴ qui émergent après cet événement insistent sur les pertes – d'un mari, d'un frère, de proches... – qu'auraient subies ces femmes lors de la seconde guerre russo-tchétène (1999-2009), marquée par une brutalité extrême.

Si le parcours de plusieurs de ces femmes reflète cette réalité, la forte propension à ne voir, dans leur participation à des commandos suicides ou à la commission

43. Pour comprendre le déni entourant la violence des femmes comme objet d'étude et ses conséquences pour l'appréhension du phénomène de manière générale, voir Coline Cardi et Geneviève Pruvost, « La violence des femmes : occultations et mises en récit », *Champ Pénal/Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie*, vol. 8, 2011, <http://champpenal.revues.org/8039>.

44. John Reuter, *Chechnya's Suicide Bombers: Desperate, Devout or Deceived*, Washington, DC, American Committee for Peace in Chechnya, 16 septembre 2004.

d'attentats-suicides, que des actes guidés par la vengeance et le désespoir nous semble des plus réductrice. Certes, la vengeance reste dans la société tchéchène une pratique répandue et socialement acceptée. Mais l'insistance avec laquelle elle est pointée du doigt comme responsable de ces engagements cache les autres motivations qui peuvent sous-tendre, en Tchétchénie comme ailleurs, l'entrée des femmes dans la violence.

Il y a donc lieu de se détacher d'une vision dramatique ou romantique de la trajectoire des femmes terroristes et extrémistes. Certaines sont, en effet, motivées par des convictions profondément ancrées, comme l'illustrent les cas d'Ulrike Meinhof (Fraction armée rouge), de Nathalie Ménigon (Action directe, groupe d'extrême gauche français), de Leila Khaled (ancienne militante du Front populaire de libération de la Palestine, ayant participé au détournement de deux avions en 1969 et 1970), sans oublier les femmes qui participent aux unités combattantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK – Turquie).

Les mécanismes cognitifs jouent le même rôle pour les femmes que pour les hommes. Parallèlement, l'altruisme, alimenté par une vision romantique de la lutte, peut également conduire les femmes à l'engagement. Ce serait même la motivation principale ayant guidé les jeunes cégépiennes qui ont quitté le Québec pour rejoindre les rangs du groupe « État islamique » entre 2014 et 2016. Le malaise identitaire ou la fragilité sociale qu'une majorité d'entre elles ont exprimé trouverait un contrepoids dans un engagement motivé par l'envie d'être utile ou de participer à un projet d'envergure. Pour d'autres femmes, l'influence d'un proche, d'un ami, d'un mari, d'un amant, ou encore l'intégration dans de nouveaux réseaux peut aboutir à un passage à la radicalité. « L'aveuglement » que

créeraient les sentiments amoureux est d'ailleurs souvent considéré comme un facteur d'engagement.

On ne peut pas non plus exclure l'endoctrinement que certaines femmes subissent, au même titre que les hommes. Elles peuvent aussi endurer des menaces, des manipulations et des agressions. De nombreux cas d'enrôlement forcé ont été rapportés en Colombie (au sein des FARC), au Nigéria (dans Boko Haram), pour ne mentionner que ces deux exemples très différents. Un constat s'impose toutefois : les femmes peuvent devenir bourreaux au même titre que les hommes, et leurs motivations ne diffèrent que peu de celles des hommes.

La diversité des trajectoires rend complexe la compréhension du processus de radicalisation. Toutefois, des points convergents ressortent au fil des analyses des chercheurs : les hommes et les femmes qui se radicalisent entendent, dans leur majorité, redresser une situation qui les touche directement ou pas, et qu'ils vivent comme dégradante, discriminante et humiliante ; ils expriment un besoin de reconnaissance et des ressentiments envers un système, et recherchent à travers leur engagement une forme de valorisation ; le groupe agit comme une instance de socialisation qui se referme progressivement sur ses membres ; la participation à une cause ou à un projet collectif peut apporter une rétribution psychologique et émotionnelle importante et conduire les militants à des sacrifices personnels.

Ces conclusions sont partagées par les nombreux chercheurs qui ont réfléchi à la déradicalisation⁴⁵. L'un de leurs objectifs est d'offrir des outils aux gouvernements ayant

45. Mary Beth Altier et John Horgan, « The Future of Terrorist De-Radicalization Programs », *Georgetown Journal of International Affairs*, été-automne 2012, p. 83-90.

lancé les programmes de déradicalisation, alors que leurs prisons se remplissent d'extrémistes et de terroristes, et que se profile à l'horizon le retour des combattants étrangers ayant servi aux côtés de groupes djihadistes en Syrie, en Irak ou ailleurs. Ces programmes, marqués par une très grande diversité, visent, souvent au terme d'une sentence de prison, à permettre à ces personnes de réintégrer la société. Ils ont connu quelques réussites en Arabie Saoudite et en Égypte. Mais ils font face à un dilemme important : comment établir avec certitude qu'un individu est bel et bien déradicalisé et qu'il ne représentera pas dans le futur une menace pour la société ?

Tout comme la radicalisation, la déradicalisation est un processus aux résultats incertains. Les États tentent donc de réagir en amont, en multipliant les efforts de prévention, basés sur un système d'alerte activé par les proches, les amis, les collègues inquiets d'un changement de comportements ou de discours. Le recul manque pour évaluer les résultats de tels mécanismes de prévention. Toutefois, dans un contexte où les dirigeants politiques expriment nombre d'inquiétudes devant la montée des extrêmes et la persistance de la menace djihadiste, les centres de prévention peuvent contribuer à désamorcer la radicalisation d'un certain nombre d'individus susceptibles de représenter un danger pour la société.

5. LES TERRORISMES, DES PHÉNOMÈNES AUX CONTOURS FLOUS

De l'impasse définitionnelle...

Les études sur les terrorismes se sont multipliées depuis 2001, particulièrement dans le monde anglo-saxon, jusqu'à inonder les tablettes des librairies et bibliothèques. Si l'éclairage fourni par la recherche a permis d'affiner la compréhension de plusieurs dimensions liées aux terrorismes, aux extrémismes et à la radicalisation, cela n'a pas dissipé la confusion qui persiste autour de ces phénomènes. Ainsi, il n'existe pas de définition scientifique qui fasse consensus. Ce constat concerne tant le concept de terrorisme que celui de radicalisation. Qui plus est, plusieurs disciplines se côtoient – la science politique, la sociologie, la psychologie, l'économie, le droit... – sans toujours se rejoindre. C'est que les chercheurs n'abordent pas la question sous le même angle, ne suivent pas tous la même démarche, ne traitent pas le sujet au même niveau d'analyse. De plus, ils ont recours aux boîtes à outils théoriques et méthodologiques propres à leur discipline ou à leur champ d'expertise.

Cette pluridisciplinarité représente un défi qu'il est parfois difficile de surpasser. Le cloisonnement n'est certes pas total et les initiatives sous forme de projets de recherche rassemblant des chercheurs originaires de différents horizons disciplinaires se multiplient. Le Canadian Network for Research on Terrorism, Security and Society⁴⁶ en est un exemple éloquent. Fort de plus d'une centaine de membres, ce centre produit des recherches sur plusieurs aspects liés au terrorisme, à la radicalisation et à la lutte contre ces menaces en privilégiant un regard pluridisciplinaire.

Ces collaborations n'ont toutefois pas permis de mettre fin à l'impasse définitionnelle qui persiste dans les études sur le terrorisme. Chacun tend à s'appuyer sur la définition qui lui semble la meilleure en fonction des besoins de son étude. Or, l'absence de définition commune entrave la communication et amoindrit les effets sociaux de la recherche. Car comment être certain que tous les chercheurs travaillent bel et bien sur un même phénomène, alors qu'ils se montrent incapables d'adopter un langage commun ?

Les conditions de production du savoir créent une fragmentation poussée, qui est accentuée par l'influence de l'actualité politique. Ce que les décideurs politiques perçoivent comme une mutation de la menace entraîne indirectement une redéfinition des priorités scientifiques. Dans les années 2000, les études sur le djihadisme et particulièrement sur Al-Qaida ont été privilégiées, avant que l'intérêt des chercheurs ne se porte majoritairement sur la radicalisation, le groupe « État islamique » et les combattants étrangers partis rejoindre la Syrie.

46. Pour une meilleure idée des recherches menées au sein de ce centre, consulter <http://tsas.ca/>.

La course aux subventions engendre un certain pragmatisme, ce qui explique que certains chercheurs fassent évoluer leurs projets en fonction des priorités définies par les organismes subventionnaires. Ces derniers sont, comme dans d'autres domaines, influencés par l'actualité et le sentiment d'impuissance saisissant les décideurs politiques devant la multiplication des attentats. Depuis 2011, l'intérêt pour l'extrême droite a augmenté en Amérique du Nord et en Allemagne, sans toutefois effacer l'obsession pour le djihadisme. En France et en Belgique, les études sont plus que jamais consacrées à l'« État islamique » et à ses combattants, conséquence directe des attentats de 2015 et 2016.

Dans ces circonstances, la définition des phénomènes terroristes devient secondaire. Et pourtant, elle devrait se situer au cœur de toute réflexion. Il faut dire que l'entreprise est loin d'être simple. La politisation du terme lui confère une bonne dose de subjectivité, que le lancement de la guerre globale contre le terrorisme n'a fait que renforcer. Et puis, il y a la question de la diversité des terrorismes, qui pose de sérieux problèmes aux chercheurs qui attendent à cette question. Les terrorismes du XIX^e siècle peuvent-ils être comparés au terrorisme djihadiste qui sévit depuis le milieu des années 1990 ? De même, doit-on faire une distinction entre ce qui relèverait d'un terrorisme amateur et d'un terrorisme professionnalisé ? Entre celui des loups solitaires et celui des groupes ? Entre celui qui est utilisé en temps de guerre par des groupes insurgés et celui employé par des groupuscules agissant de manière clandestine sur le territoire des États qui ne connaissent pas de conflit armé ?

... à la cacophonie conceptuelle

Ces questionnements sont loin d'être nouveaux et renvoient à l'incertitude qui entoure la conceptualisation de cette forme de violence. Elle est en effet proche, dans certaines de ses déclinaisons, d'autres types de violence comme la guérilla. Là encore, les chercheurs ne s'entendent pas sur les critères qui distinguent un attentat terroriste d'un acte de guérilla. Pour certains, l'utilisation d'un engin explosif improvisé contre un convoi militaire de la coalition internationale sur les routes afghanes relève du terrorisme, alors que d'autres auteurs y voient une action insurgée. D'autres encore prétendent qu'il est de plus en plus difficile de différencier les types de violence dans les contextes actuels. Les guerres civiles qui représentent des terrains fertiles pour plusieurs groupes terroristes sont marquées par une grande fluidité. Ainsi, un membre d'un groupe taliban peut être cultivateur de pavot le matin, combattant le soir venu et participer le lendemain à une transaction qui s'apparente à la criminalité organisée. De la même manière, les groupes djihadistes, acteurs premiers de l'instabilité politique dans le nord du Mali depuis la signature d'un accord de paix à Alger en 2015 entre le gouvernement malien et les principaux protagonistes modérés du conflit, se nourrissent en partie du commerce illégal et des trafics qui fleurissent dans la région.

Or, quand un groupe est considéré comme terroriste, à l'image d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, tous les actes violents qu'il commet ont tendance à être catégorisés comme tels. Pourtant, plusieurs relèvent d'autres logiques. Les distinguer devient crucial, si l'on veut pouvoir évaluer la nature réelle de la menace, la manière dont

le groupe fonctionne et se finance, ainsi que les relations qu'il entretient avec d'autres acteurs régionaux.

Car le terrorisme est rarement la seule tactique ou technique violente employée. Pour mieux saisir ce qu'il est, il faut interroger les processus qui se produisent en amont et conduisent à l'acte. Il s'agit donc de replacer l'acte ou la campagne d'attentats dans leur contexte et de préciser à quels moments il surgit, quelquefois au milieu d'autres formes de violence, insurgées ou criminelles. Une telle démarche est essentielle pour comprendre, au-delà de la catégorisation imposée par les perceptions dominantes de la menace, ce qui fait la spécificité du terrorisme.

De la même manière, il faut éviter l'amalgame entre extrémisme et terrorisme. Cela se révèle moins aisé depuis 2015, alors que le terme d'extrémisme violent parsème de nombreux discours d'hommes politiques et de dirigeants d'organisations internationales. Ces derniers souhaitent de cette façon envoyer un message, qui vise en partie à réorienter l'action politique : la répression contre les groupes terroristes ne suffit plus ; il faut parallèlement adopter une approche préventive plus affirmée, en se penchant sur les causes socioéconomiques et politiques de la radicalisation. Cet ajustement de langage illustre aussi une volonté de se détacher du terme de « terrorisme », aujourd'hui bien trop connoté et stigmatisant pour les communautés musulmanes.

La recherche n'a pas échappé à cet effet de mode. Mais les concepts d'extrémisme violent et de terrorisme renvoient-ils à une même réalité sociale et politique ? Sont-ils les deux côtés d'une même médaille ou sommes-nous devant deux phénomènes différents ? Une fois encore, faute de consensus sur leur définition, les réponses à ces questions fluctuent. Le flou est d'autant plus grand que ces

termes sont parfois utilisés de manière interchangeable, et distingués à d'autres moments⁴⁷. Le terrorisme devient alors une déclinaison de l'extrémisme violent, voire une extension du terme d'extrémisme. Ajoutons à cela que les termes radicalisme et extrémisme sont souvent considérés comme des synonymes, ce qu'ils ne sont pourtant pas.

Étymologiquement parlant, être radical veut dire retourner à la racine, alors que l'extrémisme suppose le rejet de l'ordre établi et son remplacement. La nuance est cependant mince, et radicalisme, extrémisme et terrorisme peuvent se nourrir l'un l'autre. Certes, le lien entre idéologie et passage à la violence reste encore à éclaircir, même si nombre de chercheurs s'entendent pour affirmer qu'un discours idéologique forme un catalyseur de la violence seulement s'il résonne avec des perceptions plus ou moins solidement ancrées. Tout l'enjeu consiste donc à activer les bons ressorts pour rendre la violence légitime et en faire une ressource première de l'action politique. La victimisation, adossée à une déshumanisation de l'« Autre », représente en cela l'un des mécanismes les plus mobilisateurs.

La définition que l'on donne aux termes de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme reste contingente, et dépend beaucoup des contextes et de la norme politique qui prévaut à une époque donnée. Martin Luther King et Nelson Mandela ont été qualifiés de radicaux, avant de devenir des symboles de l'ouverture et de la démocratie. De même, l'acceptation dans les espaces publics de groupes aux idées extrémistes varie plus que jamais. Ainsi, dans de nombreux pays européens, comme la France, l'expression et

47. Alex Schmid, « Violent and Non-Violent Extremism : Two Sides of the Same Coin ? », *ICCT Research Paper*, mai 2014, <https://www.icct.nl/download/file/ICCT-Schmid-Violent-Non-Violent-Extremism-May-2014.pdf>.

la circulation d'idées extrémistes sont considérées comme potentiellement dangereuses, car elles pourraient conforter une adhésion à un groupe terroriste, faciliter la radicalisation ou inciter des individus isolés à passer à l'action. En revanche, dans les pays qui privilégient une approche dite « anglo-saxonne », comme le Canada, l'expression de propos extrémistes est tolérée au nom de la liberté d'expression, et seule la violence est prohibée et condamnable⁴⁸. Un garde-fou existe toutefois, car tout ne peut pas être dit : les discours des uns et des autres ne peuvent propager la haine. Toutefois, les contours de la propagande et des crimes haineux restent difficiles à tracer avec certitude dans les sociétés où ces débats font naître moult tensions.

On le voit, plus l'on progresse dans la réflexion, plus les défis auxquels font face les chercheurs compliquent toute velléité de mieux circonscrire les phénomènes terroriste et extrémiste. Les terrorismes ne peuvent être réduits à l'image que l'on en a. Ce sont au contraire des phénomènes qui résistent à l'analyse et qui s'épaississent à mesure que l'on pénètre les méandres de complexité qui les caractérisent. Cela explique en grande partie la persistance de débats récurrents.

Des débats sans fin

Fortement suggérés par les préoccupations politiques du moment, les débats qui traversent ce champ d'étude sont pléthoriques. Arrêtons-nous sur les trois d'entre eux qui alimentent certains des stéréotypes contaminant notre compréhension de l'actualité.

48. Peter Neumann, « The trouble with radicalization », *International Affairs*, vol. 89, n° 4, 2017, p. 873-893.

Peut-on parler d'un terrorisme religieux ?

La prédominance actuelle du terrorisme djihadiste a réactivé les questionnements sur la relation entre violence et religion. Aucune religion ne possède le monopole de la violence. D'ailleurs, plusieurs auteurs démontrent l'ancienneté du terrorisme religieux, qui serait bien antérieur à l'apparition de l'État moderne⁴⁹. Peut-on toutefois parler d'un terrorisme à proprement religieux ? La réponse à cette question varie selon les époques. Le retour du religieux⁵⁰, qui s'est amorcé dans les années 1980, a conduit à concentrer le regard sur les identités religieuses et à occulter les dimensions sociales et politiques de l'action terroriste. Cette grille d'analyse a été appliquée sans toujours tenir compte des réalités et des disparités locales. En effet, le rapport au religieux n'est pas le même dans les États laïques que dans ceux pour lesquels religion et politique sont encore étroitement imbriquées.

Dès lors, plutôt que de tenter de réfléchir aux spécificités d'un terrorisme qui serait strictement religieux, il semble plus pertinent d'examiner la manière dont les référentiels religieux interagissent avec les dimensions politiques, et comment ils viennent nourrir l'utopisme, voire le nihilisme, de certains groupes. Il faut donc se pencher sur ce que ces groupes terroristes – qualifiés de religieux – font de la religion, et comment l'instrumentalisation d'un dogme confère une dimension sacrée et apocalyptique à la violence dont ils usent.

49. David Rapoport, « Fear and Trembling: Terrorism in Three Religious Traditions », *The American Political Science Review*, vol. 78, n° 3, septembre 1984, p. 658-677.

50. Expression qui fait référence à une résurgence mondiale de toutes les formes de religiosité. Ce retour du religieux est donc loin de ne concerner que le seul islam.

Ainsi, il faut distinguer le substrat idéologique, construit en partie sur des références religieuses quelquefois détournées de leur sens initial, des fondements de la violence. Si ces derniers sont justifiés à partir d'une lecture littéraliste d'un dogme religieux, ils relèvent de l'entremêlement de considérations historiques et politiques. Le groupe « État islamique » ne peut pas, par exemple, être réduit à ses activités terroristes. Il doit plutôt être vu comme un acteur aux multiples facettes, producteur de normes religieuses et sociales. Le recours au terrorisme soutient ses objectifs politiques et militaires dans un contexte de guerre asymétrique⁵¹ et d'exportation du conflit sur les territoires des États ennemis. Il sert également à établir sa domination sur les populations civiles résidant sur les territoires qu'il contrôle et à se positionner par rapport à ses concurrents djihadistes⁵².

La relation entre religion et terrorisme est donc indirecte. Ce qui ne revient pas uniquement à adopter une vision instrumentale de la religion. Elle constitue plutôt un arrière-plan (comme ç'a été le cas en Irlande du Nord⁵³) ou un avant-plan (dans le cas du djihadisme) normatif et culturel, qui influence en partie la relation au politique et à la violence. Elle est parallèlement un moyen d'ancrer le groupe dans un passé glorieux et de donner un sens quasi mystique à ses actions.

51. Une guerre asymétrique oppose deux acteurs politiques qui ne disposent pas des mêmes capacités militaires.

52. Plusieurs groupes djihadistes participent à la guerre civile en Syrie et s'affrontent ponctuellement.

53. Ce conflit a opposé les nationalistes républicains aux loyalistes et unionistes. Les premiers étaient en majorité catholiques et les seconds, protestants. Bien que la dimension religieuse ait joué un rôle dans ce conflit, elle est demeurée un élément secondaire par rapport aux enjeux politiques.

La violence de certains discours déshumanise l'adversaire et légitime des pratiques brutales comme les décapitations filmées et mises en scène par l'« État islamique » et par certains de ses affidés libyens. Il s'agit donc avant tout de choquer et de provoquer, une finalité que l'on constate dans tous les types de terrorisme. Mais le carcan religieux dans lequel elle est enchâssée lui donne un retentissement plus important, car il déplace en partie le combat sur le plan des valeurs et des identités qui s'entrechoquent. Associé à des types de violence considérés comme particulièrement déstabilisants, à l'image de l'attentat au gaz sarin commis par la secte japonaise Aum Shinrikyo dans le métro de Tokyo, en 1995, ou encore des attentats-suicides, le discours religieux se révèle d'une efficacité politique redoutable à cause des réactions de rejet qu'il engendre.

Le concept même de « terrorisme religieux » est donc tendancieux. Il semble plus pertinent de se pencher sur le détournement de références religieuses qui permet de construire un discours mobilisateur. De plus, les types de violence qui sont perçus comme servant des objectifs apocalyptiques découlent de calculs avant tout stratégiques. Les attentats-suicides, qui ne sont pas l'apanage des seuls groupes djihadistes, visent ainsi à décupler les sentiments de vulnérabilité et de peur de l'adversaire.

L'arme des pauvres et des faibles ?

Le terrorisme a souvent été comparé à l'arme des pauvres ou des faibles. L'émergence de l'« État islamique », organisation richement dotée, bénéficiant de sources de revenus variées et renouvelables, serait venue quelque peu bousculer cette idée reçue. L'ampleur des moyens dont ce groupe a disposé jusqu'en 2017 en a fait un ennemi redoutable.

Pourtant, d'autres organisations sont parvenues à financer leur combat grâce aux connexions établies avec des États, aux produits tirés de la criminalité organisée (les FARC colombiens et les talibans en sont des illustrations), ou encore au soutien d'une diaspora comme en ont profité les Tigres tamouls tout au long de leur lutte contre l'État sri-lankais (1983-2009). Si aucun n'a disposé des moyens dont a pu se prévaloir l'« État islamique », le financement des activités terroristes par les mouvements qui y ont recours n'est pas en soi une exception.

Cette image du pauvre contre le puissant relève souvent davantage du stéréotype que d'une réalité tangible. Plusieurs chercheurs ont voulu démontrer qu'il pouvait exister un lien entre pauvreté et terrorisme, sans que leurs conclusions ne soient validées⁵⁴. En effet, les statistiques montrent que les pays les plus pauvres sont plus rarement touchés par le terrorisme. En revanche, une situation de pauvreté provoquée par l'éclatement d'une guerre civile et son enracinement dans la durée peuvent favoriser le recrutement au profit de groupes d'insurgés qui versent dans le terrorisme et qui promettent un salaire tout en offrant un nouvel horizon à des individus déboussolés par un contexte de violence. De telles conclusions sont plus difficilement applicables aux sociétés pacifiées, même si l'on ne peut exclure le sentiment de déclassement qu'une situation de précarité socioéconomique peut faire naître chez certains individus.

Si le terrorisme n'est pas l'arme des pauvres, peut-il être considéré comme l'arme des faibles ? L'asymétrie militaire entre les groupes terroristes et les États qui les combattent

54. Alan B. Krueger et Jitka Maleckova, « Education, Poverty and Terrorism : Is There a Causal Connection ? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 17, n° 4, automne 2003, p. 119-144.

est patente. Ces derniers disposent d'armes sophistiquées, comme les drones, et de méthodes de collectes de renseignements qui font appel aux dernières technologies à l'image de la reconnaissance faciale. L'image d'Oussama Ben Laden, enregistrant un message vidéo dans une grotte, détonne devant les ressources mobilisées pour le traquer. De même, les moyens utilisés par la plupart des terroristes (bombes artisanales ; voitures-béliers ou véhicules piégés ; fusil d'assaut ; couteau ou hache, etc.) évoquent l'archaïsme devant l'arsenal des États.

De plus, le terrorisme est souvent perçu comme un baroud d'honneur lancé par des organisations affaiblies militairement. Ainsi, le recul de l'« État islamique » en Irak et en Syrie expliquerait, pour certains responsables militaires et politiques⁵⁵, son recours plus fréquent au terrorisme. Les attentats-suicides commis le 3 juillet 2017 par deux femmes auraient ainsi constitué une réponse ultime à la reprise imminente de la ville de Mossoul par les forces irakiennes, soutenues par la coalition internationale. Le terrorisme participerait alors à la mise en œuvre d'une stratégie permettant de continuer le combat à une autre échelle. On ne peut exclure que cette tactique ait été et soit encore utilisée par des groupes insurgés qui versent dans le terrorisme. Après tout, comme nous l'avons déjà souligné, le terrorisme relève aussi de la stratégie militaire ; il peut devenir une arme offensive comme

55. « Un général américain responsable de la lutte contre l'État islamique a ainsi officiellement déclaré en janvier 2016 que le recul de Daech en Syrie et en Irak pourrait entraîner une augmentation des attentats terroristes ». Tom Batchelor, « Islamic State terror attacks to INCREASE after defeat in Iraq and Syria, warns US general », *The Express*, 11 août 2016, <http://www.express.co.uk/news/world/698994/Islamic-State-terror-attacks-INCREASE-defeat-Iraq-Syria-warns-US-general>.

défensive et se voir assigner des objectifs de déstabilisation afin de rendre la victoire de l'État plus coûteuse politiquement et symboliquement. Toutefois, l'explication tient mal pour l'« État islamique », pour lequel le terrorisme constitue bien plus une stratégie de déstabilisation à grande échelle qu'un simple moyen de continuer à exister, alors que l'organisation cumule les revers militaires⁵⁶.

La violence d'État : du terrorisme ?

Nous n'avons évoqué jusqu'à présent qu'un type de terrorisme, celui déployé par des acteurs non étatiques. Il faut dire que le concept même de terrorisme est majoritairement appliqué aux stratégies, tactiques et techniques des acteurs privés que sont les groupes infra-étatiques. Cela ne veut pas dire que nous excluons l'existence d'un terrorisme d'État. Cependant, nombreux sont les chercheurs à refuser d'utiliser ce concept pour qualifier la violence de l'État⁵⁷, préférant retenir plutôt les termes de répression, de génocide ou de massacre. Ce débat figure d'ailleurs parmi les discussions les plus polarisantes dans le champ d'études sur les terrorismes.

À l'origine, le terme « terroriste » a été créé pour qualifier la méthode de gouvernement adoptée par la Convention montagnarde pendant la Révolution française, en 1793-1794. Rappelons que les Montagnards, groupe politique favorable à l'instauration d'une république, ont mis sur pied un gouvernement révolutionnaire,

56. Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, « De Mossoul à Paris, la triple stratégie de l'État islamique », *Le Temps*, 23 novembre 2015.

57. Michael Stohl, « YES: State terror: the theoretical and practical utilities and implications of a contested concept », Richard Jackson et Samuel Justin Sinclair (dir.), *Contemporary Debates on Terrorism*, Londres, Routledge, 2012, p. 45.

qui a établi un système d'exception et légitimé l'utilisation de la terreur comme arme politique. Maximilien Robespierre, leader des Montagnards et figure centrale de la Révolution, estimait ainsi que la république et la démocratie ne pouvaient être instaurées en temps de guerre que par la violence, à laquelle on confère d'abord une connotation positive, avant de devenir synonyme d'abus de pouvoir. Le terme de terrorisme a notamment été employé par la suite pour désigner les actions de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste, de l'URSS stalinienne, du Cambodge des Khmers rouges, des États guatémaltèque, salvadorien pendant les guerres civiles qui respectivement ont frappé ces derniers à la fin du xx^e siècle.

Au-delà de ces constats historiques, les recherches montrent que la violence politique des États engendre un nombre de loin plus important de victimes parmi les populations civiles que les groupes non étatiques. Dès lors, parce que les États ne sont pas étrangers à cette forme de violence, certains auteurs n'hésitent pas à parler de terrorisme d'État. Une telle posture amène à examiner le détournement de la violence légitime détenue par l'État à des fins d'intimidation, de déstabilisation, de répression ou de contrôle, dans un contexte normatif où le gouvernement est censé garder la paix et être le garant ou le protecteur des populations civiles installées sur son territoire.

Le concept de terrorisme d'État cherche ainsi à expliquer pourquoi et comment un gouvernement en vient à recourir à la violence afin de contraindre une société ou une partie de cette dernière. Cette violence n'est pas toujours dirigée à l'endroit de groupes minoritaires que l'État chercherait à faire adhérer de force à un projet politique. Elle peut également frapper de manière aléatoire, comme l'illustrent les bombardements aériens en Syrie sur les villes

tenues par les opposants à Bachar al-Assad. Certaines formes de répression peuvent aussi s'apparenter au terrorisme, si elles sont utilisées comme une arme psychologique, afin d'instiller, au-delà des personnes ciblées, la peur dans les populations civiles⁵⁸. La violence est donc porteuse de messages visant à asseoir la domination de l'État.

Le détournement de la violence peut aussi servir de moyen de pression sur la scène internationale ou découler d'une stratégie visant à affaiblir durablement un adversaire. Ainsi en 2003, la Libye du colonel Kadhafi a reconnu sa responsabilité directe dans l'attentat contre un avion de la compagnie Pan Am au-dessus de Lockerbie, une petite ville écossaise, en 1988. De même, en 1996, la France a admis, en formulant des excuses à la Nouvelle-Zélande, son implication dans l'explosion qui a coulé en juillet 1985 le *Rainbow Warrior*, navire amiral de l'organisation écologiste Greenpeace. Les enquêtes de la police néo-zélandaise avaient très tôt confirmé le rôle des services secrets français dans une opération chargée d'intimider les militants de Greenpeace qui protestaient contre les essais nucléaires menés par la France dans le Pacifique. L'une des agentes ayant participé à la préparation de l'attaque a d'ailleurs assimilé l'opération à un acte terroriste ordonné par Paris. Ces deux exemples concernent des États qui ont fini, sous la pression internationale et médiatique, par reconnaître avoir eu recours au terrorisme. La plupart des opérations gouvernementales restent cependant secrètes. Une telle affirmation ne vise pas à soutenir les théories du complot qui font des États les instigateurs exclusifs de cette forme

58. Ruth Blakeley, « State Terrorism in the Social Science. Theories, methods and concept », Richard Jackson, Eamon Murphy et Scott Poyting (dir.), *Contemporary State Terrorism. Theory and practice*, Londres/New York, Routledge, 2010, p. 12.

de violence, mais à revenir sur leur participation effective à des actions terroristes, au même titre que des groupes non étatiques.

Si les débats sur l'existence d'un terrorisme d'État sont loin d'être futiles, ils tendent à introduire une dichotomie qui n'a pas toujours lieu d'être. En effet, la terreur venue d'en haut et celle produite par les groupes infra-étatiques adoptent de semblables logiques de soumission, de destruction et d'intimidation, même s'il est vrai que leur ampleur et les moyens qui y sont consacrés diffèrent. En outre, les groupes terroristes n'évoluent pas en vase clos. Ils sont insérés dans des réseaux auxquels participent d'autres groupes non étatiques et des États. Certains gouvernements entretiennent des relations quelquefois étroites avec des groupes terroristes. C'est le cas de l'Iran avec le Hezbollah, établi au Liban, ou encore du Pakistan avec les talibans afghans.

Le degré d'implication directe ou indirecte des États oscille entre laisser-faire, soutien et instrumentalisation à des fins politiques. Au-delà de l'importance du contexte géopolitique, l'analyse du rôle des États et des relations qu'ils nouent avec certains groupes terroristes permet de pointer une contradiction persistante à travers le temps et l'espace. En effet, les États engagés dans une lutte anti-terroriste ou dans la guerre globale contre le terrorisme nient le caractère politique des actions menées par la grande majorité des groupes terroristes qu'ils combattent, alors même qu'ils considèrent d'autres groupes versant dans ce type de violence comme des acteurs politiques et militaires de premier plan, voire comme des partenaires. Cette contradiction vient renforcer l'illisibilité de certaines politiques étatiques et illustre les doubles standards déjà évoqués plus haut.

Le terrorisme, une forme de déviance politique

La persistance et la récurrence de ces débats, que nous n'avons fait qu'effleurer, rendent-elles futile toute tentative de définir de manière inclusive les phénomènes politiques et sociaux que sont les terrorismes ? Nous ne le pensons pas, même s'il nous faut garder à l'esprit que les conditions ne sont pas réunies aujourd'hui pour parvenir à un consensus. Dans un contexte où plusieurs sociétés sont maintenant confrontées au phénomène, le rôle du chercheur consiste précisément à faire état d'une réflexion, qui se doit de gagner en profondeur et en épaisseur, de se dégager des prescriptions politiques, et d'écarter les émotions que l'actualité peut légitimement faire naître en lui.

Le terrorisme surgit surtout dans des guerres civiles de type asymétrique (en Syrie, au nord du Mali, au Nigéria, au Guatemala, etc.), dans le cadre d'un conflit social ou politique, en tant qu'instrument d'intimidation et de déstabilisation entre acteurs des relations internationales. Un groupe non étatique, à l'image d'Al-Qaida ou de l'« État islamique », peut en faire un vecteur de revendications, tout comme un instrument d'exportation de conflits. Des États peuvent y avoir recours, soit en s'appuyant sur des groupes non étatiques qu'ils financent ou soutiennent plus ou moins ouvertement, soit en menant eux-mêmes ce type d'opérations. Ces catégories ne sont pas imperméables, une même organisation pouvant être représentée dans plusieurs de ces configurations. Celles qui sont capables de durer peuvent également voir leur champ d'action s'élargir ou se rétrécir. Un groupe au rayon d'action initialement limité peut devenir un joueur international de premier plan. L'inverse se vérifie également.

Cette série de remarques nous montre que les terrorismes sont situés au cœur des processus politiques et sociaux ayant cours au sein des États ou sur la scène internationale. Pourtant, depuis plusieurs décennies, les réactions qui suivent un attentat terroriste tendent à dépolitiser ces actes et à les cantonner dans un combat opposant des monstres immoraux aux gouvernements chargés de défendre le bien commun. Une telle représentation ne nous permet pas de comprendre ce qu'est le terrorisme, car elle en occulte les dimensions politiques et sociales.

Une lecture scientifique s'arrête précisément sur ces aspects centraux. On peut voir dans le terrorisme une stratégie visant à remettre en cause, par la violence ou la menace d'y avoir recours, l'ordre social et politique établi et les systèmes dominants d'autorité qui le régulent. Le terrorisme, pour reprendre une proposition du sociologue américain Charles Tilly, « implique le recours à des moyens d'actions qui sortent des formes routinisées de la lutte politique dans un contexte donné⁵⁹ ». Afin de refléter leur diversité, nous pourrions ajouter que les terrorismes appliqués en temps de conflit armé utilisent des méthodes non conventionnelles de guerre.

Cette lecture scientifique des phénomènes terroristes permet de transcender les époques et les affiliations idéologiques pour s'interroger d'abord sur ses contextes d'apparition. Comme le terrorisme remet en cause les règles de la guerre, le monopole de la violence légitime détenu par l'État, et les modes de contestation qui régissent normalement les sociétés qu'il frappe, il représente une

59. Charles Tilly, « Terror, Terrorism, Terrorists », *Sociological Theory*, vol. 22, n° 1, 2004, p. 5.

forme de subversion. La transgression est d'abord perçue comme morale, mais elle constitue surtout une forme de déviance politique et sociale vis-à-vis des règles qui encadrent, dans une société donnée, les comportements politiques. Le terrorisme s'inscrit de plus dans une concurrence de légitimités sur le plan politique, mais il peut également faire écho à des tensions sociales.

Les attentats terroristes ont ainsi été vécus de tout temps comme des atteintes à la légitimité d'un État, d'une pratique ou de normes dominantes. Ce qui explique que leurs impacts psychologiques restent, comme le soulignait Raymond Aron, disproportionnés par rapport à leurs effets immédiats et au nombre de morts qu'ils provoquent⁶⁰. Jouant sur la symbolique, les groupes terroristes inscrivent leurs actions dans les registres émotionnels et psychologiques de l'action politique. Le message qu'ils véhiculent ainsi est formaté par les discours idéologiques, qui ne servent pas seulement à justifier la violence, mais qui contribuent également à l'ancrer dans des débats qui rejoignent les préoccupations exprimées par des franges ultra-minoritaires des sociétés touchées. Puisque les terrorismes visent à contrebalancer une asymétrie politique et militaire, et à augmenter la légitimité de l'organisation qui y a recours ou qui sanctionne un attentat, ils deviennent instruments de puissance.

L'aspect stratégique qui explique en partie la mobilisation de cette forme de violence est central, mais il se révèle insuffisant. Il faut aussi revenir sur les ressorts idéologiques et émotionnels de l'action politique, sur les influences que subissent les terroristes ou dont ils s'inspirent, et sur les

60. Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Gallimard, 1962, p. 176.

contextes dans lesquels ils évoluent. Cela revient à souligner l'idée que les groupes terroristes et les individus qui s'y reconnaissent n'agissent pas en apesanteur, hors des sociétés qu'ils prennent pour cibles, mais qu'ils se situent bel et bien au cœur de ces dernières. Les évolutions technologiques et les remises en cause de l'État ainsi que des élites gouvernantes, par des canaux très divers, forment à la fois un contexte et un terreau profitant aux groupes terroristes, qui se positionnent comme les principaux opposants à l'État, voire comme des producteurs de modèles sociaux et politiques alternatifs.

Toutefois, tous les groupes extrémistes qui utilisent le terrorisme ne poursuivent pas les mêmes objectifs : il y a d'abord les organisations qui cherchent à remettre en cause les systèmes d'autorité incarnés par l'État ou par une autorité établie. Aux côtés des groupes nationalistes qui contestent les frontières d'un État et luttent pour l'indépendance, se situent des mouvements comme les *Freemen-on-the-Land*, que le FBI américain compare à une forme de terrorisme domestique, qui ne reconnaissent pas la souveraineté de l'État et rejettent le contrat social qu'il incarne ; ou encore comme les groupes d'extrême droite vigilantistes et autres milices s'arrogeant les fonctions régaliennes d'un État qu'ils perçoivent comme défaillant. Ces organisations y côtoient la majorité des groupes djihadistes, qui entendent imposer un nouveau modèle social et politique basé sur une lecture littéraliste de la charia et former une nouvelle entité politique amenée à s'étendre à d'autres territoires.

Viennent ensuite les groupes qui cherchent à induire des transformations de l'ordre social, sans toujours remettre en cause l'existence de l'État. Ils peuvent s'élever contre ce qu'ils ressentent comme la corruption des élites, sans toutefois en appeler à la création d'un

nouveau modèle. C'est le cas de plusieurs groupes d'extrême droite, qui appellent à une homogénéisation des sociétés de l'hémisphère nord « menacées » dont ils se disent les représentants, ou encore des militants nationalistes birman, de confession bouddhiste, soutenus par l'armée et le pouvoir en place, qui usent d'une violence d'intimidation pour chasser les réfugiés musulmans Rohingya. Pour finir, citons ceux qui ont recours à la violence dans le but d'influencer les politiques publiques. Les groupes environnementaux, comme ceux qui luttent contre l'avortement ou pour les droits des animaux, en font partie.

Dans cette perspective, l'action des loups solitaires peut être considérée comme une émanation ou un prolongement des luttes dans lesquelles s'inscrivent les différents groupes, et ce, même si ces combats dépassent souvent les individus plus ou moins isolés qui s'y engagent. En effet, leurs actes, même s'ils ne sont pas revendiqués, peuvent être récupérés et alimenter ainsi les discours idéologiques des organisations qui appartiennent à une même mouvance.

Ces distinctions nous semblent importantes pour saisir la diversité des terrorismes. Elles n'en restent pas moins articulées autour de ce qui constitue le nœud du terrorisme : l'utilisation d'une violence d'intimidation, de provocation ou d'usure pour tenter d'orienter, en totalité ou en partie, les contours de l'action politique. Le succès de ces groupes ne se mesure qu'en fonction de leurs objectifs initiaux. Si la plupart des organisations terroristes finissent par disparaître sans être parvenues à atteindre les buts qu'elles s'étaient fixés, elles n'en laissent pas moins des empreintes durables sur les sociétés qu'elles frappent, tant la violence et les réactions qu'elles suscitent imprègnent les représentations qui circulent et les formatent, jusqu'à alimenter des conflits dont les issues paraissent aujourd'hui incertaines.

CONCLUSION

DES RECHERCHES SOUS TENSION

Expliquer le terrorisme et la montée des extrémismes place régulièrement les chercheurs dans une situation délicate. Fréquemment sollicités pour fournir de l'expertise, ils ont acquis une visibilité plus étendue auprès du grand public. Leur participation aux débats politiques et médiatiques ainsi que la plus grande accessibilité de leurs recherches leur valent d'être fréquemment pris à partie, dans un contexte dans lequel les groupes terroristes et extrémistes produisent et diffusent leurs propres interprétations de l'actualité ; or, celles-ci vont bien souvent à l'encontre des résultats mis de l'avant par les sciences sociales, la psychologie et le droit, pour ne mentionner que ces disciplines.

La parole des experts qui travaillent sur les questions du terrorisme et de l'extrémisme peut être détournée ou instrumentalisée, quand elle n'est pas tout simplement ridiculisée. Les spécialistes sont parfois soupçonnés, par plusieurs sites d'extrême droite, d'être à la solde de gouvernements ou de mèche avec des lobbys représentant des « minorités toutes-puissantes », avec la police, ou encore d'incarner une forme de marxisme culturel. L'organisation

« État islamique » – pour ne prendre que cet exemple – n'est pas en reste. Daech s'est attaqué à plusieurs reprises à des chercheurs dans *Dabiq*, son magazine de langue anglaise publié entre 2014 et 2016, dans une rubrique au titre évocateur : « Dans les mots de l'ennemi ». Sans compter les menaces directes proférées, par des individus se revendiquant de l'« État islamique », à l'endroit de certains experts.

L'utilisation des résultats de la recherche devient donc un enjeu prioritaire pour les groupes extrémistes et terroristes, et dans une autre mesure pour les États, les premiers cherchant à s'en détourner en les dénonçant, les seconds espérant y trouver des réponses ou une justification à leurs actions. Si certains chercheurs s'estiment de temps à autre pris en étau, l'écrasante majorité parvient à maintenir l'indépendance nécessaire à la production de résultats de qualité éclairant d'un jour nouveau ces phénomènes sociaux et politiques. Ce sont eux qui réalisent les avancées les plus significatives.

À cette situation s'ajoutent les restrictions énormes entourant la recherche sur le terrorisme et les extrémismes, qui rendent ce travail particulièrement complexe. L'accès à des données fiables de première main reste un enjeu majeur, qui n'est pas près de s'estomper. Travailler sur des sujets qui relèvent de la sécurité des États et de leur conception des menaces auxquelles ils font face constitue un défi supplémentaire.

L'intérêt et l'importance de ce type de recherche résident d'ailleurs là : fournir un regard objectif et des grilles d'analyse qui permettent de démystifier le terrorisme et, dans une autre mesure, la montée des extrémismes, tout en analysant les réponses des États. Nous l'avons déjà dit, la finalité n'est pas de justifier une violence inacceptable, mais d'expliquer et de comprendre les

fabriques du terrorisme, ses ressorts et ses implications au quotidien. Si la recherche sur le terrorisme comporte quelques travers que l'on ne peut nier et que l'on a déjà évoqués, les spécialistes possèdent la distance indispensable pour ne pas se laisser emporter par l'émotion du moment et les impératifs politiques qui en découlent.

Plusieurs hommes politiques estiment que les Occidentaux doivent s'habituer à vivre sous la menace d'attentats. Le danger n'est pas omniprésent et il n'est certainement pas uniforme d'un pays à l'autre. Mais il existe, et il ne provient pas uniquement des groupes et des individus qui s'inscrivent dans la mouvance djihadiste. Dès lors, la recherche fournit des balises permettant de comprendre et d'expliquer le pourquoi et le comment du terrorisme, de l'engagement individuel, de la résilience de certains groupes ou de certaines idéologies. Surtout, les chercheurs ne se contentent pas d'étudier la violence. Ils portent le regard sur des aspects qui, loin d'être futiles, nous en apprennent davantage, par exemple, sur le fonctionnement des groupes extrémistes et terroristes, sur les mécanismes de prises de décisions en leur sein, sur la part du terrorisme dans leurs activités ou encore sur les impensés de la lutte antiterroriste et les doubles standards qui la guident.

Dès lors, un détour par l'histoire est parfois nécessaire pour rappeler que les extrémismes et les terrorismes ne sont pas si exceptionnels que cela, mais constituent bel et bien une constante de l'évolution de nombreuses sociétés. Cette mise en perspective s'avère essentielle pour comprendre le phénomène dans sa globalité, et tenter de fournir aux décideurs politiques et plus largement au grand public des clés de lecture afin de donner un sens à des événements qui semblent pourtant ne pas en avoir.

POUR ALLER PLUS LOIN

- ALIMI, Eitan Y., Lorenzo BOSI et Chares DEMETRIOU, *The Dynamics of Radicalization: A Relational and Comparative Perspective*, New York, Oxford University Press, 2015.
- BAUDOUÏ, Rémi. *Les défis du terrorisme*, Paris, Ellipses, 2007.
- CHALIAND, Gérard et Arnaud BLIN (dir.). *Histoire du terrorisme. De l'Antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015.
- CHALIAND, Gérard. *Terrorisme et politique*, Paris, CNRS éditions, 2017.
- CRETTEZ, Xavier et Bilel AININE. *Soldats de Dieu. Paroles de djihadistes incarcérés*, Paris, L'aube éditeur, 2017.
- DAYAN, Daniel (dir.). *La terreur spectacle: terrorisme et télévision*, Bruxelles, De Boeck, 2006.
- DELLA PORTA, Donatella. *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- DELLA DONATELLA Porta, Manuela CAIANI, et Claudius WAGEMANN. *Mobilizing on the Extreme Right. Germany, Italy, and the United States*, New York, Oxford University Press, 2012.
- FERRAGU Gilles. *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, 2014.
- GÉRÉ, François. *Pourquoi le terrorisme ?*, Paris, Larousse, 2006.
- KHOSROKHAVAR, Farhad. *Radicalisation*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014.

NACOS, Brigitte. *Les médias et le terrorisme*, Montréal, Éditions St-Martin, 2005.

RAFLIK, Jenny. *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences Humaines », 2016.

SAGEMAN, Marc. *Turning to Political Violence. The Emergence of Terrorism*, Philadelphia, University of Philadelphia Press, 2017.

SCHMID, Alex. *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, London, Routledge, 2011.



L'IMPASSE TERRORISTE

Comment expliquer un attentat dans un cinéma aux États-Unis, dans une mosquée à Québec ou sur une promenade à Nice, en France? Quelles sont les motivations qui poussent certains individus à commettre des actes aussi odieux que violents?

Comme une chimère, le terrorisme prend plusieurs visages en exploitant, entre autres outils, les réseaux sociaux. Mais en faisant des amalgames douteux associant radicalisme, islam et terrorisme, on occulte dangereusement les véritables causes de la violence politique pratiquée par plusieurs groupes extrémistes ou par des loups solitaires... Une telle confusion entraîne nécessairement des ratés dans la lutte contre le terrorisme, qui risque hélas d'être une bataille sans fin.

La science politique apporte des éclairages utiles et essentiels à ce problème. Elle permet de mieux cerner les intérêts géopolitiques obscurs qui se cachent derrière ces tragédies répétées.



AURÉLIE CAMPANA est directrice de l'Équipe de recherche sur les terrorismes et les extrémismes et professeur titulaire de science politique à l'Université Laval. Elle détient un doctorat de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, en France.